

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12948 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 SEPTEMBRE 1986

## Services secrets : stupide polémique

« Le terrorisme est un véritable acte de guerre », a expliqué, le vendredi 12 septembre, le premier ministre, M. Jacques Chirac, à l'Institut des hautes études de défense nationale. Quatre ans auparavant, en septembre 1982, un autre premier ministre, M. Pierre Mauroy, avait lui aussi assimilé ce défi international à « un crime qui dispose des moyens de guerre » pour conclure que la lutte antiterroriste est « une partie intégrante de la défense ».

On ne peut qu'apprécier une telle continuité de la doctrine entre la droite et la gauche, en France, sur un sujet de cette gravité. Face à ce consensus dans la définition du danger, la polémique entre deux anciens « patrons » des services secrets, MM. Alexandre de Marenches et Pierre Marion, qui s'accusent réciproquement de n'avoir pratiquement rien entrepris contre le terrorisme, à quelques choses de dérisoires, d'indécents et de stupides à l'heure où des Français paient de leur sang un lourd tribut.

## Le gouvernement craint une escalade des attentats

M. Chirac annonce des mesures antiterroristes

Le gouvernement redoute une intensification des attentats, après l'explosion d'une bombe qui a fait, le vendredi 12 septembre, dans le quartier de la Défense, quarante et un blessés, dont deux grièvement. M. Jacques Chirac devait rendre publiques, ce week-end, un certain nombre de mesures antiterroristes. Le premier ministre, en visite à Alger, pourrait s'entretenir avec ses interlocuteurs du problème du terrorisme. (Lire nos informations page 6.)



## La négociation franco-iranienne pourrait aboutir rapidement

nous déclare le représentant de Téhéran à Paris

La négociation sur le règlement du contentieux financier entre la France et l'Iran progresse et pourrait aboutir rapidement, estime le chargé d'affaires iranien à Paris. « Je suis optimiste », nous a déclaré M. Gholan Reza Haddadi, visiblement très soucieux de faire état de « progrès » au moment où certains laissent entendre que les négociations financières engagées entre les deux pays périclitent.

Le contentieux financier entre la France et l'Iran pourrait être réglé au moins partiellement dans un « proche avenir », peut-être « dans quelques semaines », estime le chargé d'affaires iranien à Paris. « Je suis optimiste », nous a déclaré M. Gholan Reza Haddadi, visiblement très soucieux de faire état de « progrès » au moment où certains laissent entendre que les négociations financières engagées entre les deux pays périclitent.

« Je dois dire que le gouvernement français a montré une certaine bonne volonté à propos de ce problème » du remboursement du prêt de 1 milliard de dollars consenti par l'Iran au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en 1974, a poursuivi M. Haddadi.

Selon le diplomate, « des progrès ont été accomplis ces derniers jours pour parler qu'a eu la délégation des négociateurs français à Téhéran. Certes, M. Haddadi reconnaît qu'aucune nouvelle rencontre entre les deux délégations n'est prévue, mais « ce n'est pas du tout un mauvais signe », dit-il, laissant entendre que la négociation est arrivée à un stade avancé.

Propos recueillis par ALAIN FRACHOUL (Lire la suite page 2.)

## Six «casques bleus» français blessés dans le sud du Liban

La patrouille a sauté sur une bombe télécommandée.

PAGE 20

## Des mesures pour les familles

Le budget 1987 comportera des dispositions favorables aux familles nombreuses.

PAGE 17

## La réforme du CNRS

Renforcement de la direction et priorité à la recherche fondamentale.

PAGE 6

## Indonésie

Un supplément à l'occasion du voyage de M. Mitterrand à Djakarta.

PAGES 7 à 13

Le sommaire complet se trouve page 20

## Un numéro hors série

# CHRONIQUE DES ANNÉES 60

de Michel Winock  
publiée cet été dans le Monde  
est en vente chez tous les marchands de journaux  
44 pages, 14 F

## Les Philippines, six mois après la chute de Marcos

Avant son départ pour les Etats-Unis, où elle se rendra en visite officielle le lundi 15 septembre, Mme Aquino a de nouveau, vendredi, appelé son gouvernement et ses compatriotes à s'unir derrière elle. Deux adjoints du ministre philippin de la défense, M. Eusebio, avaient, en effet, la veille, critiqué ouvertement le gouvernement et affirmé que des communistes s'étaient infiltrés dans l'administration.

MANILLE  
de notre envoyé spécial

L'action se passe en 1991. Cory Aquino achève son mandat présidentiel. Sa fille, Kris, est devenue une superstar de la télévision. Bongbong, le fils de Marcos, est dans le maquis, organisant les « loyalistes ». Afin de contraindre Cory à anticiper son père à revenir mourir dans son pays, Bongbong enlève Kris et l'histoire prend alors inopinément un tour de Roméo et Juliette désopilant.

## Les ambiguïtés du « pouvoir du peuple »

Tout finit bien : un Marcos-pantoufle revendra aux Philippines pour y rendre l'âme et Imelda et Cory échangeront des fleurs sur les tombes, placées côte à côte, de leurs époux respectifs.

Cette pièce de Bienvenido M. Noreiga n'est pas du grand théâtre : c'est une farce, tout à tour grinçante et sentimentale, que venait applaudir, début septembre au centre culturel de Manille (construit par Imelda Marcos), un public jeune et visiblement ravi de rire du « people's power » de février et d'une Cory grisonnante, un peu guidée dans son angélisme. Cette aptitude à renverser jusqu'à l'absurde l'ordre des choses reflète le caractère pour le moins mouvant d'une situation politique où alliances et mésalliances font bon ménage.

Six mois après cette « révolution de février » qui mit bas le régime Marcos et à la veille d'une visite à Washington qui doit consacrer sa crédibilité internationale, M<sup>me</sup> Aquino a perdu son innocence politique sans qu'il soit tant, la période de transition entre un pouvoir dictatorial et une démocratie en action soit achevée. Certes, le pluralisme a été rétabli — si bien, au demeurant, que l'intérêt national semble le plus souvent passer après les ambitions personnelles.

Les partis surgissent comme des pousses de bambous après la pluie, les journaux confondent la liberté d'expression avec la propagation des rumeurs et le cabinet est si ouvertement divisé entre une gauche radicale et une droite traditionnelle qu'on se demande parfois si ces ministres qui se articulent les uns les autres siègent bien dans le même gouvernement. Chacun prend en fait position pour les deux scénarios politiques qui marquent le fin de la période de transition : le référendum sur la nouvelle Constitution (avant la fin de l'année) et les élections locales puis générales (au printemps).

Le projet de Constitution devait être prêt le 2 septembre.

## La mort de Jacques-Henri Lartigue

# La légende du siècle

Jacques-Henri Lartigue est mort le vendredi 12 septembre à l'hôpital de Cimiez, à Nice. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Avec Henri-Carlier Bresson et Robert Doisneau, il était l'un des trois photographes français les plus célèbres. Mais il est le seul dont l'œuvre ait entièrement accompli la traversée du siècle.

La légende sans doute était trop belle qui voulait qu'après plus de trois quarts de siècle d'une vie active et palpitante, travaillée les yeux écarquillés, entièrement tournée vers la création, la filmé, les voyages, le bonheur et les femmes, Jacques-Henri Lartigue ne s'éteignît jamais.

D'autant qu'il était devenu de son vivant un personnage de légende. Et que son œuvre, en rattrapant pour ainsi dire pas à pas chaque seconde de sa vie, par ses qualités inépuisables de grâce, de fraîcheur et d'enthousiasme, le fabuleux potentiel d'attention, d'amusement, de réceptivité qu'elle contenait, pouvait se com-

parer au siècle. Et, en digérant le temps, se parer de plein droit d'un caractère d'éternité.

Il fut reconnu tardivement, à l'âge de soixante-neuf ans, alors qu'il pratiquait la photographie depuis l'enfance, et la légende veut qu'il ait été découvert aux Etats-Unis. En réalité, c'est Charles Rado, de l'agence Rapho, qui l'avait présenté aux Américains. Ce qui lui valut d'être consacré, quasiment du jour au lendemain, par une exposition présentée en 1963 au MOMA de New-York, comme un très grand photographe témoin de son temps.

La passion de J.-H. Lartigue était née simplement de l'enfance. Le jour où, cignaut rapidement des yeux plusieurs fois de suite, il crut définitivement pouvoir mémoriser les scènes qu'il voyait.

Mais lorsqu'il découvrit que les images ne représentaient jamais ce qu'il désirait, il en conçut un découragement tel que ses parents durent consulter un médecin. Le remède tout trouvé fut l'appareil

en bois verni que son père, homme d'affaires à Courbevoie, lui offrit, et avec lequel il se mit à cultiver l'art de regarder et de faire poser tout ce qui l'enchantaient.

Le miracle, en effet, c'est que, tout au long d'un siècle tourmenté, à travers tous les pays, les événements, deux guerres et trois mariages, ce qui revient à épouser trois fois la vie, Jacques-Henri Lartigue s'est toujours conduit en amateur.

Il représente même l'archétype rêvé du photographe amateur qui met sa vie en images, de l'enfance à l'âge adulte, en compagnie duquel on fait l'apprentissage et la découverte du monde, et qui accède un jour à la postérité, entraînant dans son sillage une œuvre remplissante de près de 200 000 clichés, répartis sur plus de 120 albums, reflet complet d'une époque, d'un pays, d'un siècle vus par un seul individu.

PATRICK ROGERS.  
(Lire la suite page 14.)

## Le Monde

Avec le numéro  
du lundi 15 septembre  
(daté mardi 16 septembre)

## L'informatique dans la bourrasque

### Supplément Sicob

68 pages en couleurs

صكبات من الأصل



# Etranger

## La libération de M. Daniloff

### Le KGB maintient l'accusation d'espionnage contre le journaliste américain

MOSCOU de notre correspondant

M. Nicholas Daniloff a quitté, le vendredi 12 septembre dans la soirée, la prison de Lefortovo, où il était incarcéré depuis treize jours. « Je ne suis pas ce soit un homme libre, mais j'ai changé d'hôtel, et le nouveau est bien meilleur. Je remercie le président Reagan et le secrétaire général Gorbatchev », a déclaré le journaliste américain. Nicholas Daniloff est tenu de rester en URSS et de répondre aux convocations de l'officier du KGB qui instruit l'accusation d'espionnage maintenue contre lui.

La scène ne manquait pas d'allure devant la prison de Lefortovo, où ont été détenus dans le passé Soljenitsyne et Tchekhovsky. Le correspondant de l'U.S. News & World Report, mal rasé et visiblement fatigué, faisait avec ses doigts le signe de la victoire sous les projecteurs des caméras de télévision. Il montait ensuite dans une Cadillac bleu foncé battant pavillon américain, dans laquelle se trouvaient sa femme et le chargé d'affaires américain. Un peu plus tard, la voiture arrivait devant l'ambassade des Etats-Unis, et le journaliste était applaudi par un groupe de correspondants étrangers.

M. Daniloff a choisi d'éviter toute polémique. Il s'est réjoui que MM. Shultz et Chevardnadze puissent se rencontrer les 19 et 20 septembre à Washington pour parler de « choses infiniment plus sérieuses » que l'incident dont il a été victime et leur a souhaité « bonne chance ».

Le correspondant de l'U.S. News & World Report est pourtant parfaitement conscient que l'affaire n'est pas terminée. Il sait qu'il reste - à son domicile, après avoir passé la nuit de vendredi à samedi à l'ambassade - à la disposition de l'officier instructeur du KGB. Il a dû remettre son passeport aux autorités sovié-

tiques. Il n'a pas plus toute sa liberté de parole. Tass a annoncé le clou vendredi soir : « Conformément à une entente réciproque, la mesure préventive prise contre Nicholas Daniloff, journaliste américain poursuivi pour ses activités d'espionnage, n'est modifiée. Il a été remis en liberté et confié à la garde de l'ambassade américaine à Moscou. L'instruction de l'affaire n'ayant son cours, il est tenu de ne pas quitter l'Union soviétique et, en cas de besoin, de répondre aux convocations », indique l'agence soviétique, reprise par la presse et la télévision.

Tass a annoncé simultanément la mise en liberté à New-York de M. Guennadi Zakharov, ressortissant soviétique arrêté le 23 août dernier. C'est la première fois que les médias soviétiques mentionnaient l'existence de M. Zakharov. Ils ne précisent pas que celui-ci est inculpé d'espionnage.

Les Soviétiques ont certainement commis une erreur d'appréciation en ne prévoyant pas l'ampleur de la réaction américaine et internationale. La « sagesse » de M. Gorbatchev est d'avoir tenu compte de la nouvelle situation. Il n'en reste pas moins qu'ils ont obtenu pour l'instant ce qu'ils voulaient : la libération d'un de leurs citoyens arrêté en flagrant délit d'espionnage, en recourant à une sorte de prise d'otage sur la personne d'un journaliste, ce qu'ils n'avaient encore jamais fait jusqu'ici.

M. Daniloff o tenu à répéter solennellement à sa sortie de prison qu'il n'était pas un espion et n'avait jamais eu quelque contact que ce soit avec un quelconque service de renseignements. Les Soviétiques peuvent néanmoins maintenir la pression en interrogeant à leur guise le correspondant américain, voire en fournissant de nouvelles « preuves » d'autres « témoins ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

WASHINGTON de notre correspondant

Le soulagement des dirigeants américains était aussi évident que leur rage profonde après l'annonce, le vendredi 12 septembre, de l'accord passé avec Moscou pour obtenir la mise en liberté provisoire de Nicholas Daniloff.

« Nous sommes si soulagés et heureux qu'il soit sorti de sa cellule », s'est contenté de déclarer M. Reagan, en marquant par ce lapidaire pragmatisme toute la satisfaction qu'il ressent à avoir empêché cette affaire de torpiller la préparation de son prochain « sommet » avec M. Gorbatchev. A défaut d'apporter une véritable solution, la formule appliquée vendredi après d'intenses négociations permet en effet d'apaiser suffisamment les choses pour éviter à Washington d'entrer dans l'ogroage des mesures de représailles et elle laisse surtout MM. Shultz et Chevardnadze tenir à peu près normalement leurs conversations de vendredi et samedi prochains au département d'Etat.

Le revers de la médaille

Sauf nouvel incident de parcours, M. Reagan devrait donc pouvoir bientôt dire à ses concitoyens qu'il recroira M. Gorbatchev à Washington avant Noël. Cette perspective devrait rhabiller son image et lui permettre d'aider les républicains à conserver le 4 novembre prochain leur majorité sénatoriale, sans laquelle le président serait condamné à terminer son mandat avec en face de lui un Congrès totalement démocratique.

La tenue de ce deuxième sommet affermerait également les chances

de M. Reagan de rester dans l'histoire comme le signataire d'un accord majeur de réduction des armements. Le revers de la médaille est que pour en arriver là, les dirigeants américains ont dû faire bénéficier M. Guennadi Zakharov des mêmes mesures prises à Moscou en faveur de M. Daniloff. Puisqu'il ne s'agit, M. Shultz l'a assez répété, d'une solution « transitoire », Washington, formellement parlant, n'a pas pour autant accepté de mettre sur le même plan le correspondant de l'U.S. News et le fonctionnaire soviétique de l'ONU, dont l'arrestation pour espionnage à New-York avait conduit le KGB à découvrir soudain un espion en M. Daniloff.

Il n'en reste pas moins que, si la Maison Blanche n'a pas officiellement cédé sur le principe, dans les faits c'est tout comme. M. Reagan et ses collaborateurs ont été contraints de laisser voir qu'ils souhaitent au moins autant que M. Gorbatchev la tenue du sommet et qu'ils étaient prêts à lui sacrifier l'intransigeance fermée qu'ils avaient, un temps, professée envers l'URSS.

Il s'agit là d'un indiscutable succès pour Moscou, et la plume de M. Shultz, lors de sa brève conférence de presse, le disait mieux que tout. Nicholas Daniloff, a-t-il déclaré, demeure un « otage » tant qu'il n'aura pas quitté l'URSS. « La seule chose qui ait changé [est] le lieu » de sa détention, qui reste « inacceptable », a-t-il ajouté avant de dire avec agacement que cette affaire était « évidemment mistificable » aux relations américano-soviétiques et figurait, faite d'un règlement préalable, à l'ordre du jour de ses conversations avec M. Chevardnadze.

BERNARD GUETTA.

## CHILI

### Un commando d'extrême droite revendique l'assassinat de militants de gauche

Santiago-du-Chili. - Un commando d'extrême droite, qui a pris pour nom « groupe du 11 septembre » (date du coup d'Etat du général Pinochet contre le gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende en 1973), a revendiqué le vendredi 12 septembre, à Santiago, l'assassinat de quatre militants de gauche et annoncé qu'il allait faire bientôt une cinquième victime « en réplique aux cinq morts de l'attentat perpétré contre le chef de l'Etat ». Quatre personnes ont en effet été tuées ces derniers jours pendant le couvre-feu après avoir été enlevées de leur domicile par des civils armés se présentant comme policiers. Un correspondant anonyme a déclaré par téléphone à plusieurs agences de presse que le « groupe du 11 septembre » était une réponse au Front patriotique Manuel-Rodriguez (FPMR) qui a revendiqué l'attentat du 7 septembre contre le général Pinochet.

Un opposant au régime, enlevé mardi à son domicile par des inconnus, a été retrouvé mort, avec six balles dans la poitrine, vendredi dans les environs de Santiago. La victime, Abraham Muskatblich, un comptable âgé de quarante ans, avait été enlevé par six hommes, la tête recouverte d'une capuche, selon sa épouse. Le corps a été retrouvé dans un canal d'irrigation à 50 kilomètres au sud-ouest de la capitale.

D'autre part, une jeune fille a été tuée par balles dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12, au cours d'une manifestation de soutien aux trois prêtres français expulsés, dans le quartier de la

Victoria. Cette expulsion a soulevé beaucoup d'émotion dans ce quartier populaire où les Pères Dubois, Daniel Carnette et Jacques Lancelotti exerçaient leur sacerdoce. Les habitants s'étaient rassemblés dans la rue pour protester, se heurtant à plusieurs reprises aux forces de l'ordre.

C'est alors que la jeune fille, âgée de dix-neuf ans, a été atteinte par des balles tirées d'une camionnette qui sillonnait le secteur. Les habitants de la Victoria ont décidé d'observer, à tour de rôle, une grève de la faim en soutien et de remontrances des trois religieux français. Les autorités chiliennes ont affirmé que les trois prêtres ont été arrêtés parce qu'ils portaient des tracts lors d'une manifestation.

A sa arrivée en France, le Père Dubois a démenti catégoriquement ces affirmations et précisé qu'il avait été frappé à plusieurs reprises par la police.

Toujours selon les autorités, les auteurs de l'attentat du 7 septembre auraient préparé un second dispositif avec des explosifs non loin du lieu de la première embuscade contre le convoi présidentiel. - (AFP, UPI.)

• A Mexico, un porte-parole du Front patriotique Manuel-Rodriguez a affirmé vendredi que la commande du 5 septembre responsable de l'attentat contre le général Pinochet « comprenait des militaires en activité ou à la retraite » et qu'il n'avait eu aucune perte. Selon la porte-parole, trois groupes comprenant en tout vingt-cinq hommes auraient participé à l'attentat. Il a ajouté que le Front avait eu recours aux militaires « en raison des difficultés techniques que présentait l'opération ». - (AFP.)

## Les Philippines six mois après la chute de Marcos

### Les ambiguïtés du « pouvoir du peuple »

(Suite de la première page.)

La vie politique philippine est en train de se polariser à droite et à gauche avec au centre un grand vide, une sorte de ventricule mou où pullulent certes les mini-organisations de toutes sortes mais sans qu'une force mobilise ces bonnes volontés. A droite, la renaissance du moribond Parti nationaliste est symptomatique de l'apparition d'une solide force conservatrice constituant notamment le point de ralliement pour les politiciens du KLB (parti de Marcos), qui souhaitent se débarrasser d'une étiquette encombrante. Le Parti nationaliste est manœuvré en conlisse par M. Ponce Enrile, ministre de la défense. Au centre droit, l'Unido du vice-président Laurel, sous la bannière, duquel Cory Aquino fit campagne, est devenu le parti des

ressentiments. M. Laurel espérait, en cumulant les fonctions (vice-président, premier ministre et ministre des affaires étrangères), être une sorte de processus du nouveau pouvoir. Par ses déclarations intempestives à la veille de la visite de la présidente en Indonésie et à Singapour, au milieu du mois d'août, il s'est attiré une réaction cinglante de la présidente qui lui a nié le droit d'assurer l'intérim en cas d'absence. Du point de vue constitutionnel, la décision se justifie : le vice-président agit au nom du président que lorsque celui-ci est dans l'incapacité d'assumer ses fonctions (lorsque, par exemple, M. Reagan est sous anesthésie, c'est le vice-président américain qui prend sa place). Il reste que, compte tenu du flou entretenu sur la fonction de vice-président dans le contexte constitutionnel actuel, la manière dont M. Laurel a été rappelé à l'ordre fut pour le moins peu cordiale. A l'humiliation du vice-président, qui a perdu la face et rongé son frein, s'ajoutent les rancœurs des membres de l'Unido qui voient le ministre des administrations locales, M. Pimentel, nommer les hommes de son parti, le PDP-Laban, à tous les postes-clés en remplacement des élus de l'ancien régime. Aussi, l'Unido, semble-t-il prêt à filer avec les nationalistes. Un tel rapprochement pourrait, à terme, poser des problèmes de cohabitation entre la présidente et un vice-président qui, admettant, ne se prive pas de faire les commentaires les plus sceptiques sur le gouvernement auquel il appartient, sinon de dénigrer certains de ses membres.

« idée socialiste adaptée à l'expérience historique nationale », paraît tentée également de se constituer en parti.

L'effervescence de l'extrême gauche se reflète sur le mouvement syndical, où l'on observe aussi une aggravation de la polarisation existant précédemment entre le KMU (500 000 membres), dont le président Rolando Ollala est aussi président du Partido ng Bayan (ce qui suscite des craintes chez certains militants de voir le KMU annexé par le PC), et la TUCP (la Conférence des syndicats philippins), qui essaye de se dégager du son image d'organisation pro-Marcos. La TUCP est en guerre ouverte contre le ministre du travail, M. Sanchez, jugé trop à gauche, dont elle pourrait obtenir la démission.

Cory Aquino. Ce parti constitue, certes, une force qui se consolide en province, en particulier grâce à l'action, parfois contestable, de M. Pimentel, ministre des administrations locales. Mais c'est aussi un parti formé de politiciens traditionnels.

En s'identifiant au PDP-Laban, M. Aquino perdrait son image suprapartisanne, et surtout le crédit de renouveau de la vie politique que s'attache occore à son nom et constitue l'élément porteur de sa popularité. Aussi ses conseillers lui suggèrent-ils plutôt de prendre la tête d'un mouvement « Cory Aquino » rassemblant les organisations et groupes de centre et de centre gauche qui ont soutenu sa campagne. Mais il lui faut aller vite et, notamment, se préparer à l'échéance du référendum, qui s'annonce comme une véritable plébiscite : « Si la présidente ne fait pas campagne elle-même alors que se constitue une opposition politique forte, le vote risque de ne pas être aussi favorable qu'on le souhaite : de quoi aurons-nous l'air si la nouvelle Constitution n'obtient qu'une faible majorité ? », confie l'un des collaborateurs de la présidente.

**La prise d'otages de Karachi**

**Le principal suspect assure travailler pour la Libye**

Islamabad (AFP, AP, Reuters). - L'enquête sur la sanglante prise d'otages - vingt et un morts - d'un avion de la Panam, le 5 septembre dernier à Karachi, a conduit à l'arrestation d'un suspect, M. Salman Taraki (le Monde du 13 septembre). Celui-ci, pour justifier les très nombreux déplacements entre Islamabad et Karachi qu'il avait effectués peu avant le drame, a fait valoir qu'il effectuait des « missions » pour le compte du gouvernement libyen. Il a produit un passeport libyen, mais le document serait faux et, selon la police, Salman Taraki serait Palestinien.

Un second suspect a échappé à l'arrestation à l'aéroport d'Islamabad. Le bruit ayant couru qu'il s'était réfugié à la représentation de l'OLP, l'organisation palestinienne a assuré n'avoir « aucun rapport avec cette affaire ».

Les quatre pirates arrêtés à bord de l'appareil - âgés de dix-neuf à vingt-cinq ans, ne répondent à aucune question et se disent « illettrés ».

L'ambassadeur de Libye au Pakistan a dénoncé les « milieux qui tentent de nuire aux relations entre les deux pays » en « impliquant Tripoli dans cette affaire ».

**Une nébuleuse**

Tant sur le plan politique que dans le domaine syndical, les forces du centre et du centre gauche ont des difficultés à s'organiser. Il est de plus en plus clair que se produit une érosion du mouvement populaire qui porta Cory Aquino au pouvoir : le retrait de la scène de l'Eglise, qui joue un rôle essentiel dans la « révolution de février », mais souhaite désormais avoir un profil plus bas pour ne pas provoquer les foudres de Rome (Mgr Claver, qui a écrit récemment un article sur le rôle de l'Eglise pour la revue jésuite *Etudes*, s'est fait réprimander par le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat), n'est sans doute pas étranger au vide qui s'est créé au centre de la scène politique. Le caractère fragmenté des forces qui soutenaient Cory Aquino et l'absence d'une cause à défendre au-delà de la mise à bas du régime Marcos sont, en outre, aujourd'hui, de plus en plus apparents.

Le mouvement social-démocrate dont Butz Aquino, beau-frère de la présidente, est la figure la plus connue, reste une nébuleuse sans assise. Quant au PDP-Laban, parti qui, par son passé de soutien à Ninoy Aquino, devrait être la formation la plus proche de la présidente, il ne semble guère un bon cheval pour

toutes les commissions constitutionnelles depuis la promulgation de la première Loi fondamentale en 1935. Sans doute, afin de se démarquer du centralisme « marcosien », le nouveau pouvoir doit-il accorder plus d'initiative aux régions. Le principe d'autonomie sera inscrit dans la nouvelle Constitution et une réforme fiscale est en cours afin de permettre aux collectivités locales de recevoir 80% des impositions immobilières.

L'autonomie devrait en outre faciliter la recherche de solutions aux problèmes qui décibrent le pays : la rébellion des séparatistes musulmans, les revendications qui ont pris aussi, parfois, le caractère de la lutte armée - des ethnies de la Cordillère, au centre de Luzon, et peut-être de l'insurrection communiste (celle-ci s'alimentant d'un appauvrissement croissant des populations rurales dans certaines régions comme Negros, auquel pourraient remédier des politiques menées dans un cadre d'autonomie locale).

Les Philippines souhaitent une décentralisation des initiatives mais le gouvernement Aquino prend aussi le risque, en poursuivant sa politique d'autonomie, d'accroître les divisions du pays, d'alimenter les égoïsmes locaux représentés par des clans familiaux, de petites fiefdoms qui, avec leurs clientèles, sont les véritables maîtres des provinces. Les nominations de M. Pimentel ne changeont rien : il remplace les hommes des clans pro-Marcos par ceux qui ont joué la carte Aquino, mais, fondamentalement, le système de pouvoir local demeure.

Le sentiment national aux Philippines est encore jeune, fragile, et le sens de l'intérêt commun dans un pays aussi fragmenté géographiquement (sept mille îles) que socialement, par le jeu des clans, est peut-être encore trop faible pour que l'autonomie ne devienne pas un instrument au service des ambitions locales.

Conjuguée au vide qui se crée au centre de la scène politique, l'autonomie locale peut conduire à une situation d'éclatement du pays, et pour certains se profile déjà le spectre du chaos du début des années 70 (un vide anarchoïque, certes allégué par Marcos et cherchant prétexte à proclamer la loi martiale), propre à justifier toutes les solutions de force.

PHILIPPE PONS.

**Les risques d'éclatement**

Ayant pris conscience de la fragilité d'un pouvoir à la merci d'un coup d'Etat de week-end, M. Aquino s'aperçoit aussi qu'elle s'avance peut-être sur un terrain mou et sans souci, luable, de décentraliser le pouvoir. L'autonomie locale est un thème favori de

**« Tous les gens sont avec moi » déclare le général Pinochet**

New-York. - « Tous les gens sont avec moi », affirme le président Augusto Pinochet, dans une interview publiée ce samedi 13 septembre par le *New York Times*.

Le général Pinochet estime que l'administration américaine ferait preuve de « myopie politique et économique », si elle s'opposait à l'octroi de nouveaux prêts internationaux à son pays pour l'obliger à renoncer au pouvoir.

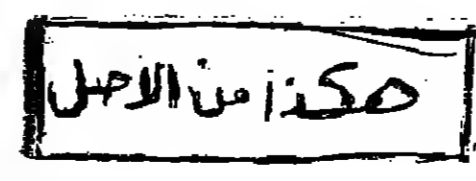
La *New York Times* indique que l'interview n'a duré que dix minutes et que le général Pinochet est parti avant qu'il soit possible de l'interroger sur l'état de siège. - (Reuters.)

**M. François Mouton est nommé ambassadeur à Santiago**

Le Journal officiel du 11 septembre annonce la nomination de M. François Mouton, consul général à Los Angeles, comme ambassadeur de France à Santiago, en remplacement de M. Paul Depis.

[Né le 29 mars 1932, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA, M. François Mouton a commencé sa carrière, en 1959, comme attaché commercial, et a été affecté à la direction du Plan et des études économiques en Algérie, pour deux ans. Il a ensuite été en poste à Londres (1960-1963), puis au secrétariat général du gouvernement (1963-1965) ; nommé conseiller commercial en 1963, il a été affecté à Bombay en 1965, à La Havane en 1969, à Bruxelles (Communautés européennes) en 1972, à Genève (GATT) en 1977, détaché auprès du ministre des affaires étrangères en 1980, à la direction des affaires économiques et financières, où il est resté jusqu'à sa nomination au poste de consul général à Los Angeles, en 1982. M. Mouton a, par ailleurs, été nommé ministre plénipotentiaire en 1984.]

• M. Garcia consul général à Genève. - M. Bernard Garcia, qui avait été nommé directeur des Français de l'étranger et des étrangers en France en novembre 1984, après avoir été le conseiller diplomatique de M. Pierre Mauroy à l'Hôtel Matignon, est affecté à Genève comme consul général, en remplacement de M. Gaston Boyer, a annoncé le Journal officiel du 10 septembre.



صكوات الاجل

# Politique

## Le projet de découpage électoral

### M. Rocard préconise l'institution d'une instance indépendante

M. Jean Popereau, au numéro deux du PS, qui présentait, le vendredi 12 septembre, le « dossier noir » établi par le PS sur le découpage électoral (le Monde du 13 septembre), a admis que les socialistes n'ont pas les moyens de réaliser sérieusement une projection permettant de savoir si l'obtention, par la gauche, de la majorité des suffrages lui assurerait, dans le cadre de ce découpage, la majorité en sièges à l'Assemblée nationale.

M. Popereau a fait valoir qu'un certain nombre de « variables » inconnues, notamment l'attitude du Front national, empêchent de réaliser une telle opération. Il a néanmoins estimé qu'avec ce découpage les socialistes n'auraient obtenu, pour le nombre de suffrages qu'ils

ont recueilli le 16 mars, que de 160 à 170 sièges (contre 215 pour le PS, le MRG et les divers gauches dans l'actuelle Assemblée). Quant au PC, selon M. Popereau, il aurait obtenu de 10 à 15 sièges (contre 35 dans l'actuelle Assemblée).

De son côté, M. Michel Rocard, sans toutefois reprendre à son compte l'argumentation du « dossier noir » du PS sur les effets de ce découpage (qui aboutirait, selon ce document, à « fausser le suffrage universel » et à mettre l'alternance « en question »), critique la procédure utilisée par le gouvernement, dans le dernier numéro de sa lettre mensuelle *Convergence* (1).

L'ancien ministre, qui rappelle qu'il a toujours été partisan du scrutin

majoritaire, et qu'il n'a jamais critiqué le gouvernement pour y être revenu, se déclare « en profond désaccord avec les méthodes qui, depuis plusieurs semaines, sont mises en œuvre pour délimiter les nouvelles circonscriptions ». Le député des Yvelines reproche notamment au gouvernement d'avoir « introduit dans le scrutin majoritaire l'un des principaux défauts de la proportionnelle, qui est le caractère prévisible de l'élection d'un maximum de députés ». M. Rocard juge qu'il aurait fallu, « au contraire, rechercher les solutions les plus ouvertes politiquement dans le meilleur respect possible des équilibres (...) et des réalités démographiques ».

« Il me semble, ajoute d'autre part le maire de Conflans-Sainte-Hippolyte, que, dans une démocratie évoluée, le découpage devrait être confié à une instance indépendante de la majorité ou du gouvernement en place. Cette instance aurait pour tâche de revoir régulièrement la carte électorale, pour tenir compte des évolutions démographiques ». M. Rocard note, à propos de la commission des « sages », que le gouvernement ne l'a pas conçue comme une « instance arbitrale ». « Il est clair, ajoute-t-il, que M. Pasqua n'a suivi les conclusions de la commission des « sages », que lorsqu'elles allaient dans son sens ».

(1) *Convergence*, 266, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

## Nouvelles protestations

**ALLIER.** — M. André Lajoie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale et député de l'Allier, vient de déposer un recours devant le Conseil d'Etat demandant l'abandon du projet de redécoupage électoral envisagé par M. Pasqua. Selon lui, le projet du ministre de l'Intérieur a pour but d'affaiblir ses positions dans la circonscription de Gannat, la moins peuplée du département. En effet, le projet de M. Pasqua prévoit le rattachement des cantons de Lury-Lévis et de Varenne-sur-Allier, issus respectivement de la première (Moulins) et de la quatrième circonscription (Vichy), à la troisième, détenue par M. Lajoie. Celle-ci ne présenterait ainsi, selon la fédération communiste de l'Allier, aucune unité géographique. M. Lajoie préconise donc le maintien du canton de Lury-Lévis dans sa circonscription, mais souhaite le rattachement de Varenne-sur-Allier à celle de Moulins, afin d'alléger la circonscription de Vichy, la plus peuplée du département. — (Corresp.)

**LOIRET.** — M. Jean-Paul Charité, député RPR du Loiret, estime que le projet de découpage électoral est « insoutenable » et qu'« il ne pourrait être retenu ni par le Conseil d'Etat ni par le président de la République ». Après l'avis de la commission des sages, le projet de M. Pasqua rétablit certes l'équilibre démographique de la circonscription, mais la vide de son homogénéité humaine et politique en lui retirant les cantons ruraux d'Orzouer-sur-Loire et de Châteauneuf, et en recevant en compensation le canton urbain de Fleury-les-Aubray, siéde du PCF.

En outre, le découpage des trois nouvelles circonscriptions d'Orléans provoque également une levée de boucliers à gauche. Ainsi les deux cantons de La Source, traditionnellement à gauche et dépendant de la circonscription de M. Jean-Pierre Sueur (PS), sont dispersés, tandis que celle de M. Jean-Claude Portheault (PS) se trouve amputée de Fleury-les-Aubray. Pour la fédéra-

tion socialiste, il ne fait aucun doute que M. Pasqua a préparé son projet sur les conseils de M. Jacques Douffignas, ministre délégué chargé des transports et maire d'Orléans. « Ils ont voulu se partager le Loiret comme des chasseurs, mais les citoyens ne sont pas des lapins qu'on tire avant un bon repas. » — (Corresp.)

**MAINE-ET-LOIRE.** — Face à la protestation générale des élus locaux du Choletais, conduits par MM. Jean Huchon, sénateur communiste, et Maurice Bigot, maire apparenté UDF de Cholet, contre sa proposition de découpage électoral retenue par M. Charles Pasqua, M. Jean Foyer a indiqué qu'il a recommandé à un gouvernement de « s'adapter plutôt qu'un autre scénario ». Cette proposition, soumise par M. Alain Ohrel, ancien préfet du Maine-et-Loire, prévoit de conserver presque intacte l'ancienne circonscription de M. Foyer, amputée du canton rural de Saint-Florent-Vieil, et donne satisfaction aux élus du Choletais en regroupant

la région des Munges sur deux circonscriptions, au lieu de trois dans le projet initial. En revanche, la proposition de créer une équipe proche de l'édile, quatre des sept circonscriptions (contre trois à l'UDF). — (Corresp.)

**NORD.** — M. Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord du Parti socialiste, a saisi, mardi 9 septembre, le conseil d'Etat sur le projet de découpage électoral de son département. Il s'agit d'une « manipulation particulièrement fine qui n'a rien à voir avec l'esprit qui devrait présider à un projet de loi électorale », a indiqué M. Roman. M. Pasqua, il faudrait que la gauche recueille « plus de 55 % des voix pour être majoritaire en sièges ». Le premier secrétaire de la fédération a fait remarquer que « le projet gouvernemental n'a construit des circonscriptions majoritairement à droite, systématiquement sous-peuplées, tandis qu'il concentrait dans les circonscriptions majoritairement à gauche un maximum d'électeurs ».

## En visite dans l'île

### M. Pons cherche à concilier les ambitions de la Réunion et les possibilités financières

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer, est arrivé le jeudi 11 septembre à la Réunion avec l'intention de trouver une voie moyenne entre les ambitions des élus — tant au niveau de la loi-programme que des DOM qu'à celui de l'opération intégrée de développement proposée pour la Réunion — et les possibilités budgétaires.

Dès son arrivée à l'aéroport de Gillot, où il était accueilli par M. Michel Doherty (député de la Réunion) et le préfet, M. Jean Ancaix, M. Pons a donné le ton. Le gouvernement, a-t-il déclaré, a pris « des décisions importantes » pour les DOM et M. Jacques Chirac « considère l'outre-mer comme l'une des trois grandes priorités ». Parmi ces décisions, M. Pons a cité le « gros dossier » que constituent à ses yeux le projet de loi-programme, la décentralisation des investissements dans divers secteurs de l'économie des DOM (sans nécessité d'un agrément en deçà de 30 millions de francs) et enfin la suite à donner au projet d'opération intégrée de développement (OID) mis au point depuis 1979 par les assemblées locales en relation avec le gouvernement et les instances européennes.

La mise au point de la loi-programme suscite depuis quelques mois un vif débat dans l'île, notamment en ce qui concerne son chapitre social : faut-il octroyer aux DOM l'égalité sociale (verser aux familles les mêmes prestations et aux mêmes taux qu'en métropole) ou la « parité sociale » (atteindre à terme un volume global de prestations sociales équivalent, mais en tenant compte des spécificités locales, telle la structure démographique différente ou encore le niveau contributif plus faible des familles dans les DOM) ? La différence se chiffre, selon certains experts, à 10 milliards de francs sur cinq ans pour la seule Réunion. Pour M. Pons, réclamer « tout et tout de suite » (l'égalité sociale), c'est faire preuve de démagogie. « Je suis prêt à écouter chacun mais n'entends pas suivre ceux qui, par démagogie, se font les chantres de l'assimilation la plus systématique et donc la plus aveugle et la plus dangereuse », a

déclaré le ministre devant les conseillers généraux et régionaux. Partisan de la plus large concertation, il a cependant indiqué que le gouvernement ne reviendrait pas sur la parité sociale, même si la survie d'une telle « discrimination » est critiquée à droite comme à gauche, quarante ans après la transformation de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion en départements français.

Le ministre a également été interpellé sur la position du gouvernement vis-à-vis de l'opération intégrée de développement de la Réunion. Avant son arrivée à Saint-Denis, M. Pons exprimait dans la presse locale ses réserves sur ce projet qui aurait tendance à ressembler un peu à un « catalogue de la Redoute ». Il demandait par la même occasion aux élus locaux de « faire des choix » et de réviser, là encore en

baïsse, leurs ambitions. La réponse de la région aux propos de M. Pons a été tout aussi nette : « Si l'OID Réunion est un catalogue de la Redoute, la loi-programme, elle, c'est l'Almanach Vermot. Au conseil régional on craint surtout que le gouvernement ne fasse trop attendre la Réunion pour s'engager vraiment dans l'OID, le temps par exemple que les départements des Antilles défilent leur propre opération intégrée de développement. Les précisions apportées par le ministre, suivant lesquelles une déclaration d'intention de l'Etat avait été transmise aux instances européennes avant son départ pour l'océan Indien, n'ont guère dissipé les inquiétudes des élus qui estiment, au vu des réserves formulées par M. Pons, que l'OID n'aura sans doute pas la portée espérée.

ALIX DJOUX.

## En Nouvelle-Calédonie

### Le FLNKS demande « un calendrier précis » pour négocier les modalités du référendum

NOUMÉA de notre correspondant

Les quinze maires FLNKS pourraient décliner l'invention de M. Jacques Chirac à se rendre à l'hôtel de Ville de Paris si aucun « calendrier précis » de négociation sur le territoire autour de juillet 1987 n'est arrêté avant ce déplacement. Le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjiboué, a posé cette condition, le vendredi 12 septembre à Nouméa, à son retour d'Harare (Zimbabwe) où il assistait à la conférence des pays non alignés, précisant que « le FLNKS ne veut pas se faire traiter dans des réunions prétendument apolitiques mais qui risquent d'être exploitées politiquement comme une soumission des indépendantistes ».

Le rendez-vous prévu dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre entre le maire de Paris et les trente-deux maires de Nouvelle-Calédonie — M. Chirac en avait lancé l'invitation lors de son récent voyage à Nouméa — perdrait une grande partie de son impact s'il était boycotté par les municipalités indépendantistes et le FLNKS entend

visiblement utiliser cette carte pour accélérer l'ouverture des discussions sur le scrutin d'autodétermination. « Il faut que les choses soient claires pour que la lecture du déplacement à Paris se fasse dans un cadre donné », a ajouté M. Tjiboué, qui a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude à propos d'une éventuelle récupération de cette rencontre.

Au moment où le haut commissaire, M. Jean Monpezat, rentre de Paris avec la confirmation que près de 170 millions de francs français seront alloués au profit des collectivités locales, M. Tjiboué a également souhaité associer au sein d'un front commun les régions et les communes indépendantistes dans la mise au point des conventions avec le haut commissaire.

Les quinze municipalités et les trois régions FLNKS se sont déjà concertées pour convenir que les communes signeraient au moins deux conventions sur des projets à caractère social et imprudicatif, tandis que les projets de développement resteraient l'exclusivité des régions. Le FLNKS a proposé au haut commissaire la tenue d'une

## Polémique en Guadeloupe autour d'un scandale

### Mme Michaux-Chevry et la majorité saisissent la chambre des comptes

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

Mme Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargée de la francophonie et ministre régional de la Guadeloupe, a obtenu du conseil régional, le jeudi 11 septembre, la saisine de la chambre régionale des comptes au sujet du scandale politico-financier qui secoue les milieux politiques locaux depuis le début de la semaine.

Les conseillers régionaux étaient réunis à Basse-Terre, en assemblée plénière, afin de débattre en principe de l'avant-projet de loi-programme de M. Bernard Pons. Cependant, le président des députés, M. Philippe Chauvet (apparenté RPR), trésorier de l'un des inscrits régionaux et de graves irrégularités auraient été commises (1).

## En Nouvelle-Calédonie

### Le FLNKS demande « un calendrier précis » pour négocier les modalités du référendum

NOUMÉA de notre correspondant

Les quinze maires FLNKS pourraient décliner l'invention de M. Jacques Chirac à se rendre à l'hôtel de Ville de Paris si aucun « calendrier précis » de négociation sur le territoire autour de juillet 1987 n'est arrêté avant ce déplacement. Le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjiboué, a posé cette condition, le vendredi 12 septembre à Nouméa, à son retour d'Harare (Zimbabwe) où il assistait à la conférence des pays non alignés, précisant que « le FLNKS ne veut pas se faire traiter dans des réunions prétendument apolitiques mais qui risquent d'être exploitées politiquement comme une soumission des indépendantistes ».

Le rendez-vous prévu dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre entre le maire de Paris et les trente-deux maires de Nouvelle-Calédonie — M. Chirac en avait lancé l'invitation lors de son récent voyage à Nouméa — perdrait une grande partie de son impact s'il était boycotté par les municipalités indépendantistes et le FLNKS entend

visiblement utiliser cette carte pour accélérer l'ouverture des discussions sur le scrutin d'autodétermination. « Il faut que les choses soient claires pour que la lecture du déplacement à Paris se fasse dans un cadre donné », a ajouté M. Tjiboué, qui a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude à propos d'une éventuelle récupération de cette rencontre.

Au moment où le haut commissaire, M. Jean Monpezat, rentre de Paris avec la confirmation que près de 170 millions de francs français seront alloués au profit des collectivités locales, M. Tjiboué a également souhaité associer au sein d'un front commun les régions et les communes indépendantistes dans la mise au point des conventions avec le haut commissaire.

Les quinze municipalités et les trois régions FLNKS se sont déjà concertées pour convenir que les communes signeraient au moins deux conventions sur des projets à caractère social et imprudicatif, tandis que les projets de développement resteraient l'exclusivité des régions. Le FLNKS a proposé au haut commissaire la tenue d'une

## La préparation des élections sénatoriales

### ESSONNE : confuse bousculade

Bousculade à l'entrée du palais de Luxembourg : quatre listes de droite contre deux de gauche sollicitent les suffrages des grands électeurs pour pourvoir les cinq sièges détenus respectivement par MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard (UDF-CDS), Jean Coghe et Pierre Gamba (PC) et Yves Noé (PS).

Fort de ses importantes conquêtes municipales de 1983, la majorité compte envoyer trois des siens sur les bancs du Sénat. L'idée que certains se font du plein exercice de leur mandat sénatorial, le sentiment d'avoir été spoliés au bénéfice d'autres, quelques petites querelles de personnes enfin, expliquent la multiplicité des candidatures. M. Jean Colin conduira la liste officielle d'union. Celles menées par M. Jean Simonin, M. Alain Josse et M. Ceccaldi-Pavard l'empêcheront vraisemblablement de faire le plein des voix espérées.

Tout s'annonçait bien. On presquait M. Colin avait reçu l'aval de l'UDF pour constituer et diriger une liste d'union. Nul ne semblait lui contester ce rôle. Il avait d'ailleurs sur le papier une équipe proche de l'édile, quatre des sept circonscriptions (contre trois à l'UDF). — (Corresp.)

**NORD.** — M. Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord du Parti socialiste, a saisi, mardi 9 septembre, le conseil d'Etat sur le projet de découpage électoral de son département. Il s'agit d'une « manipulation particulièrement fine qui n'a rien à voir avec l'esprit qui devrait présider à un projet de loi électorale », a indiqué M. Roman. M. Pasqua, il faudrait que la gauche recueille « plus de 55 % des voix pour être majoritaire en sièges ». Le premier secrétaire de la fédération a fait remarquer que « le projet gouvernemental n'a construit des circonscriptions majoritairement à droite, systématiquement sous-peuplées, tandis qu'il concentrait dans les circonscriptions majoritairement à gauche un maximum d'électeurs ».

En début de l'été, les négociations entre M. Colin et le RPR s'engageaient sérieusement. Elles allaient s'achever en deux temps. D'abord, début juillet, les instances nationales du RPR rejetaient la candidature à

l'investiture de M. Simonin pour porter leur choix sur MM. Jean-Jacques Robert et René L'Helgouen. M. Colin, M. Simonin, en 1982, alors en balance pour la présidence du conseil général avec M. Robert, s'était engagé à ne pas être candidat au Sénat. Ensuite, le RPR local entendait placer ses deux poulains juste derrière le sénateur sortant en argument de son poids dans la vie politique essonnoise.

MM. Simonin et Tournerier-Lasserre n'étaient dans ces conditions, plus en position d'éligibilité, ce à quoi ne pouvait se résoudre M. Colin. En juillet, ce dernier faisait le forcing pour imposer son tiercé. N'obtenant, selon lui, « pas de réponse du RPR », il s'était décidé en août à maintenir ses choix au Sénat. Mais, à quelques heures de les faire connaître officiellement, il apprenait que le RPR cédait sur son exigence pour la troisième place à M. Tournerier-Lasserre aux dépens de M. L'Helgouen.

Tout était remis en cause. Après ce geste, M. Colin soumettait ses propositions de son parti, ne pouvant pas utiliser l'alliance officielle. Il « lâchait » donc M. Simonin. Avec la crainte de le retrouver plus tard sur sa route.

De fait, le président gaulliste du conseil général sera candidat. « Le patron du département doit aussi s'engager au Sénat. Ce sont deux mandats parfaitement complémentaires », plaide-t-il.

## Les « jeunes » protestent

La famille RPR sera également présente dans la liste pilotée par M. Alain Josse (RPR), maire de Montperreux, et M. Gérard Nèvres (UDF-FR), maire de Villebon-sur-Yvette, tous deux conseillers généraux. Quarante ans de moyenne d'âge à deux, ils se présentent comme des « militants ». Arrivés aux affaires avec les renouvellements cantonaux et municipaux de 1982 et de 1983, ils reprochent à la liste officielle de « s'être constituée sans dialogue, ni concertation, en rejetant toute idée de renouvellement et la nouvelle génération politique ». Ces jeunes lions, outre le fait qu'ils admettent difficilement d'avoir été exclus du partage, font grief à M. Robert d'avoir un peu trop flirté avec la gauche du temps où le PC contrôlait l'assemblée départementale.

Comme prévu, M. Ceccaldi-Pavard persiste et signe. Il ira sans soutien des appareils, avec une liste sans équilibre. « J'ai toujours dit que je serai candidat. Sénateur sortant, j'estime que le suis bien placé pour être élu. La sagesse politique voudrait que M. Josse et M. Simonin se retirent », estime-t-il.

La majorité en se déchirant ainsi, a plus à perdre qu'à gagner, à commencer par le RPR. « On n'a pas le droit de mettre en jeu l'équilibre de la majorité pour des questions de personnes », clame M. Jean-Louis Campredon, nouveau secrétaire fédéral du RPR. Mais il a beau faire les gros yeux à l'occasion pour tenter de dissuader les troyens égarés, il ne parvient pas à réunifier son troupeau. « Il existe un véritable dialogue entre les cellules des appareils nationaux et celles qu'il faudrait prendre sur le terrain. On voudrait scinder le RPR en Essonne qu'on ne s'y prendrait pas autrement », annonce-t-il à l'issue de son voyage à Dngoin, son prédécesseur aujourd'hui député.

En comptant les points, le camp adverse se frotte les mains. La démission de la droite favorise le PC et encore plus le PS. Les communistes malgré leurs deux sortants qui ne se représentent pas) seront en difficulté, pas certains de propulser M. Robert Vixet, leur leader, au palais de Luxembourg. Mais, avec six listes, la barre s'abaisse et l'espoir renait. Chez les socialistes, le même calcul fait rêver d'un second siège. S'il s'agit de M. Jean-Luc Meinenhou, premier secrétaire fédéral, pourrait être suivi de M. Paul Legendre, maire des Lijis. Le premier vient d'avoir trente-cinq ans, le second en compte trente-huit. Considérant cette « jeunesse » comme un atout, ils mènent une campagne qui, rompant avec la tradition, fait même appel à des recettes éprouvées dans d'autres scrutins, comme la publicité payante dans les quotidiens diffusés localement ou à des « gadgets » comme cette dégratation de 196 francs de vins, c'est-à-dire autant que le département compte de communes.

## PATRICK DESAVIE.

**M. JACQUES CHIRAC** invité du « Grand Jury RTL-le Monde » M. Jacques Chirac sera l'hôte de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 14 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30. Le premier ministre répondra aux questions d'André Passeron et d'Alain Verhulst, de *Monde*, de Paul-Jacques Trauffen et de Gilles Lachère, de RTL, le débat sera dirigé par Olivier Mérouze.

**Le Monde** PUBLIÉ PAR LE GÉNÉRAL DE GAULLE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4344

Le Secrétaire d'Etat chargé de la francophonie et ministre régional de la Guadeloupe, a obtenu du conseil régional, le jeudi 11 septembre, la saisine de la chambre régionale des comptes au sujet du scandale politico-financier qui secoue les milieux politiques locaux depuis le début de la semaine.

### Premières réactions du Sicob devant l'énorme écart de prix entre Victor et ~~XXXX~~.



Le Sicob, c'est quand même ce qu'on a inventé de mieux pour comparer des performances et des prix!

Côté performances, le VICTOR PC2, avec microprocesseur Intel 8086\*, système d'exploitation MS-DOS\*\* 3.1. C'est un PC plus compact et plus puissant, avec 640 K Ram, un PC de nouvelle génération qui offre le luxe d'un vrai 16 bits.

Côté prix, les écarts se creusent et on comprend l'émotion des vendeurs de ~~XXXX~~ quand ils découvrent que la version 2 disquettes 360 Ko est proposée à 11.900 F\*\*\*. Et la version disque dur 20 Mo à 18.900 F\*\*\*.

Mais le coup de grâce, c'est le VICTOR V 286 : 512 Ko et écran graphique 14 pouces en standard. Pour un prix de 18.900 F\*\*\* en version disquette, 24.900 F\*\*\* en version disque

dur 20 Mo et 34.900 F en version disque dur 40 Mo. Comme quoi le Sicob des uns fait le malheur des autres.

VICTOR Technologies. Tour Horizon, 52, quai de Dion Bouton, 92800 Puteaux.  
Tél : (1) 47.78.14.50.  
Lyon : 72.34.12.45.  
Montpellier : 67.64.71.72.  
Nantes : 40.89.24.28.



\*Marque déposée de Intel Corp. \*\*Marque déposée de Microsoft Corp. \*\*\*Prix public H.T. conseillé.

## VICTOR

Comme ~~XXXX~~ moins cher qu'~~XXXX~~

هكذا من الاجل

# Société

سكنا من الاجل

L'attentat dans le quartier de la Défense

## Le gouvernement redoute une escalade du terrorisme

« Nous sommes encore dans la phase ascendante ; vraisemblablement les attentats vont continuer » : au ministère de l'intérieur, samedi 13 septembre, on ne se faisait guère d'illusions sur la poursuite probable des attentats qui, depuis neuf mois maintenant, sont perpétrés à Paris. Et c'est sans surprise que les policiers ont enregistré, vendredi 12 septembre, quelques heures à peine après l'attentat commis dans le centre commercial de la Défense, la revendication émanant des Partisans du droit et de la liberté (PDL) déposée auprès d'une agence de presse de Beyrouth-Ouest dans la portion musulmane de la ville.

Le PDL s'est fait connaître pour la première fois lorsqu'il a revendiqué, le 8 septembre, à l'occasion de l'explosion à l'Hôtel de Ville de Paris, « tous les attentats commis en France depuis celui des Galeries Lafayette », en décembre 1985. Les enquêteurs estiment qu'il s'agit d'un signe de circonstance qui, comme celui du Comité de soutien aux prisonniers politiques arabes (CSPPA), cache en réalité les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), dont le chef, Georges Ibrahim Abdallah, détenu en France depuis le 25 octobre 1984, est inculpé de complicité de meurtre contre un diplomate américain et un diplomate israélien. En même temps que le PDL, le CSPPA a d'ailleurs

une nouvelle fois manifesté son existence. Non pas en revendiquant le dernier attentat, mais en commentant, dans un communiqué rendu public à Beyrouth, la situation politique et les raisons de son action (voir ci-contre).

À Paris, après l'attentat de la Défense, la police a interpellé un ressortissant syrien dont l'identité n'a pas été révélée. L'homme, dont le signalement correspondait à celui du poseur de la bombe, n'a été entendu de longues heures avant d'être mis hors de cause et rendu à la liberté. Une autre personne n'a également été interpellée, mais elle a été rapidement relâchée.

Le ministère de l'intérieur a décidé d'expulser de France dix des douze ressortissants originaires du Proche-Orient interpellés, jeudi 11 septembre, à Paris et en province, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de l'Hôtel de Ville (le Monde du 13 septembre 1986). Aucune charge n'a été retenue contre eux et ils ne font l'objet d'aucune poursuite judiciaire. La mesure qui les frappe est une mesure strictement administrative, prise par le ministère de l'intérieur, comme une marque de fermeté mais qui n'aura aucune conséquence sur la réussite de l'enquête. L'avocat de l'un des expulsés, M. Claude Joubert, a protesté contre la mesure qui frappe son client, « un menuisier », qui, selon lui, « n'a strictement aucun rapport avec quelque milieu terroriste que ce soit ». Il a exprimé la crainte que son client, M. Rashid Ibrahim, citoyen jordanien, ne soit « expulsé dans un pays où il ne veut pas aller et où sa vie pourrait être en danger ».

Très rapidement, pompiers et policiers sont intervenus. Leur tâche a été facilitée par l'espace qui, autour du centre commercial, leur a permis de déployer de puissants moyens de secours. Au rez-de-chaussée, une pharmacie a fourni immédiatement une première aide.

Si l'on tient compte de l'attentat manqué, jeudi 4 septembre, dans une rame du RER à la station Gare-de-Lyon, et de l'explosion, lundi 8 septembre, contre le bureau de poste de l'Hôtel de Ville de Paris, c'est la troisième fois, en près de dix jours, que les terroristes frappent. La bombe posée à l'Hôtel de Ville, comme celle qui a dévasté la cafétéria du magasin de la Défense, était, estiment les artificiers, de puissance moyenne.

Certains policiers y voient un signe des terroristes, une sorte d'avertissement pour montrer qu'ils pourraient, s'ils le voulaient, nuire aux charges et frapper beaucoup plus durement. Dans cette logique, les mêmes policiers n'écouent pas que l'on assiste, dans les prochains jours, à une gradation dans les attentats si les exigences des terroristes, qui demandent la libération de trois de leurs amis, ne sont pas rapidement satisfaites.

GEORGES MARION.

### Un communiqué de solidarité avec les prisonniers arabes

#### « Nous sommes les vrais héritiers du courant humaniste »

Le Comité de solidarité avec les prisonniers arabes et du Proche-Orient (CSPPA) critique violemment la politique du gouvernement français dans un communiqué publié vendredi 12 septembre à Beyrouth, et réclame la libération de ses militants détenus en Europe.

Le communiqué, dactylographié en arabe, daté de jeudi mais modifié à la main pour porter la date de vendredi, ne fait pas mention de l'attentat au quartier de la Défense. Dans ce texte, le CSPPA s'élève contre les déclarations de M. Jacques Chirac sur le terrorisme : « M. Chirac considère ce qu'il appelle le terrorisme comme la maladie du siècle, alors que la vraie [maladie] c'est l'impérialisme américain et les gouvernements de la bourgeoisie saropéenne qui lui sont inféodés. » « La maladie du siècle dont souffre la société française est l'alignement de sa politique sur celle des agresseurs, ainsi que la détermination de militants dans ses prisons », ajoute le texte.

« Il n'y aura pas de paix sur terre, ni de repos pour les peuples du monde, ni de sécurité pour les Etats-Unis et l'Europe, tant que nos peuples ne jouiront pas de la paix, de la tranquillité et de la sécurité », affirme le CSPPA.

Le CSPPA indique qu'il n'est pas concerné par les conflits internes du pouvoir bipolaire en France, le socialisme jeune et la droite hétéroclite. « Nous faisons assumer à M. Mitterrand la responsabilité du non-respect de ses engagements antérieurs et à M. Chirac, ses promesses non tenues. Le gouvernement français est responsable des annus des Français », ajoute le CSPPA.

Pour le CSPPA : « Qualifier de terrorisme l'action de nos militants est de mauvaise foi. Le terrorisme, c'est la détermination de militants dans ses prisons », ajoute le texte.

« Le peuple français subit une campagne d'intoxication », affirme cette organisation qui s'en prend à des journalistes qui « déforment la réalité en nous présentant comme une organisation guidée par une vision religieuse fanatique ».

« Nous sommes les vrais héritiers du courant humaniste (...) de la Commune de Paris, oubliée par la gauche française (...) Nous défendons des idéaux progressistes », déclare le communiqué. Le CSPPA conclut en affirmant : « L'islam, de l'avis de grands penseurs occidentaux et de renommée mondiale, est la religion monothéiste la plus tolérante. »

C'est vers 12 h 30, vendredi 13 septembre (nos dernières éditions), que la bombe a explosé dans la cafétéria du supermarché Casino, installée dans le centre commercial de la Défense (Haute-Seine). Selon les premières constatations, la bombe était placée dans une boîte en fer, sous une banquette de tables. L'explosion a soufflé toutes les vitres du restaurant dont les débris, comparables à ceux des pare-brise de voiture après un accident, jonchaient, milliers de morceaux de verre noirci, le sol du parvis, deux étages plus bas. Sous la violence du choc, les canalisations ont été percées et les faux plafonds se sont effondrés sur les clients du restaurant.

« Les Quatre Temps »

Cette année, la Défense a trente ans. L'acte de naissance de ce quartier d'affaires de l'ouest parisien remonte, en effet, au mois d'octobre 1956. Deux ans plus tard, le CNIT (Centre national des industries et techniques), la première réalisation d'importance, était inauguré.

Aujourd'hui, les quarante tours de la Défense reçoivent chaque jour environ quatre-vingt mille personnes, des salariés dans leur grande majorité. Dans ce royaume du gigantisme — 20 hectares — où les plus grandes sociétés françaises et multinationales ont leur siège social, le centre commercial des Quatre Temps est la promesse d'un service plus de mille places. — dans lequel la bombe a explosé, est très fréquenté.

Les alertes à la bombe sont nombreuses à la Défense, dans la station du RER, sur le parvis ou dans les tours : l'une d'entre elles, le tour Winterthur, avait été visée en septembre 1985 par un attentat d'Action directe.

E. L.

### LES RÉACTIONS

L'organisation des JO de 1992

#### « Les attentats ne plaident pas en faveur de Paris »

estime M. Nelson Pailou

M. Nelson Pailou, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), estime que la menace du terrorisme en France est un handicap dans la candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques de 1992. « Paris, c'est une magnifique ligne droite. Mais il faut bien reconnaître que les attentats terroristes en France ne plaident pas en faveur de Paris. Les membres du Comité international olympique sont encore troublés par les Jeux de Munich. Cela dit, Barcelone n'est pas mieux lotie avec les Basques de l'ETA. »

« La Fédération CGT du Commerce et de la distribution », « Nous exigeons la réunion, sous l'égide du

ministère de l'intérieur, d'une « table ronde » avec toutes les parties concernées pour mettre fin à la situation très grave, créée par les attentats de ces derniers mois dans plusieurs magasins. Il faut que les directions d'entreprise prennent des mesures urgentes, non répressives, mais dissuasives, pour assurer la sécurité des clients, des salariés. »

« Le MRAP à M. Charles Pasqua [télégramme] : « Apprenons que certains dangers arrêtés dans le cadre enquête sur terrorisme sur qui ne pose aucune charge, sont néanmoins menacés d'expulsion immédiate. Demandons annulations ces mesures, respect de leurs droits et droit de défense. »

### Quatre arrestations pour proxénétisme

STRASBOURG. de notre correspondant

Quatre personnes viennent d'être inculpées de « proxénétisme aggravé » et écrouées à Strasbourg après la découverte d'un vaste réseau de prostitution. La principale inculpée, Mme Madeleine Jacqué, soixante-neuf ans, dite « Madame Annie », accueillait dans son appartement et deux studios proches dans le quartier de l'Esplanade à Strasbourg, une cinquantaine de prostituées occasionnelles et leurs clients.

Mme Jacqué recrutait des jeunes femmes entre trente et quarante ans, « bon chic bon genre », et mettait les locaux à leur disposition. En échange, elle encaissait 400 francs des 600 francs que demandaient les prostituées à leurs clients. Ceux-ci, hommes d'affaires, gérants de société ou cadres supérieurs,

connaissaient le réseau grâce à un numéro de téléphone confidentiel.

Mme Jacqué, ancienne résistante et qui touchait à ce titre une pension, a expliqué aux enquêteurs qu'elle avait besoin d'argent pour combler des pertes importantes dans les casinos de Niederbronn-les-Bains et Baden-Baden, en Alsace et en Allemagne.

De plus, la police judiciaire a arrêté M. Laure Arbogast, cinquante et un ans, qui, après avoir travaillé pour Mme Jacqué, s'était établi à son compte dans un autre quartier strasbourgeois. Enfin, un restaurateur, M. Jean Wehrung, quarante-sept ans, et la patronne d'un institut de beauté pour hommes, Mme Nuria Laffont, ont été également inculpés : rabatteurs de Mme Arbogast, il semble qu'ils aient en outre organisé des rencontres à son domicile.

JACQUES FORTIER.

Le projet de réforme du CNRS

## Recentrage sur la recherche fondamentale et renforcement de la direction

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) semble s'engager dans une nouvelle réforme. Il s'agirait de redéfinir les missions de l'établissement, en mettant l'accent sur la recherche fondamentale, et de réorganiser la direction générale, qui verrait sa cohésion et son rôle renforcés.

Voici de nouveau le CNRS en réforme. C'est sans doute pour ses nouveaux responsables, une manière de répondre aux critiques qui s'élevaient contre cet organisme, qualifié par certains de « technocratie ». Les syndicats de chercheurs les plus à droite prônaient son démantèlement pur et simple, et le rattachement de ses laboratoires aux universités, alors que d'autres — toutes tendances politiques confondues — souhaitaient son éclatement en instituts autonomes.

De fait, le premier organisme de la recherche française doit s'adapter. Mais sa nouvelle direction ne souhaite ni son démantèlement — le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, M. Alain Devaquet, s'y est opposé — ni son éclatement, si l'on en juge par les informations qui ont filtré à l'issue du conseil d'administration tenu le jeudi 11 septembre. L'heure serait plutôt à une redéfinition des missions de l'établissement et à la mise

en place d'une direction réduite mais forte, qui déléguerait ses pouvoirs.

Sur le premier point, on s'oriente vers une réduction du nombre des missions. « Le CNRS est maintenant habilité à s'occuper de tout, dit-on, et cette politique nous amène à la suicide. » C'est pourquoi la direction du CNRS souhaiterait recentrer le rôle de l'organisme, qui devrait avant tout contribuer au progrès des connaissances, pour répondre aux besoins de la communauté nationale.

Poursuite de la « déconcentration »

Pour le second point, on pourrait modifier l'organisation de la direction. Actuellement, le CNRS est divisé en sept départements couvrant chacun une discipline et ayant à leur tête des directeurs scientifiques chargés à la fois de la définition des grands axes de recherche et de la gestion. A l'avenir, ces fonctions pourraient être mieux distinguées. La stratégie en serait confiée à quatre directeurs scientifiques, qui coifferaient, en fonction de leurs compétences, une douzaine de chefs de département. Ces derniers, devraient être des hommes de terrain, gérant des ensembles de taille humaine, ce qui favoriserait le dia-

logue avec les laboratoires et, permettrait une meilleure délégation des pouvoirs.

Les directions de la valorisation et de l'information disparaîtraient pour être regroupées dans une grande direction des relations extérieures chargée de la politique internationale, des liens avec les entreprises — y compris du secteur tertiaire — et les régions, ainsi que de la communication. Disparaîtrait aussi la fonction de secrétaire général chargé des questions administratives. Ainsi serait réduit le nombre des conseillers du directeur général, M. Serge Fenevielle, qui passerait à sept personnes : quatre directeurs scientifiques, un directeur des relations extérieures, deux directeurs administratifs.

Il ne s'agit là que des grandes lignes d'un projet qui devra être approuvé par M. Devaquet, par le conseil d'administration du CNRS, puis suivre la voie administrative avant d'être mis en œuvre. Cette réforme attendue reprend certaines idées avancées par le précédent ministre de la recherche, M. Hubert Curien, qui prônait la poursuite de la « déconcentration » de l'établissement et souhaitait instaurer « une véritable délégation de la responsabilité de décision au CNRS » (le Monde du 20 décembre 1985).

Les représentants des deux syndicats des personnels de la recherche — le SNCS (FEN) et le SNTRS (CGI) (1) attendent, pour se prononcer, de voir « les applications concrètes de ce projet ». Ils ne s'opposent pas a priori au renforcement de la direction générale, si cela va « dans le sens d'une meilleure efficacité » de la conduite du CNRS. A condition, toutefois, que les décisions importantes fassent l'objet de véritables concertations avec les personnels.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et ELISABETH GORDON.

### Nominations en sursis

Si le CNRS est en réorganisation, l'un des principaux soucis de ses personnels comme de sa direction concerne le sort du comité national. Cette instance d'évaluation des laboratoires et des hommes, parfois qualifiée de « parlement de la recherche » a été dissoute à la suite d'un arrêté rendu par le Conseil d'Etat, le 22 mai dernier (le Monde du 12 juin). Avec pour conséquence essentielle le blocage du recrutement pour 1986, qui a laissé vacants les cinq cent vingt-deux emplois à pourvoir.

Tous devront cependant repasser un concours de recrutement — sans assurance d'être embauchés, soulignent les syndicats — dès que le nouveau comité national sera mis en place, au mieux, au printemps prochain. Auparavant, devront être adoptés le décret simple relatif à sa composition et à son mode d'élection — dont un projet est entre les mains de M. Devaquet — ainsi que le décret organique fixant le mode de fonctionnement de cette instance consultative.

### MÉDECINE

L'épidémie de SIDA s'étend en Europe

Le nombre des cas de SIDA officiellement notifiés par 18 pays d'Europe a augmenté en un an (du 30 juin 1985 au 30 juin 1986) de 142 % : plus de 3 000 et sont recensés à ce jour. La plupart des 27 pays (dont 5 de l'Est) collaborant au Centre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur le SIDA « sont confrontés à une épidémie », soulignent les signataires (D. J.-B. Brunet, D. R. Anoué) dans le rapport que vient de publier ce centre.

L'augmentation est la plus forte en France, puis en Italie. Mais l'incidence la plus importante par million d'habitants est toujours relevée en Suisse (21,2 cas par million d'habitants), suivie du Danemark (18,2) et de la France (15,6). Ces chiffres sont à comparer avec l'incidence américaine de 97 cas par million d'habitants.

La grande majorité des cas de SIDA (72 %) sont toujours observés chez des homosexuels, suivis par les toxicomanes (14 %) chez lesquels la fréquence de la maladie s'accroît de façon très inquiétante, notamment au sud de l'Europe. En Italie, 64 % des cas de SIDA rapportés durant les trois derniers mois concernent des toxicomanes.

La majorité des enfants atteints (93) ont été contaminés par leur mère (67 % des cas) ou lors de transfusions de sang ou de produits sanguins (29 %).

### ÉCHECS

CHAMPIONNAT DU MONDE LONDRES-LENINGRAD 1986

C'est en arborant le sourire du vainqueur que Kasparov a quitté l'hôtel Leningrad, le vendredi 12 septembre, après la quinzième partie. Pourtant, il n'avait pas gagné, mais il avait, comme tout le monde, y compris le pauvre Kasparov, que la nullité qu'il venait d'obtenir valait autant qu'une victoire ou, comme le disait pudiquement Goufeld, qu'elle avait « une grande valeur ».

### Quatrième partie

Une nulle qui vaut une victoire

Karpov innova (65 à la place de h3). Kasparov ne bougea pas et poursuivit comme Fischer. Karpov gagna alors un pion et, à vue d'œil, la possession absolue de la case e6. Illusion. Après le très fort (17... b5), le champion du monde allait faire sauter ce bastion des blancs. Quelques échanges, le pion vite récupéré et il pouvait proposer tranquillement la nulle. Ainsi s'était terminé d'ailleurs le choc Botvinnik-Fischer.

Seizième partie le lundi 15 septembre.

B. de C.

Blancs : KARPOV  
Noirs : KASPAROV  
Quatrième partie  
Défense Grünfeld

1. e4	Cf3	16. Cf5 (10)	Cg87
2. d4	d5	17. Td2 (30)	h6 (34)
3. Cc3	e6	18. e6e6	axb6
4. Cc3	Fg7	19. Fg5	Cf5 (13)
5. Dh3	dxc4	20. f3	h6
6. Dxc4	e4	21. Ff6	Fxh3
7. f4	Fg4	22. Fxh3	Cd5
8. Ff3	Cd7	23. Fxh5	Fxh5
9. Td1	Ce6	24. e4	Td8
10. Fd3	Cd6	25. Td1	Txd2
11. Dg5	Dd6	26. Txd2	Tf6
12. e5	Dxc5 (19)	27. f3	Tf4
13. e4e5	Cd7	28. Fg2	Rd8
14. Cf5	Td8 (14)	29. Fd4	Rd7
15. Cxg7 (19)	h6 (8)	Nulle	

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps de réflexion pour le coup joué.

### EN BREF

Luçon : le meurtrier du gendarme s'est rendu. — Patricia Picanot, vingt-cinq ans, qui s'était évadé, pendant la nuit du 17 au 18 août, de la prison de Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime) et qui s'était barricadé, vendredi 12 septembre, vers 10 h 15, dans une maison d'accueil pour personnes sans domicile fixe à Luçon (Vendée), après avoir tué un gendarme, Pierre Barrois, quarante-neuf ans (le Monde du 13 septembre), s'est rendu aux forces de l'ordre vers 12 h 30.

Grandes manœuvres militaires franco-allemandes. — La première division blindée du corps d'armée français installée outre-Rhin, participera, avec ses 9 000 hommes et ses 600 blindés, à un important exercice qui aura lieu, du 17 au 28 septembre, dans la région de Würzburg, en Allemagne fédérale, aux côtés du troisième corps d'armée ouest-allemand. Les forces alliées manderont engageront des forces de l'ordre de 60 000 hommes et 3 500 blindés. Participeront aussi à l'exercice, qui a reçu le nom de « Frankfurter Schild » (ou bouclier francorien), une brigade d'infanterie mécanisée et une brigade d'artillerie américaine, ainsi qu'une centaine d'avions d'appui appartenant à plusieurs pays membres de l'OTAN.

# L'Indonésie

## contre mauvaise fortune...



**R**EPORTÉE à plusieurs reprises, la première visite officielle d'un chef d'Etat français en Indonésie aura lieu du 16 au 19 septembre. « Géant endormi » à la frange méridionale de l'Asie, l'archipel indonésien a peu fait parler de lui ces dernières années. Après les troubles sanglants qui avaient marqué, en 1965-1966, la fin du régime de Sukarno, l'Indonésie s'est un peu repliée sur elle-même sous l'égide de M. Suharto et d'un gouvernement de militaires et de technocrates.

**R**EMISE en ordre politique, développement de l'agriculture et exploitation des ressources du sous-sol demeurent, encore aujourd'hui, les grandes lignes de force d'un régime qui semble garder son ressort en dépit des difficultés financières auxquelles il est confronté depuis la chute brutale des prix du pétrole. Ce

puvoir anticommuniste et conservateur, qui a déjà vingt ans, fait également face à une montée, difficile à jauger, de l'intégrisme musulman au sein d'une population de quelque cent soixante-cinq millions d'habitants, dont les neuf dixièmes au moins sont convertis à l'islam.

**P**ARMI les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui regroupe, outre l'Indonésie, Brunei, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et Singapour, l'Indonésie est le seul à entretenir des relations économiques suivies avec la France. Successeur de Sukarno, le président Suharto a amorcé, depuis deux ans, une très prudente relance de la diplomatie de son pays, renouant notamment des relations commerciales avec la Chine et l'Union soviétique. En novembre 1985, il s'était entretenu avec M. François Mitterrand à Rome, à l'occasion de la conférence de la FAO.

## L'Ordre nouveau n'est plus tout jeune

**D**JAKARTA. — M. François Mitterrand aura été précédé de trois semaines, dans la capitale indonésienne, par M. Cory Aquino, qui effectuait ainsi son premier voyage à l'étranger depuis son accession à la présidence des Philippines. Cette visite, on l'imagine volontiers, n'a manqué ni d'intérêt ni de piment tant les deux archipels semblent évoluer, en dépit de leur voisinage, dans deux univers radicalement différents. Et elle en a dit long sur les hôtes du jour.

Qu'on y songe, les Philippines, après vingt années sous la férule d'un couple devenu mégalomane, qui a mené son pays au bord de la banqueroute et l'a plongé dans la guerre civile, sont de bons catholiques qui comptent sur « leur » Cory, populaire et libérale, pour assouvir certaines libertés et négocier un compromis viable avec une insurrection communiste bien organisée. Un pouvoir, donc, en gestation, transparent, avec ses querelles de clans, son absence provisoire de Parlement et de Constitution, et, pour toile de fond, quelques bruits de bottes, des slogans et des bilans d'opérations militaires.

Là-bas, tout est carré, remuant, en devenir. Ici, tout semble rond, en demi-teinte, réglé pour un bon bout de temps. Dans cette Indonésie qui compte quelque cent cinquante millions de musulmans, une tentative de prise de pouvoir appuyée par les communistes, voilà vingt ans, précipita la fin de l'ère sukarternne et fit sans doute un demi-million de victimes. Depuis, sous la houlette du président Suharto non seulement le communisme est hors la loi, mais la vie publique est strictement réglementée. Dotée, par la loi, d'une double fonction politique et militaire, l'armée demeure le principal levier d'un régime apparemment monolithique, qui peut se targuer, en imposant ses règles du jeu, d'avoir amorcé le développement de l'archipel tout en tirant notamment, pendant longtemps, de vastes profits de ses richesses pétrolières. Rien, ou presque, ne transpire publiquement.

### Prudences et précautions

M. Aquino y a donc été reçu avec une courtoisie toute javanaise. On a, tout naturellement, parlé coopération bilatérale et évoqué l'idée, sinon le rêve, d'un « marché commun » d'Asie du Sud-Est. « A la lueur de vingt ans d'expérience », selon un porte-parole indonésien, le président Suharto lui aurait conseillé de se débarrasser très vite des insurgés communistes, « faute de quoi ces derniers deviendraient trop forts ». M. Aquino lui aurait répondu, prudemment, que de façon générale, elle préférerait une « approche plus conciliante » à ce genre de problème. Et on en est resté là.

S'il y a eu, en Indonésie, un « effet Aquino », il n'a pas eu l'occasion de percer. La hausse très sensible des ventes de journaux, annonçant la chute de Marcos, a souligné un net intérêt du public. L'« Ordre nouveau » — le label officiel du régime, le régime de Sukarno (1945-1965) étant qualifié d'« Ordre ancien » — a sans doute vieilli. Il affiche

cependant une grande sérénité en dépit des difficultés financières actuelles — toujours la chute du prix du pétrole, — de la montée du chômage et de l'apparition, dans certaines mosquées, d'un intégrisme religieux.

Comme ultime recours, l'Etat est doté d'une idéologie enseignée dans les écoles et rabâchée à chaque occasion, le *Pancasila*, un énoncé de cinq principes qui sont la croyance en un seul dieu, la démocratie, la justice sociale, l'unité nationale et l'humanisme. Depuis février 1985, les trois formations politiques autorisées — le Golkar (pro-gouvernemental), le PDI (Parti démocratique indonésien) et le PPP

Comme par le passé, la campagne pour le renouvellement, prévu en avril prochain, de l'Assemblée législative sera contrôlée de près. Afin d'éviter des dérapages, la commission électorale vient de rappeler que les discours des candidats seront soumis non à la censure mais à un « contrôle », de même que leurs programmes, afin de s'assurer qu'ils sont en concordance avec le *Pancasila*.

Le système politique demeure bien ficelé. La prochaine Chambre basse comptera cinq cents membres, dont quatre cents seront élus, les cent derniers étant les représentants des forces armées. Le Golkar, qui avait remporté 246 sièges sur les 364

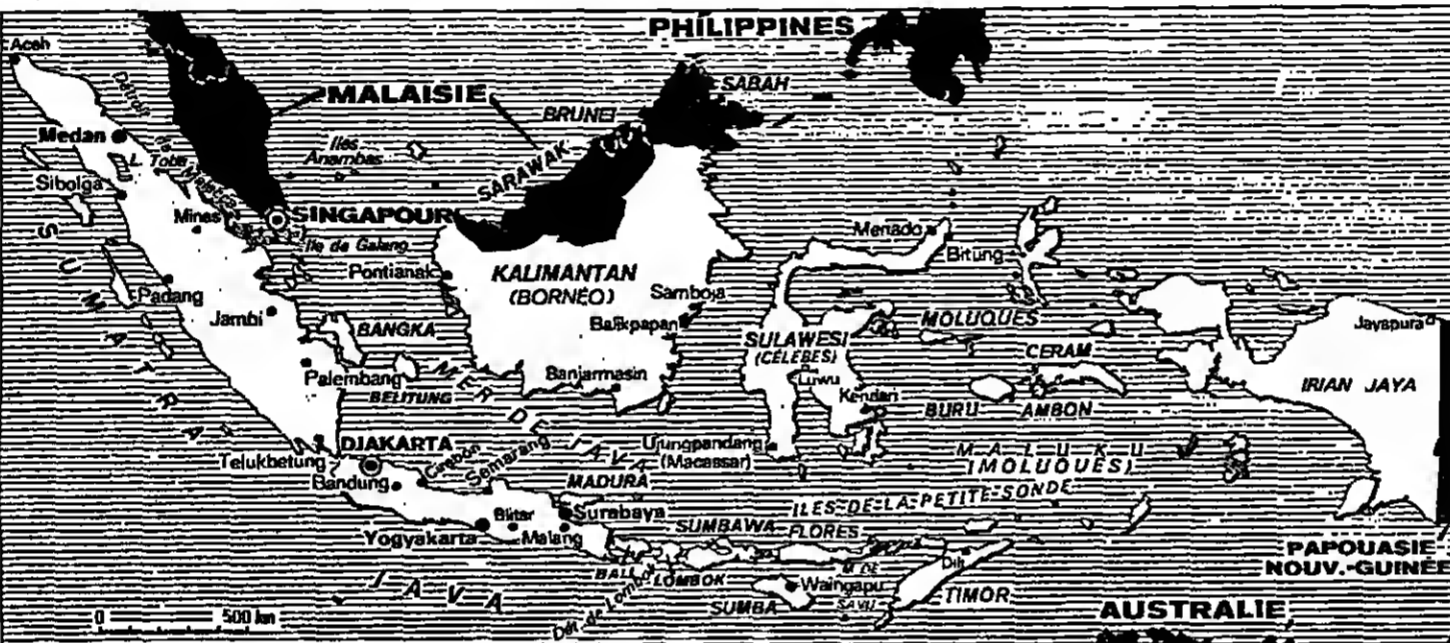
soumis à l'élection en 1982, compte en obtenir 280 cette fois-ci, ce qui permettrait au pouvoir de contrôler plus des deux tiers des sièges de la Chambre basse. Le Golkar, « groupe fonctionnel », s'appuie sur la fonction publique, ce qui lui donne un poids considérable, surtout dans les campagnes. Mais ses deux concurrents, le PDI et le PPP, ont déjà émis le vœu, tout comme lui, que le président Suharto brigue, en 1988, un cinquième mandat présidentiel. En Indonésie, le chef de l'Etat est élu, tous les cinq ans, par un Congrès formé par l'Assemblée nationale et le Sénat dont les membres sont nommés par le pouvoir.

On doit exclure le risque d'une dictature ou de la « présidence à vie » d'un homme qui dépasserait les limites de ses pouvoirs constitutionnels, a estimé, fin août, M. Amirmachmud, président à la fois du Congrès et de l'Assemblée législative. « Nous n'aurons pas à nous inquiéter de ce genre de choses tant que nous nous en tiendrons fermement aux principes de l'Ordre nouveau et que nous appliquerons, avec constance, le *Pancasila* et la Constitution de 1945 », devait-il ajouter. L'article 7 de la Constitution prévoit, seulement, l'élection pour cinq ans d'un président, et il appartient au Congrès de se prononcer sur toute éventuelle réélection.

Il ne semble toujours pas question, parallèlement, que l'armée se replie sur ses casernes, même plus de deux décennies après avoir réprimé un complot communiste et assumé le pouvoir. Le général Mardani, commandant en chef des forces armées, qui passe pour le numéro deux du régime mais qui semble barré d'une éventuelle succession parce qu'il est de confession catholique, a annoncé, le 27 août, qu'une nouvelle génération d'officiers prendrait le relai en 1987. Il l'a fait devant un parterre de généraux réunis pour discuter d'un thème sans ambiguïté : « Les forces armées et le peuple, main dans la main, protègent le développement national et contribuent au succès des élections générales en 1987 ». Les membres des forces armées, a déclaré, de son côté, M. Poniman, ministre de la défense et de la sécurité, doivent d'abord être de bons combattants afin de devenir, plus tard, des « hommes d'Etat » et des « penseurs ».

A l'image de ses soldats, le régime n'entend donc guère changer, parce qu'il n'en sent pas le besoin. Il est vrai que, en dépit de quelques accès de fièvre, vingt années de stabilité sont un acquis considérable. Le président Suharto, lui-même un ancien général, a calmé le jeu sur un archipel qui peut être sujet à de furtes passions, ainsi qu'on l'a vu lors du turbulent règne de Sukarno. Certains trouvent à cet homme — ferme, souriant et d'origine modeste — des allures de sultan. Agé aujourd'hui de soixante-cinq ans, il a prouvé son habileté politique, sachant préserver ses atouts tout en privant ses adversaires des leurs.

JEAN-CLAUDE POMONTI  
(Lire la suite page 12.)



## Feu la croissance...

**L**INDONÉSIE n'en est pas à son premier défi économique. Celui de la chute des cours du pétrole pourrait pourtant être l'un des plus dangereux que le président Suharto ait à relever en un peu plus de vingt ans de pouvoir. Le temps est bien révolu où la manne pétrolière de débet des années 60 assurait une expansion annuelle de près de 8 % du produit national brut, permettant au chef de l'Etat de conforter son pouvoir auprès de la classe moyenne. Une période d'or, dont l'équipe de technocrates dont M. Suharto a s'entourer, avait prudemment et intelligemment tiré parti pour parvenir à un résultat spectaculaire : grâce à une croissance annuelle de 4 % de la production agricole, le plus grand importateur de riz du monde est parvenu en 1980 à l'autosuffisance, puis même à dégager un léger excédent à l'exportation. Un exploit peu commun au moment où l'on commençait à « redécouvrir » l'importance du secteur primaire dans le développement des pays du tiers-monde et dont la responsabilité incombait à des économistes, dont M. Ali Wardana, ministre chargé de la coordination des affaires économiques, financières et industrielles, est devenu le véritable « gourou ».

Ce succès doit être ramené aux proportions du casse-tête indonésien. Le revenu par habitant, même s'il s'est amélioré depuis les dernières estimations internationales de 1983, 560 dollars, reste très faible. Et l'évolution de cet archipel surpeuplé de 165 millions d'habitants reste profondément déséquilibré : sur l'île de Java, 7 % du territoire, vitent ou tentent de survivre plus de 60 % de la population. Les principales régions du pays ont beau avoir toutes profité du boom économique des années 70, les décalages se sont même aggravés. Java, toujours elle, assurant près de la moitié de la richesse nationale.

### Le coût de la chute des prix pétroliers

Face à cette situation, la nécessité d'une diversification de l'économie pour assurer un essor plus harmonieux et dépendant moins du seul secteur énergétique s'était vite imposée aux esprits. La brutalité du retournement de tendance sur le marché du pétrole a pris de cours les experts. La chute des recettes pétrolières en 1982 et, surtout, depuis la fin de 1985, a transformé en impossible équa-

tion les espoirs entre des options prioritaires et pourtant contradictoires, le maintien du pouvoir d'achat et l'ajustement des flux publics, internes comme externes. La prudence a commencé par faire place à l'austérité. Pour la première fois depuis dix-sept ans, le budget 1986-1987 prévoyait une baisse de 7 % des dépenses publiques. La chute persistante du prix du baril a vite prouvé les limites de cet assaut de rigueur. Fondé sur un pétrole à 25 dollars le baril, ce projet de loi de finances est apparu irréaliste à ses propres auteurs.

Pour un pays dont 71 % des ressources en devises et 60 % des recettes budgétaires sont assurées par le pétrole et le gaz naturel liquéfié, la perte, évaluée à 300 millions de dollars de pertes annuelles pour chaque baisse de 1 dollar le baril, s'annonce d'autant plus redoutable qu'elle se conjugue à la dépréciation du billet vert : au total, 85 % des exportations, mais 18 % seulement des importations, sont libellées en devise américaine. Le surcoût pour les achats de produits européens ou japonais, qui représentent près de la moitié des importations totales indonésiennes, est estimé à quelque 700 millions de

dollars pour l'année budgétaire en cours.

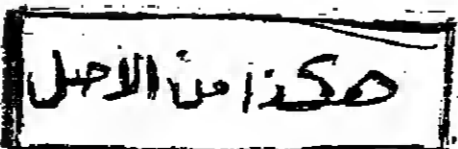
Entrée en période de vaches maigres l'an dernier avec une croissance du produit national brut réduite à 1,9 %, un rythme insuffisant pour maintenir le revenu par habitant, l'Indonésie est aujourd'hui en récession. La Banque mondiale escomptait au printemps dernier une hausse de 1 % du PNB pour 1986. Désormais, les économistes, dont certains proches des milieux gouvernementaux, n'excluent pas une chute allant jusqu'à 3 %. En tout état de cause, il s'agit du plus mauvais résultat en vingt ans et 1987, année électorale, se présente sous de sombres auspices.

Opter pour un ajustement rapide à une épargne intérieure anémisée et des recettes extérieures en forte baisse paraît exclu. Les risques sociaux et, par là même politiques, semblent trop grands : le marché du travail devrait dans l'idéal pouvoir absorber 1,5 million de nouveaux venus chaque année. Des restrictions moins draconiennes mais prolongées dans le temps seront-elles plus supportables ?

FRANÇOISE CROUGNEAU  
(Lire la suite page 12.)

# Tout un monde d'opportunités en Indonésie.

Voir page 3 du supplément.





سكزا من الاجل

Les relations avec Paris

Le poids de la crise

**C**ILEGON (Java-Ouest). Dans quelques mois, sans doute au printemps prochain, les Français livreront à l'Indonésie l'un des plus importants et plus modernes laminaires à froid construits ici, à deux heures de route de Djakarta, dans des conditions souvent difficiles et des temps records. Cilegon (*le Monde* du 25 mars) est l'une des vitrines de la technologie française dans le tiers-monde. C'est également un bon exemple des grands projets réalisés par la France ces dernières années en Indonésie et qui vont de l'aménagement de l'aéroport de Djakarta en passant par le barrage de

Saguling, l'usine d'engrais de Gresik, une unité de méthanol ou encore une papeterie (*le Monde* du 14 novembre 1985). Dans cette Asie du Sud-Est, où la France est bien peu représentée depuis son éviction d'Indochine, l'Indonésie offre un cas un peu à part. Si une visite de M. Mitterrand à Cilegon ne figure pas au programme, le chef de l'Etat français doit se rendre à Bali inaugurer un nouveau « Club-Med » de quatre cent treize chambres, ouvert à la clientèle le 12 décembre. Les investissements français en Indonésie demeurent sans doute faibles, mais plus de trois

mille ressortissants français y résident actuellement, dont une bonne moitié à Djakarta. De leur côté, six cents boursiers indonésiens poursuivent actuellement des études en France. Ils seront un millier au plus tard en 1988, dont 95 % de scientifiques ou techniques, contre 60 % cette année. Il y a deux ou trois ans, lorsque Djakarta a passé une série de grandes commandes (livraison de neuf Airbus en 1982-1983 et de vingt-quatre hélicoptères Super-Puma, ainsi que de trois Transall en 1983-1984), le déséquilibre commercial entre Paris et Djakarta était devenu d'autant plus

impressionnant que la France a mis fin, en 1982, à ses importations de pétrole indonésien. Mais ce déséquilibre s'est nettement réduit depuis, le taux de couverture français étant retombé à 140 % environ. De toute façon, si la France a encore été le sixième fournisseur de l'Indonésie en 1985, elle n'en a été, la même année, que le dix-huitième client, ce qui souligne la modeste relative des échanges commerciaux entre les deux pays.

Les Français ont été, d'un autre côté, « déçus » d'apprendre, fin août, que les Indonésiens s'étaient engagés à acheter une escadrille de F-16, de préférence aux Mirage-2000. Le 18 juin, le général Murdani, commandant en chef des forces armées indonésiennes, avait déclaré que son pays allait acheter huit avions de combat F-16 aux Etats-Unis et en prendre quatre autres en option. Deux Mirage-2000 français, accompagnés d'un KC-135 de ravitaillement, étaient alors en route pour participer au Salon aéronautique qui allait s'ouvrir le 23 juin à Djakarta. Apparemment, la démonstration qu'ils devaient y faire n'avait plus lieu d'être, les Indonésiens ayant fait leur choix et même annoncé la signature d'un engagement avec Washington à l'occasion du Salon.

en juin, que les options des Indonésiens demeuraient ouvertes. La signature de l'engagement avec Washington est, cependant, intervenue avant le 31 août, soit dans les délais donnés par le Congrès américain, qui avait autorisé, dès l'hiver dernier, la vente de F-16 (et d'un équipement classique seulement) à l'Indonésie. Pour la France, il s'agit de la perte d'un contrat de quelque 338 millions de dollars, sans parler de la pénétration d'une région où les Américains sont particulièrement bien implantés.

Le « décret n° 8 »

Pour l'heure, le « contentieux » franco-indonésien ne semble comporter que deux têtes de chapitre : le « décret n° 8 » et l'échec de la vente de Mirage-2000.

Le « décret n° 8 » — en fait, une instruction présidentielle en date du 10 octobre 1985 — impose la soumission à un appel d'offres international des projets financés sur crédits mixtes, sauf en cas de crédits d'aide particulièrement avantageux pour le pays récipiendaire (vingt-cinq ans de durée, sept ans de grâce et 3,5 % de taux d'intérêt, soit un élément-don de 48 %). Pour les Français en particulier, cette mesure indonésienne est catastrophique, car leurs projets sur crédits mixtes échappent, effectivement, à la concurrence internationale. Certains autres pays donateurs se sont d'ailleurs frottés les mains. Paris souhaite que Djakarta, faute de revenir sur sa décision, accepte des modalités assez souples d'application de dispositions qui reviennent, grosso modo, à augmenter de 15 % la charge du Trésor français sur tout projet qui bénéficierait, auparavant, de crédits mixtes. Une négociation délicate et dont on ne prévoyait pas l'aboutissement avant la visite de M. Mitterrand.

Les deux appareils français n'ont pourtant pas, à l'époque, rebroussé chemin. La signature, avec Washington, a été reportée à la dernière minute, et le président Suharto s'est fait photographier non dans le cockpit d'un F-16, mais aux commandes d'un Mirage-2000. Que s'est-il passé ? L'une des hypothèses serait qu'à la demande de M. Habibie, ministre indonésien de la recherche et de la technologie, aucune décision n'ait été annoncée trop tôt, de façon à lui permettre de négocier, avec la partie américaine, de plus substantielles « compensations industrielles » en faveur de PTNI, société aéronautique à Bandung, dont la visite figure d'ailleurs au programme du chef de l'Etat français, le 17 septembre.

Sachant que Singapour a encore des problèmes dans la négociation de l'achat de F-16 aux Etats-Unis, la société Dassault-Breguet, qui produit le Mirage-2000, en a apparemment conclu,

Des projets reportés

Ces deux affaires ne doivent pas faire oublier que les relations bilatérales entre Paris et Djakarta vont souffrir, avant tout, dans les deux ou trois années qui viennent, des difficultés financières de l'Indonésie. L'époque des grands projets est révolue. Djakarta n'a pratiquement plus de budget de développement. Le président Suharto semble tenir à la réalisation de la deuxième phase de l'aéroport de Djakarta. Mais la phase de construction de Puspitek, vaste centre d'essai de produits industriels, semble mise en veilleuse.

La France est étroitement liée à ces projets. Il en est de même en ce qui concerne une partie de la réalisation du « métro » du Grand Djakarta, la participation française étant liée, cette fois-ci, soit à la souplesse d'application du décret numéro 8, soit à un effort supplémentaire du Trésor français. Seuls les Japonais, dit-on à Djakarta, ont les reins assez solides — et des intérêts trop importants — pour faire face au creux de la vague du développement de l'Indonésie.

**1<sup>ère</sup>**  
**entreprise française,**

**2<sup>ème</sup>**  
**producteur de**  
**pétrole et de gaz**

EN INDONESIE

*En liaison avec la société nationale PERTAMINA, TOTAL est associé à la croissance industrielle de l'Indonésie depuis près de vingt ans: dans les années 70, il y découvre du pétrole et du gaz. Plus récemment, du gaz encore dont les réserves promettent d'importants développements. En Indonésie, comme dans de nombreux pays, TOTAL aide à la formation des cadres et techniciens et transmet son savoir-faire.*

**TOTAL**

L'ILE DE BALI  
JOYAU DE L'INDONESIE

L'archipel indonésien abrite le plus de territoires, d'éthnies, de traditions et merveilles de la nature les plus extraordinaires dans leur cadre exotique.

Bali, l'île d'émeraude est le joyau de l'Indonésie où l'homme et la nature vivent en harmonie depuis toujours, où chacun est un artiste, où l'art est en chaque chose.

Venez découvrir l'élégance et le charme balinais en voyageant à bord des Boeing 747 de notre compagnie de standing international:

**Garuda Indonesia**





Sumatra revisitée

L'éveil de « Java la petite »

PÉTARADES de cyclo-pousse à moteur, verdure, béton, goût pour le clinquant. Quinze ans après, Medan, à la géographie près, semble méconnaissable au premier coup d'œil. Autrefois une vieille auberge aux boiseries finement ciselées et aux terrasses confortables, le Dharma Bhakti, rebaptisé Dharma Delhi, est aujourd'hui un grand hôtel de luxe - près de deux cents chambres et une galerie marchande - avec tour de béton, fenêtres montées sur aluminium, murs tapissés de contre-plaqué et miroirs. Deux vastes centres commerciaux, climatisés et dotés d'escalators, témoignent de l'enrichissement d'une partie au moins de la population. Les populaires bouquinistes de la place Merdika ne sont plus là. L'aire qu'ils occupaient a été transformée en parking.

Le cœur de Medan - capitale du nord de Sumatra - n'y a pas que perdu. Chaussées et trottoirs ont été refaits. Felouses et rues commerçantes sont nettes. De vieux bâtiments de style hollandais ont été préservés et même mis en valeur. L'aéroport, tout proche, a été refait. Les transports publics ont été dotés de petites camionnettes de fabrication japonaise dont les deux banquettes transversales accueillent jusqu'à douze passagers. L'ordre règne, comme si cette ville de près de deux millions d'habitants avait trouvé un équilibre entre le centre administratif et résidentiel et une périphérie faite de bourgs et de quartiers populaires.

Le contrôle du détroit de Malacca

Un certain ordre, cependant, car des barrières, discrètes mais efficaces, ont fait leur apparition. Des gardes de sécurité filtrent à l'entrée des hôtels et des centres commerciaux. Les parkings sont souvent payants. Les Betjaks - traditionnels cyclo-pousse, sans moteur ceux-là, donc moins chers - sont interdits de jour dans le centre. Pour punir ceux qui transgressent cette règle, les agents de police leurs dégonflent les pneus, faute de pouvoir leur faire payer une amende. Même les aires de jeux sont protégées par des droits d'entrée, très faibles mais qui en détournent vagabonds et couche-dehors. Les arcades du centre-ville ne sont plus des dortoirs, comme autrefois.

Cela dit, les retombées d'une douzaine d'années de boom économique -



Le pays des Bataks.

avant la récession actuelle - sont sensibles un peu partout. La route de Belawan - un port très actif, sur le détroit, à 30 kilomètres de Medan - est pratiquement entièrement cernée d'habitations et il y est rare d'y croquer une rizière. A 21 h 30, dans les ruelles de ce bourg un peu nauséabond, les familles regardent le journal télévisé avant le film du soir. On ne rencontre pratiquement plus d'enfants pieds nus et, le plus souvent, cirque de souliers et marchands de journaux à la criée sont des écoliers qui apportent ainsi, après la fin des cours, leur faible contribution à un budget familial il est vrai bien maigre.

Après Bornéo, qui abrite des Etats de Malaisie (Sarawak et Sabah), le sultanat de Brunéi et le Kalimantan indonésien, Sumatra est la plus importante des îles de la Soudée. Avec 34 millions d'habitants, elle est presque trois fois moins peuplée que Java. Elle est pourtant presque quatre fois

plus étendue. Et outre, elle offre un intérêt stratégique indéniable - le contrôle du détroit de Malacca - et a contribué à l'expansion récente de l'Indonésie.

Sumatra semble, cependant, demeurer un peu hors circuit malgré l'intérêt que lui portent les planteurs, certains touristes et, plus récemment, les pétroliers.

On peut se faire une idée de l'économie de plantations, introduite par les Hollandais, sur la route qui remonte de Medan à Parapat, sur le lac Toba, le pays des Bataks, une ethnie qui fut évangélisée, ce qui lui permit d'accéder tôt à l'instruction et de jouer un rôle important parmi l'élite, notamment après l'accession de l'Indonésie à l'indépendance en 1945.

Sur la route de Siantar, les plantations se succèdent sans fin. Au départ, pour les exploiter, les colons hollandais avaient fait appel, par un système de contrats, à une main-d'œuvre chinoise et indienne, ce qui explique l'impor-

tance de ces deux communautés dans la région. A partir de 1875, ils inaugureront le recrutement à Java, un contrat qui s'est accentué ces dernières années - dans d'autres conditions et pour d'autres raisons - à l'initiative de Djakarta.

Le monde pétrolier s'intéresse aux réserves de l'île, les plus importantes de l'Indonésie. Quant aux touristes, après avoir transité à Medan, ils prennent, le plus souvent, la route du lac Toba, site naturel à la fois grandiose et inquiétant, avant de redescendre, sur la côte occidentale, sur Sibolga et atteindre par bateau, l'île de Nias. Le tourisme et les affaires vont de pair : trois ou quatre vols aériens, dont deux par Airbus, relient aujourd'hui Medan à Djakarta.

Sumatra, l'« île du futur », disent volontiers les Indonésiens. Parce qu'elle n'est pas surpeuplée et que d'autres richesses - charbon, terres vierges, bois... - pourraient en faire,

un jour, un pôle régional de développement. Egalement parce qu'elle pourrait peut-être tirer profit d'une diversité qui en fait, pour l'instant, une terre de saisissants contrastes.

A la pointe septentrionale de cette île, longue de 1 700 km, Banda-Aceh fait figure de ville paisible et un peu à l'écart du changement. Mais les Acehnais, dont le sultanat fut longtemps puissant, ont une réputation bien établie de guerriers. Ils se battirent contre les Portugais au dix-septième siècle et contre les Hollandais au siècle dernier. Si, en 1958, à l'époque de Sukarno, un « gouvernement révolutionnaire » fut proclamé à Padang, dans l'ouest de Sumatra, c'est à Aceh qu'un mouvement sécessionniste se manifesta dix-huit ans plus tard, sous M. Suharto. Aceh passe pour un fief de l'intégrisme musulman et de l'opposition au régime actuel.

Un bel exemple de cosmopolitisme

Belawan offre, de son côté, un bel exemple de cosmopolitisme. Pour les Chinois, la répression de 1965-1966 n'est peut-être plus qu'un douloureux souvenir et ils y ont repris leurs commerces, comme partout ailleurs. Les Indiens sont également assez nombreux. Mais on y trouve également des Bataks, protestants, catholiques et musulmans, et, bien entendu, des gens de souche malaise. Tout ce petit monde semble cohabiter sans trop de mal en temps normal. La région de Medan correspond à l'ancien sultanat de Deli qui devint dépendant de celui d'Aceh à l'issue d'une guerre qui, selon la légende, fut particulièrement saoulante.

L'indépendance de l'Indonésie, la montée du nationalisme et sa consolidation, n'ont sûrement pas effacé tous ces particularismes. Même pendant la décennie du développement, les années 70, des turbulences ont eu lieu, rappelant que les problèmes étaient tous loin d'être réglés. A l'heure de la récession, mieux vaut donc éviter de prendre le calme pour argent comptant. Marco Polo, qui fut le premier Européen à se rendre à Sumatra, - une île qu'il connaissait mieux que Java, - y découvrit huit petits royaumes. Il l'appela « Java la petite ». Mais la « petite » île commence à s'éveiller et ses richesses sont telles qu'il faudra bien un jour ce tenir davantage compte.

J.-C. P.

La Banque Indosuez en Indonésie.

La Banque Indosuez est présente en Indonésie depuis 17 ans. Outre les services de son bureau de représentation à Jakarta, elle offre à ses clients, l'appui d'une société de leasing, Bapindo Loka Sentra Leasing, filiale créée en association avec la Banque Indonésienne de Développement.

Ce bureau et cette filiale s'intègrent dans un réseau international qui couvre aujourd'hui 65 pays, dont 22 pays d'Asie-Australasie. Du Japon au Pakistan en passant par la Nouvelle-Zélande et l'Australie, la Banque Indosuez vous ouvre tout un monde d'opportunités.



BANQUE INDOSUEZ

Paris : Siège Social, 96 boulevard Haussmann 75008 Paris.

Jakarta : Wisma Bumiputera - Jalan Jendral Sudirman Kav. 75 - Jakarta 12910 - Tél. : 578.2949 - Télex 44950 INDOSU 1A - Représentant : Eric Louis.

BANQUE INDOSUEZ. TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITÉS

Handwritten text in Arabic script: سكرتير العمل

صلى الله عليه وسلم

L'INDONÉSIE



La montée  
**La lutte**  
à

**D**ANS la plupart des villes et des villages d'Indonésie, le jour commence et s'achève par le chant du muezzin, répété en écho par la télévision d'État: «Allah est grand». Mais, à la différence des pays du Proche-Orient, les mosquées ne sont pas bondées, à part le vendredi; les femmes ne sont pas voilées et la plupart d'entre elles sont vêtues à l'occidentale. Plus d'un musulman boit de l'alcool (aucune loi ne l'interdit) et certains, qui se disent de religion islamique, ne rechignent pas, de temps à autre, devant une tranche de bacon.

Beaucoup d'étrangers l'ont noté: l'islam en Indonésie, c'est l'islam des Tropiques, des palmiers ondoyants, pas celui des déserts de sable. Il s'y mêle, en outre, sauf dans les écoles puristes, le traditionnel respect des pratiques spirituelles des ancêtres. Les relations entre l'islam et l'État ne sont cependant pas plus simples aujourd'hui que par le passé. L'Indonésie, dont 90 % des 165 millions d'habitants sont musulmans ou du moins qualifiés de tels, est, en théorie, l'un des plus grands pays musulmans du monde. Mais les deux présidents qu'elle a connus depuis 1945 ont résisté à des pressions et à des rébellions armées dont l'objectif était la proclamation d'un État islamique.

La doctrine officielle de l'État, le Pancasila, est un ensemble de préceptes: justice sociale, croyance en un seul Dieu, humanité, unité, débat.

Sous  
le manteau

Croyance en un seul Dieu, cela veut dire que l'État n'est pas séculier, mais pas islamique non plus; c'est une manière de prendre en compte les communautés chrétienne, hindoue, bouddhiste, plus réduites mais significatives, qui peuplent des îles comme Timor, Bali, Irian, Jaya, Flores, ainsi qu'une partie de Sumatra, du nord de Sulawesi et des villes assez importantes.

Le gouvernement défend fermement l'idée que le Pancasila a épargné à l'Indonésie les luttes ethniques et religieuses qui ont déchiré le Sri-Lanka et l'Inde. En 1985, il a fait passer des textes imposant à toutes les organisa-

tions - du Rotary Club aux groupes religieux ou politiques - de reconnaître le Pancasila comme principe fondamental. Ces textes ont mis longtemps à être adoptés et ont laissé dans leur sillage, comme c'était prévisible, une certaine amertume.

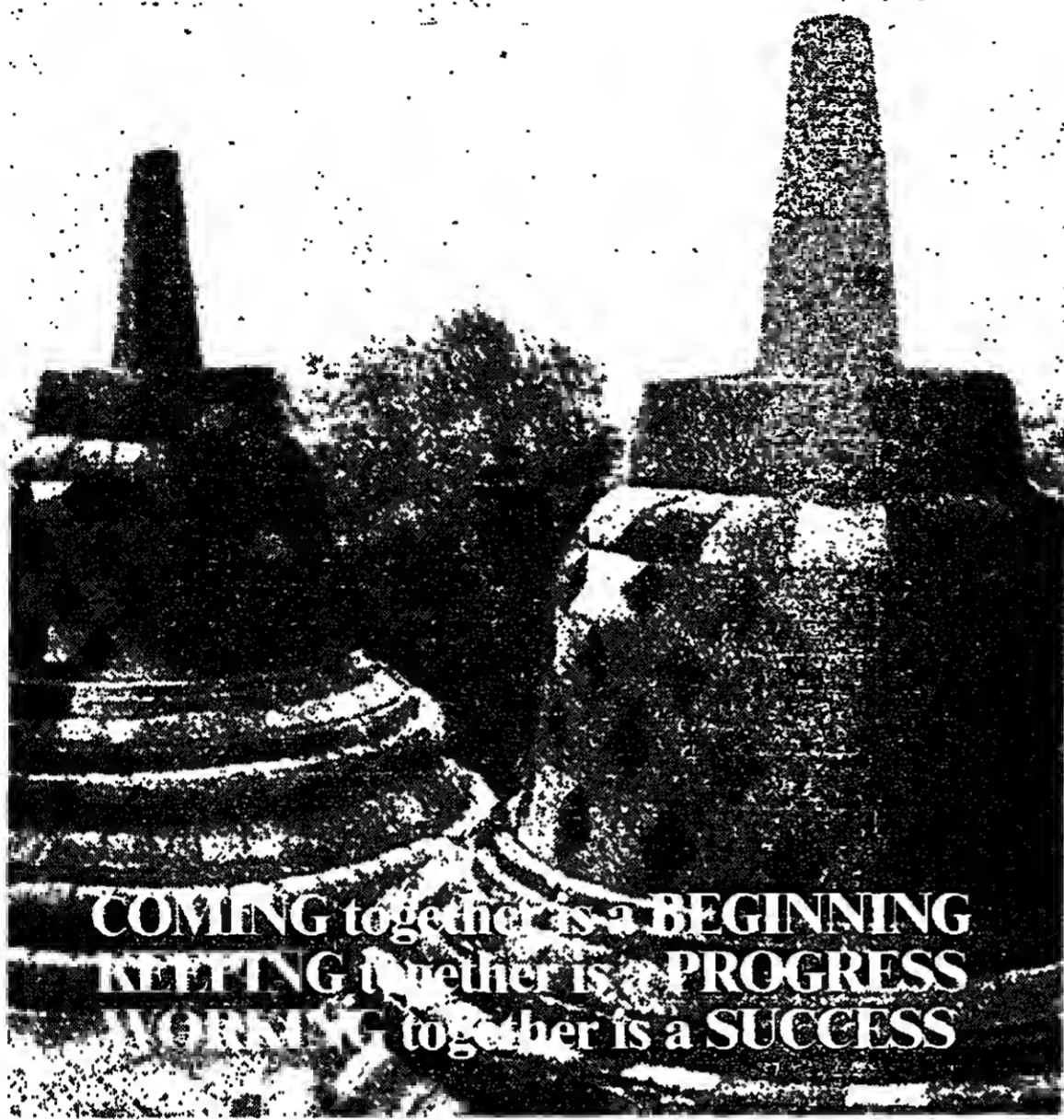
C'était l'époque où le bruit du renouveau islamique dans le monde, et surtout en Iran, parvenait aux oreilles des musulmans indonésiens (qui ne furent d'ailleurs pas les seuls à s'émeouvoir: les chefs religieux chrétiens, hindous et bouddhistes se joignirent aux musulmans pour émettre de sérieuses réserves sur ces textes). Ce bruit était particulièrement séduisant pour les groupes de jeunes les plus dogmatiques, aux prises avec les changements qu'entraîne une modernisation rapide, le développement technique et le recul des valeurs traditionnelles.

Certains établirent un parallèle entre l'Iran et l'Indonésie, dénonçant la corruption et ce qu'ils qualifiaient d'effondrement des valeurs morales. C'était l'époque où un penseur musulman comme Abdurachman Walid pouvait affirmer que Khomeiny était l'homme le plus populaire d'Indonésie après le président, et où l'on pouvait voir partout le portrait de l'imam.

C'est aussi à cette époque que la police fit savoir secrètement qu'une littérature moyen-orientale (on découvrit plus tard qu'elle était iranienne) circulait parmi des groupes de jeunes dans le centre de Java, et que certains membres de ces groupes projetaient le renversement du gouvernement et la proclamation d'un État islamique.

Les obsèques d'un important chef musulman dans la ville de Bandung, à l'ouest de Java, drainèrent des milliers de fidèles. En 1983, pour la première fois en vingt années de présidence Suharto, un musulman radical, Iman Zein, âgé de 32 ans, fut passé par les armes, cela malgré les doutes qui subsistaient sur son implication dans une prise d'otage et l'attaque d'un poste de police.

Les troubles les plus inquiétants et les plus tragiques survinrent en septembre 1984, alors que le débat religieux, social et politique autour du Pancasila était le plus virulent.



COMING together is a BEGINNING  
KELING together is a PROGRESS  
WORKING together is a SUCCESS



**BANK DAGANG NEGARA**  
(STATE COMMERCIAL BANK)

HEAD OFFICE: Jl. M.H. Thamrin No. 5, Jakarta. Phone: 321707 (18 lines)  
Cable Address: STACOPUS - P.O. Box: 338 JKT  
Telex: 44149 BDNKP - 44148 BDNLN JKT. 46444 BDNLN JKT.



groupe cic

Avec

**CIC-Union Européenne, International et Cie,**

le Groupe CIC\* apporte à ses clients le soutien dynamique de 12 succursales et filiales, aux États-Unis, en Europe et en Asie, d'une merchant bank à Londres, d'une société spécialisée dans le rapprochement d'entreprises aux États-Unis et de 32 bureaux de représentation couvrant le monde entier.

\* SA Bonnasse Frères Banquiers, Banque Régionale de l'Ain, Banque Régionale de l'Ouest, Banque Scalbert Dupont, Banque Transatlantique, Banque de l'Union Européenne, Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, Crédit Industriel et Commercial de Paris, Crédit Industriel de Normandie, Crédit Industriel de l'Ouest, Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial, Société Lyonnaise de Banque, Société Nancéienne et Varin Bernier, Union de Banques Régionales pour le Crédit Industriel.

**CIC-Union Européenne, International et Cie**

Banque en forme de société en nom collectif au capital de 1025 080 000 FF - Siège social: 57 rue Saint-Roch - 75001 Paris

**JAKARTA**

Représentation: Sky Line Building - 12th Floor-9 Jalan M.H. Thamrin - PO Box 3619 - Tél.: (62-21) 32.03.60 - Télex: (073) 44534 NORBANK IA  
Conseiller: Jl. Abdul Muis n° 42 - Pusat - Tél.: (62-21) 35.32.65 - Télex: (073) 46127 ILC JKT

**SINGAPOUR**

Succursale: City House, 11-01 - 36, Robinson Road Singapore 0106 - Tél.: (65) 225.83.66 - Télex: (087) 29070 CIC SGP Rapifax (65) 224.49.34

CONTRE MAUVAISE FORTUNE...



de l'intégrisme islamique

pour maintenir la religion à l'écart de la politique

De jeunes musulmans s'étaient rassemblés dans une mosquée d'un quartier pauvre des docks de Djakarta pour protester contre le vol de deux bicyclettes. Après quelques sermons exaltés, ils décidèrent de marcher jusqu'au poste de police du quartier et de réclamer contre les coupables une justice sévère. La manifestation se termina dans une ruelle obscure en un affrontement sanglant avec les militaires. Selon la version de l'armée, 30 des manifestants furent tués et de nombreux autres blessés. Un prédicateur figurait parmi les morts.

écotes islamiques abondent. Des milliers de fidèles reçoivent chaque année une aide pour se rendre à La Mecque et les contributions d'un pays modéré comme l'Arabie Saoudite aux institutions islamiques charitables ou éducatives sont saluées publiquement. Mais la peur de l'extrémisme, ou plus exactement la crainte que la religion ne « corrompe » peu à peu la politique, reste l'élément clé de l'attitude du gouvernement. Les sermons prononcés dans les mosquées sont régulièrement revus, des imams sont interrogés et parfois arrêtés s'ils excèdent les limites permises. Le ministre des affaires religieuses a annoncé récemment que les partis devaient bannir toute question religieuse de la campagne pour les élections générales de 1987. Le Parti unifié pour le développement (le PPP) a dit, l'année dernière, renoncer à son symbole: la Kaaba, la « pierre noire » sacrée de La Mecque.

D'autres analystes insistent sur le fait que les étudiants, qui, depuis 1978, n'ont plus le droit d'exercer une activité politique sur les campus, se tournent vers les mosquées. Dans certaines universités, on peut voir des jeunes femmes voilées côtoyer des étudiants en jeans... Pour le gouvernement de M. Suharto, la voie est incontestablement très étroite entre la stabilité politique et le risque de s'aliéner les jeunes musulmans. L'Occident oublie trop souvent les influences locales et régionales. Dans la Malaisie voisine, les conservateurs islamiques ont leurs partisans; les musulmans rebelles du sud des Philippines sont en train de négocier leur autonomie. Dans toute la région, les musulmans ont été à l'avant-garde des mouvements contre l'influence du pouvoir économique des minorités chinoises. En Indonésie, cela a eu pour effet la conversion de quel-

ques Chinois à l'islam, mais, comme en Malaisie, cette conversion ne concerne qu'une petite minorité et n'est pas à l'abri du reproche d'opportunisme. L'Indonésie est membre de la Conférence islamique, reçoit l'aide de la Banque islamique et cherche des appuis parmi les pays islamiques du Mouvement des non-alignés. Mais à l'intérieur — bien que le muezzin chaque matin et chaque soir crie que « Allah est grand », et bien que l'avènement d'un Etat islamique soit désormais, de par la loi, un souvenir du passé — nul n'affirmerait que l'ambition du gouvernement — venir à bout de l'extrémisme islamique — sera aisée à réaliser. Nul n'affirmerait non plus que le gouvernement parviendra à séparer la question de l'islam de celle des activités politiques non religieuses.



Un mollah à Java en 1855. (Gravure d'E. Hardouin.)

Une étude de la revue « Archipel »

Originalités et influence d'une foi

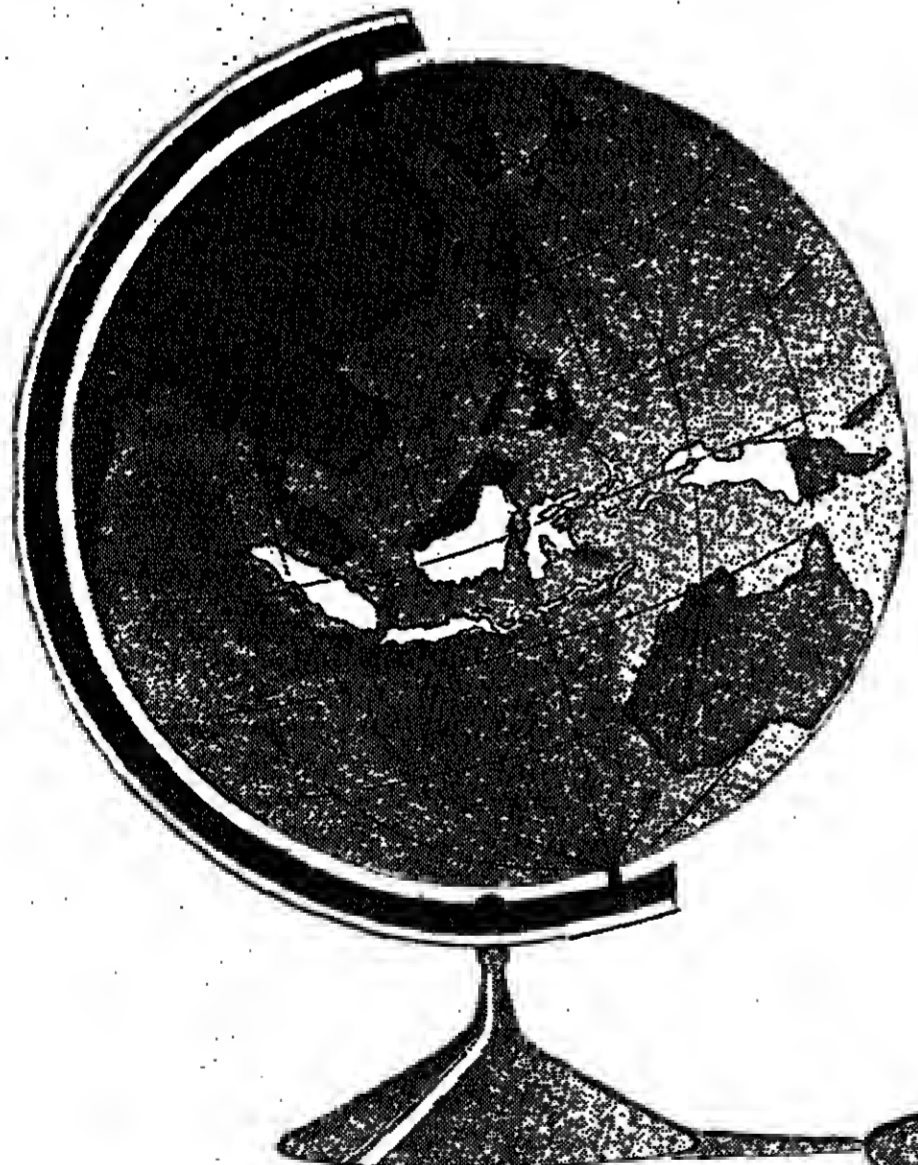
DANS l'une de ses récentes livraisons (1), la revue Archipel, spécialisée sur le monde insulindien, consacre quelque cinq cents pages à l'islam en Indonésie. Ce travail, présenté en deux volumes, rassemble plusieurs parmi les meilleurs spécialistes francophones et anglophones de la région, sans compter les contributions d'indonésiens. Non seulement il s'agit de présenter un « islam de la périphérie » mais également de « stimuler la réflexion sur une des composantes majeures de la culture sud-est asiatique ».

tion, dotée d'une bibliographie, cinq notices ont pour objet de présenter l'islam dans cette région du monde. Marcel Bonneff, Jacques Napote et Ghislaine Loyre ont brossé ces tableaux destinés à un public plus large. La deuxième partie traite de l'islamisation du monde insulindien, avec une série de textes consacrés à l'exemple de Célèbes sud (Christian Pelras, Henri Chambard-Loir, Hasan Ambar, et Gilbert Hemonic). Deux autres études (de Christine Clément et Louis Bazin et d'Uka Candrasasmita) soulignent la permanence du substrat pré-islamique, notamment à Java. Suit une série de textes sur les mosquées, « lieux privilégiés », dont la Mosquée de pierre de Yogyakarta (Bonneff) et la grande mosquée de Banjarmasin, à Kalimantan (Denys Lombard). Un tableau se dessine dans la troisième partie, qui traite de la religion et de la société.

Islam et sinité, communautés arabes, ancrages ruraux, étude d'un « village franc » à Java, écoles coraniques. Tout naturellement, la dernière partie pose le problème de « l'islam en mouvement », de ses relations avec l'Etat. La religion se heurte, d'une certaine façon, à l'Ordre nouveau du régime Suharto dans un imbroglio expliqué par François Riffon. De leur côté, Pierre Labrousse et Ferida Soemargono présentent une analyse des bureaux de propagation de la foi à Surabaya. Les deux volumes forment un ensemble d'une grande richesse.

(1) Archipel, n° 29 et 30. Cette revue, dont les textes sont en français ou en anglais, est publiée avec le concours du CNRS et de l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris. Cedex 06. Les deux volumes 148 F.

Spie Batignolles



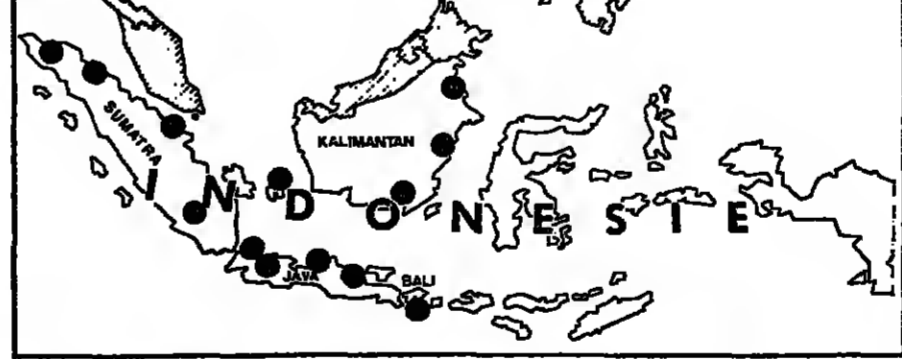
Une entreprise pluridisciplinaire à vocation nationale et internationale structurée en 4 divisions :

- Division Electricité et Nucléaire
- Division Génie Civil et Bâtiment
- Division Ingénierie et-Entreprises Générales
- Division Pétrole et Canalisations

Présente depuis 30 ans en Indonésie, Spie Batignolles a participé avec sa filiale PT CITRA INDONESIA et des partenaires Indonésiens, à des projets prestigieux tels que :

- Les usines d'engrais superphosphatés de Gresik.
- La ligne de transmission 500 KV Bandung - Surabaya.
- Des pipelines, des champs de collecte.
- Les tunnels du barrage de Saguling, etc ...

Elle termine actuellement le grand complexe de laminage à froid de Cilégon dans l'ouest de Java, et l'hôtel Club Méditerranée à Bali.



Notre chemin, le monde.

Citra Indonesia

Spie Batignolles

Tour Anjou, 33 Quai de Dion Bouton, 92814 Puteaux Cedex - France, Tél : (1) 47.76.43.64, Téléc : Parel 620 834 F, Télécopie : poste 2188.

سكزا من الالجل

سكزا من اللانجل

# L'Ordre nouveau n'est plus tout jeune Feu la croissance

(Suite de la page 7.)  
Parmi les autres succès du régime figure, en premier lieu, une politique agricole qui a permis au pays de franchir le seuil de l'autosuffisance alimentaire alors qu'il était, autrefois, le premier importateur mondial de riz. En outre, dès le départ, le président Suharto s'est appuyé sur des économistes de formation américaine — la « mafia de Berkeley » — dit-on ici — qui ont su exploiter les profits tirés du boom pétrolier de 1974 pour amorcer le développement de l'archipel.

Certes, l'infrastructure demeure légère, et il existe encore des poches de pauvreté. Vingt-trois millions d'enfants souffrent de maultrinitu, estime M. Haryono Suyono, responsable du planning familial. D'un autre côté, la corruption demeure un grave problème. Si l'unité d'un État qui ne compte pas moins de treize mille îles et îlots s'est renforcée, les disparités sociales demeurent considérables, la classe dirigeante s'étant enrichie, sans trop de vergogne, au fil des années.

## Face aux « passions incontrôlables »

Mais le véritable problème de l'Indonésie d'aujourd'hui, c'est que tous les défis semblent se présenter en même temps. Les échéances électorales — et, sans doute, un besoin de renouvellement — coïncident avec l'effondrement des recettes pétrolières. De 6,1 % en 1984, le taux d'expansion économique est tombé à 1,9 % l'an dernier, soit un

taux inférieur à celui de l'expansion démographique. Même si les réserves de dollars demeurent solides — 10 milliards de dollars — comment assurer une relance quand il faut procéder à de fortes coupes dans les programmes de développement, soutenir la rou-

taux inférieur à celui de l'expansion démographique. Même si les réserves de dollars demeurent solides — 10 milliards de dollars — comment assurer une relance quand il faut procéder à de fortes coupes dans les programmes de développement, soutenir la rou-



Scène villageoise à Java au dix-neuvième siècle. (Lithographie hollandaise.)

pie, rembourser d'importantes dettes et s'accumuler d'un effondrement des investissements étrangers ? Comment trouver un emploi à près de deux millions de jeunes qui se présentent sur le marché du travail chaque année ? Le système, qui tourne autour d'un homme rigide, peut-il faire preuve de la souplesse nécessaire face aux changements qui, sans doute, sont déjà en cours ?

En avril, la publication dans un journal australien, le *Sydney Morning Herald*, d'un article

diffamatoires ». Les touristes australiens se sont retrouvés, pendant vingt-quatre heures, interdits de séjour à Bali, faute d'un visa dont ils sont pourtant dispensés. Djakarta a refusé, fin avril, l'accès de son territoire aux journalistes australiens qui accompagnaient le président Reagan lors de sa visite officielle à Bali. Il y a quelques jours, les appareils de l'armée de l'air australienne ont été interdits de survol de territoire indonésien.

Cette réaction, apparemment disproportionnée, n'a fait qu'attirer

l'attention sur les rumeurs, qui courent depuis longtemps, sur les affaires de la famille présidentielle, notamment ses relations avec un riche homme d'affaires d'origine chinoise, M. Liem Sioe Liong, dont le nom indonésien est Sudono Salim.

Dans un discours prononcé le 15 août, 41<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance, le président Suharto a clairement indiqué que les élections de 1987 « ne se dérouleront pas dans une ambiance de conflits idéologiques » et qu'elles ne seraient pas l'occasion d'exprimer des « passions incontrôlables liées à la religion ». En d'autres termes, les agitateurs sont priés une nouvelle fois, avec six mois d'avance, de ne pas se manifester, et les mollahs invités à se taire.

Pour sa part, le président du Golkar, M. Sudharmono, que certains considèrent comme un successeur éventuel de M. Suharto, ne voit pas l'intérêt de modifier le système. Son parti, a-t-il récemment déclaré, devrait rester au pouvoir bien après l'an 2000. Il a même cité l'année 2019, ce qui laisse, effectivement, le temps de voir venir.

Les précautions prises par le régime laissent penser que, tant que l'État n'aura pas surmonté la crise financière actuelle, le pouvoir demeurera sur ses gardes. Il en faudrait sans doute davantage, cependant, pour s'interroger sur son avenir immédiat. Rien, en tout cas, ne laisse supposer que l'instabilité qu'une opposition sérieuse est en train de s'organiser.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Suite de la page 7.)

Djakarta ne semble guère avoir le choix, d'autant que les échéances courrant sur une dette globale de 28,3 milliards sont appelées à augmenter, passant de 5,2 milliards de dollars cette année à 6,1 milliards à l'horizon de 1988.

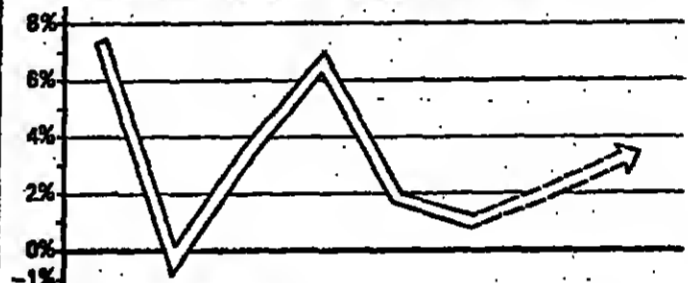
## Une industrie très vulnérable

En ce domaine, les dirigeants indonésiens disposent heureusement de quelques atouts solides. Une inflation qui ne dépasse guère 4 %, des réserves monétaires toujours évaluées officiellement à 10 milliards de dollars, quelque 2,4 milliards de lignes de crédit non utilisées attestent une gestion suffisamment prudente pour rassurer les créanciers du pays.

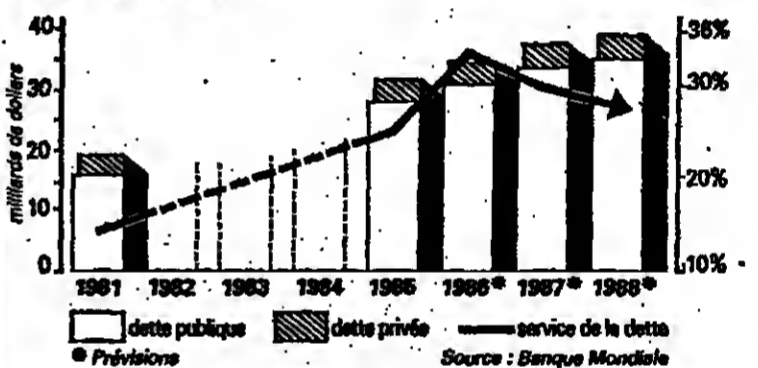
publique et privée, qui représentent moins de 10 % des recettes à l'exportation du pays en 1981, atteindront 33 % cette année et sans doute autant l'an prochain. Mais le potentiel du pays en pétrole et en gaz comme en produits de base encore inégalement exploités, allant de l'écaïne à l'huile de palme en passant par le caoutchouc, pousse les investisseurs à « garder un œil intéressé » sur cet archipel asiatique.

Vaincre les réticences qui persistent malgré tout pourrait passer par un programme plus ambitieux d'ouverture des frontières aux capitaux et aux produits étrangers. Encore faudrait-il qu'une telle politique ne vienne pas détruire une base industrielle aussi récente que fragile. L'industrie automobile tourne à moins de 40 % de sa capacité de production, l'électronique, à moins de

## L'évolution de la croissance (PIB)...



## ...et de la dette



Après les mesures, modestes mais significatives, de libéralisation des investissements étrangers (le *Monde* du 22 juillet), les principaux bailleurs de fonds de l'Indonésie, réunis en juin à La Haye, ont renouvelé leur confiance en s'engageant à fournir, en 1986-1987, une enveloppe d'aide équivalente à celle de l'exercice précédent, 2,4 milliards de dollars. Nul n'ignore que Djakarta sera confronté à quelques années particulièrement rudes. Les remboursements sur la dette

26 %. Deux exemples d'une mauvaise passe qui frappe également l'industrie cimentière ou papetière. Cette vulnérabilité ne fait que confirmer la complexité de la tâche des dirigeants indonésiens. « Il leur faudra plus que jamais prouver leur habileté à allier prudence et imagination », souligne un spécialiste européen. Une tâche d'autant plus délicate que les groupes de pression n'abandonneront rien de leurs prérogatives en période électorale.

FRANÇOISE CHOURGNEAU.

## Pourquoi ?

Il est important de marquer une année capitale dans l'histoire bancaire de l'Indonésie, la première banque d'Etat indonésienne vit le jour le 13 septembre 1946, la conquête de son indépendance par l'Indonésie.

Evolution du système bancaire indonésien et en collaboration avec les banques étrangères.

### Bank Negara Indonesia 1946

Head Office : 1, Jalan Lada, P.O. Box 1946 KB/JAK  
 JAKARTA 11001 - INDONESIA. Cable : KANTOR BESAR  
 Télex : 42702, 42703, 42721, 42821, 42680, 42940 KBBNIJKT  
 Phone : 672075 (20 Lines)

pour exporter, imposer, investir

## EN INDONÉSIE

### INDONESIAN FRENCH ASSOCIATION

Panin Bank Building 6th Floor - Jl. Jenderal Sudirman Senayan  
 JAKARTA  
 Tel. : 711176 - 713882 - Telex : COMAT .JKT. 48248

Union des chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger.

## LASSALE SEIKO

MOUVEMENT A QUARTZ PLAT  
 DATE MONTRÉ D'HOMME  
 AUTONOMIE : 3 ANS  
 BOÎTIER ET BRACELET ACIER NOIR ET DORÉ

FEY H. LEHEMBRE  
 Joaillier - Horloger  
 101, AVENUE VICTOR-HUGO  
 PARIS

FORTUNE



Les transferts de populations

Décongestionner Java

**D**JAKARTA. M. Martono est un homme très occupé ces temps-ci. Ministre de la transmigration, il consacre une bonne partie de son temps à défendre un programme qui consiste, pour l'essentiel, à tenter de décongestionner Java, île surpeuplée, en transférant des populations sur les autres îles de l'archipel. Des erreurs ont été commises dans la définition et l'application des programmes, a-t-il admis encore fin août, devant un groupe de diplomates. Mais, a-t-il ajouté, c'est « un non-sens » de nous avoir accusé de détruire la culture, les traditions et le genre de vie de tribus autochtones installées à Kalimantan et à Irian-Jaya ». Il a tout aussi catégoriquement réfuté l'accusation de « javanisation » de l'ensemble de l'archipel.

L'équation est simple et l'enjeu colossal. Sur environ 165 millions d'Indonésiens, une centaine de millions vivent à Java, qui ne représente que 7 % du territoire indonésien et où la densité de la population est critique (plus de 700 habitants par kilomètre carré), alors qu'elle n'est, par exemple, que de 12 habitants par kilomètre carré à Kalimantan (l'ancienne Bornéo) et de 5 par kilomètre carré dans la province d'Irian-Jaya. Déjà à la fin du siècle dernier l'administration coloniale néerlandaise avait abordé le problème en recrutant des Javanais pour les employer sur les plantations des autres îles.

Un cauchemar démographique

Les autorités indonésiennes s'y sont attaquées à leur tour, notamment en lançant, en 1970, une campagne de planning familial, une opération difficile dans un pays comptant 90 % de musulmans. L'Institut du planning familial est doté de gros moyens, puisque son budget annuel tourne autour de 100 millions de dollars, qu'il verse plus de trente mille salaires et compte près de huit mille cliniques. En 1985, selon son directeur, M. Haryono Suryono, plus de 3 millions de naissances ont pu ainsi être évitées. Le taux de natalité est tombé de 4,4 % à 3,2 % en quinze ans, permettant de limiter le taux d'expansion démographique à 3,2 %, un chiffre qui demeure toutefois très élevé. En l'an 2000, Java comptera 120 millions d'habitants, soit 908 par kilomètre carré, a calculé, pour sa part, M. Emil Salim, ministre de la population et de l'environnement.

Aussi, parallèlement à la campagne de planning familial, une politique de transferts volontaires de populations a-t-elle été entreprise. Selon les statistiques officielles, depuis 1960, plus de 3 millions de Javanais — un total de 650 000 familles — ont été transférés, pour l'essentiel sur l'île de Sulawesi (Cébes-Sud) et dans le sud et le centre de Sumatra. En l'espace de cinq ans, de 1986 à 1990, 750 000 familles doivent être transférées à leur tour, ce qui représente près de 4 millions d'individus.

Selon ce programme — auquel la Banque mondiale a déjà consacré quelque 600 millions de dollars et dont le coût global s'élevait, à ce jour, à 3 milliards de dollars, — chaque candidat à la transmigration doit être marié, en bonne santé et âgé de moins de quarante ans. Dans les lieux de réinstallation prévus pour accueillir environ cinq cents familles, l'Etat doit fournir l'infrastructure (routes, écoles, services de santé...) et doter chaque famille d'une maison, de deux hectares de terre, d'une aide alimentaire pour un an, de matériel agricole et de semences. Le coût de la réinstallation d'un individu est ainsi évalué à 10 ou 12 000 dollars.

Mais la réalisation, dans des conditions convenables, d'un programme si ambitieux se heurte à de nombreux obstacles, le moindre n'étant pas la complexité et l'apathie de la bureaucratie indonésienne. Un effort supplémentaire a été fourni depuis que, en 1982, des transigrants ont battu à mort un fonctionnaire à Sulawesi. Des fonds ont été dégagés à

l'intention des communautés défavorisées ou victimes de désastres naturels. La localisation des sites a été mieux étudiée. L'idée de créer des centres industriels — et non de s'en tenir à la formation de communautés rurales — commence à faire son chemin.

Les adversaires du programme avancent, en particulier, les risques encourus par les populations locales en raison de l'afflux de Javanais. Par exemple, à Irian Jaya, deux cent mille Javanais ont déjà été réinstallés sur un territoire peuplé d'un million deux cent mille Mélanésiens, en partie de foi chrétienne, qui sont des chasseurs sur de grands espaces souvent imprévisibles aux cultures. Le gouvernement prévoit de transférer encore 750 000 personnes sur ce territoire, qui forme la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée. Un afflux si important de migrants javanais risque de poser de graves problèmes, surtout dans un archipel où le pouvoir très centralisé est déjà concentré entre les mains de Javanais qui ont tendance à afficher un sentiment de supériorité culturelle à l'égard des autres insulaires.

Ceux qui s'inquiètent de la déforestation, de l'avenir des ethnies locales les plus faibles ou encore du sort de la faune, oublient trop facilement, selon M. Martono, la « condition désespérée » des millions de sans-terre à Java, une île où chaque parcelle de terrain est déjà utilisée et qui est menacée de désastre écologique. Ils ignorent également, ajoute-t-il, les besoins des « tribus » de Kalimantan ou d'Irian Jaya en matière de santé et d'éducation. « Tous les Indonésiens ont le droit de bénéficier des vastes ressources encore inexploitées de leur pays. La transmigration ne résoudra pas, seule, tous les problèmes, mais elle contribuera à le faire », a-t-il déclaré, fin août, aux diplomates invités à visiter des communautés implantées à Sulawesi.

Dans les quatre ans qui viennent, six mille familles doivent être notamment transférées à Timor oriental, l'ancienne colonie portugaise annexée en 1975 et peuplée d'un peu plus de six cent mille habitants. Car le programme va se poursuivre, en dépit de la controverse qu'il suscite et des difficultés financières actuelles du pays. Djakarta a le sentiment qu'aucune alternative n'existe. Java risque de devenir un cauchemar démographique, remettant encore plus rapidement en cause les succès d'une politique agricole qui permet, en ce moment, à l'Indonésie de se situer au seuil de l'autosuffisance alimentaire après avoir été l'un des plus gros importateurs mondiaux de riz.

Un livre de Jean-Luc Maurer

La modernisation de l'agriculture

**L**a condition du paysan javanais s'est adoucie ces dernières années, tout le monde s'accorde à le dire. Encore fallait-il montrer dans quelle mesure et à quel prix. Pour le faire, Jean-Luc Maurer, chargé de cours et chercheur à l'Institut universitaire d'études du développement à Genève, a fait, pendant dix ans, de longs et fréquents séjours dans quatre communautés rurales proches de Jogjakarta, dans le centre de Java. Son étude, passionnante, souligne la somme d'efforts fournis et la nécessaire adaptation des techniques de production pour parvenir à l'amélioration de cette condition. Elle est d'autant plus intéressante que l'auteur replace son travail dans le cadre de l'évolution politique et sociale du pays, lui donnant ainsi sa véritable dimension.

\* Modernisation agricole, développement économique et changement social : le riz, la terre et l'homme à Java, de Jean-Luc Maurer. Préface de Pierre Gourou. PUF, 322 p., 180 F.



PARIS-JAKARTA  
2 VOLS UTA PAR SEMAINE.

5<sup>e</sup> pays du monde par l'importance de la population, l'Indonésie est le point clé des relations commerciales entre la France et le Sud-Est Asiatique.

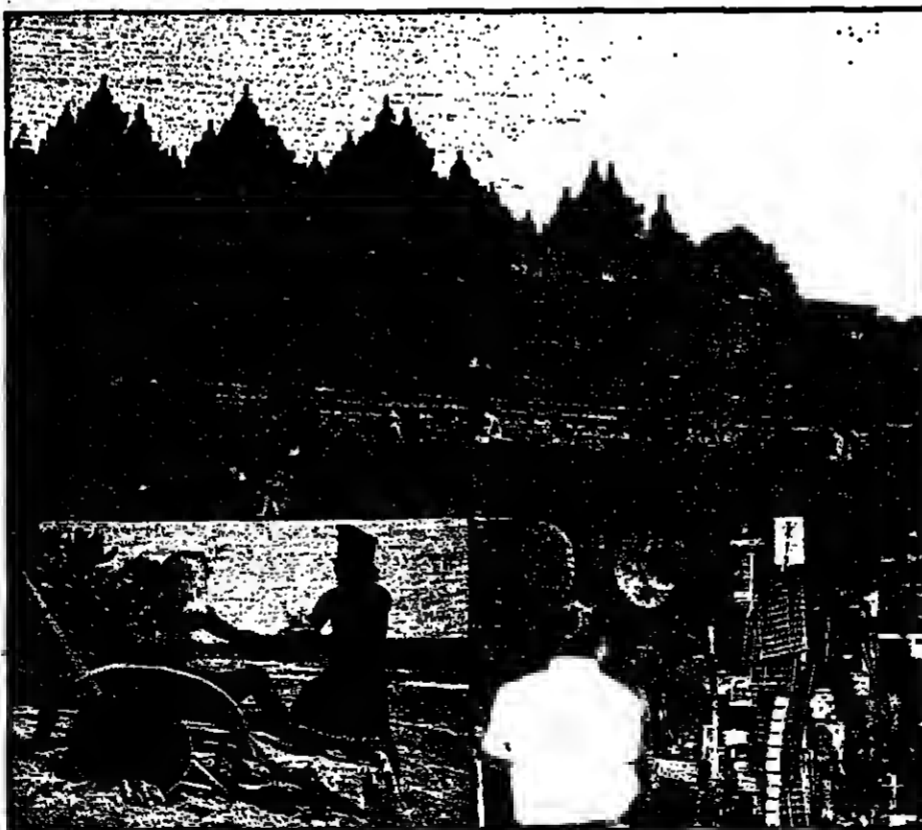
C'est ainsi qu'en assurant 2 liaisons hebdomadaires Paris-Jakarta, UTA confirme sa volonté de participer au développement de vos échanges avec une région économique en pleine expansion. Tous les vols UTA sont assurés par des Boeing 747 300 Big Boss.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez UTA ou votre agent de voyage.



NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

INDONESIE



BALI ET SES ALENTOURS: PLUS QUE DES VACANCES, UNE EXPERIENCE!

Venez en Indonésie et découvrez notre style de vie. Nos festivals et nos cérémonies. Notre art et nos cultures anciennes.

Contemplez au-delà du Borobudur, temple millénaire, les palmiers luxuriants et les majestueuses montagnes de Java. Ou alors laissez-vous sur nos plages au sable blanc à Bali. L'excitation de Jakarta, la tranquillité de nos villages. Tant d'expériences différentes à vivre en Indonésie. Tellement plus que de simples vacances. Une véritable expérience.



Prière de me faire parvenir toute information sur "l'expérience indonésienne".



Directeur Général du tourisme, Jean Ramez Riva St. Jakarta Indonésie. Tel. 390071. Telex: 6555 INTOURIA. Téléphone INTD-JKT. Bureaux postaux P.O. BOX 658.

Bureaux de promotion de tourisme à l'étranger

**Europe**  
Wissenschaftsplatz 26 D-8000 Frankfurt/Main 1  
Tel: (0511) 220577/220578  
Telex: 04118188 600 6

**Amérique du Nord**  
3457 Wilshire Blvd  
Los Angeles, CA 90018  
Tel: (213) 3870779  
Telex: 181818E  
Téléphone Tricour-Lux

**Japon**  
Asia Travel Co  
2nd Floor Sanjaco Building  
1-9-13 Aza-Ju, Minato-Ku, Tokyo  
Tel: 545 3588 545 1331 ext. 15-18  
Telex: 03422088 INTOUR J

**Australie**  
10 Collyer Quay, No. 12 03 Ocean Building  
Sydney 2011  
Tel: 61 2 357 077  
Telex: RS 56701 INTOUR  
Téléphone INDOTOURS SINGAPORE

سكننا من الاجل

هكذا من الامل

# Culture

## La mort de Jacques-Henri Lartigue La légende du siècle



Ci-dessus : Jacques-Henri Lartigue, au Bibi Fricotin nonagénaire...

Ci-contre : « Août, La Baule, Zissou », 1929.

(Suite de la première page.)

Mais, si lui-même a beaucoup fait pour accréditer sa légende d'éternel jeune homme insouciant, joyeux, rieur et bondissant, de portraitiste mondain, ami des célébrités, peintre de la société élégante (Van Dongen, Marlène Dietrich, Greta Garbo comptèrent parmi ses modèles), se situer dans l'histoire de la photographie ne l'intéressait pas.

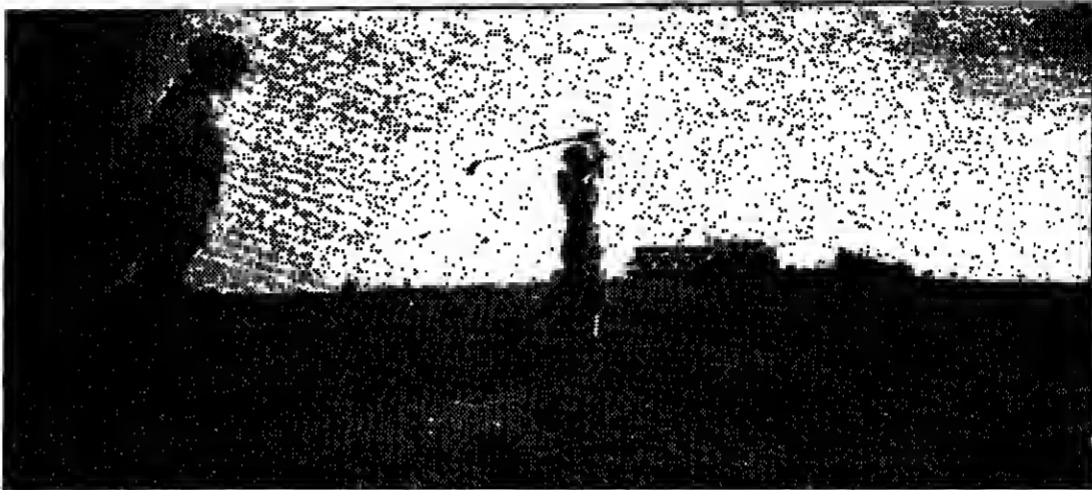
Considérant la photographie comme un hobby, une activité confidentielle et secondaire, puisqu'il vécut de son métier de peintre jusqu'en 1963, il développait son œuvre à l'abri des regards, sans souci d'avoir rien à prouver, mené

serialement par sa générosité d'esprit et sa gaieté, avec pour préoccupation essentielle de se souvenir à chaque instant, de s'étonner de la beauté, et de se divertir en témoignant de son bonheur.

« Être photographe, c'est attirer son étonnement », proclamait-il. On aurait tort pourtant de croire qu'en faisant un don universel de son jardin secret, en faisant découvrir ce qui sans lui serait resté méconnu, en nous montrant ses jonets, sa chambre et son jardin, sa nounou Dudu, son chat Zizi ou sa bicyclette en bois, Jacques-Henri Lartigue se bornait à célébrer de façon toute personnelle l'aventure de sa famille.

Indépendant et romantique, il était bien plus qu'un enfant riche et surdoué, le chroniqueur attentif et galant de la vie bourgeoise pour qui l'actualité aurait eu la légèreté d'un fumet. Car, en faisant de l'album de photographies familiales une œuvre documentaire (dont l'intérêt sociologique, entre autres, est plus qu'évident), il a constitué au jour le jour non seulement le modèle de l'album de famille (qu'il a doublé par l'écriture dès 1900 en tenant toute sa vie un journal qui atteint aujourd'hui cinq mille pages), mais ce que l'on peut considérer comme le plus fantastique des albums persuasifs jamais réunis puisqu'il s'agit de vrai roman familial du vingtième siècle.

Écrire, peindre, photographier représentaient pour lui les trois volets d'une même activité. Ce n'est pas chaque photo qui compte, mais leur ensemble : dans leur totalité se rassemble le temps perdu. S'il définissait le bonheur comme « une sorte d'équilibre, d'un genre à peine différent de l'air et de l'eau, qu'on peut rencontrer n'importe où », derrière les piroquettes et les dégoûtements, on ne peut s'empêcher de deviner l'inconsolable déception de voir les choses qu'on aime passer, s'enfuir et disparaître.



Malgré ses vertus de rapidité, de curiosité et d'imagination - Lartigue fut un des premiers à oser délibérément photographier le mouvement, - comment ne pas sentir ce noyau crucial qui, comme un vertige à l'œuvre, constitue l'implacable ossature de son œuvre : la course au temps.

On le retrouve dans ces images du début du siècle qui, a posteriori, ont tant fait pour asseoir internationalement sa notoriété : les courses à Anteuil, les compétitions automobiles, les bicyclettes ailées, les cerf-volants et les premiers aéroplanes. Malgré son don exaspérant du bonheur, on a trop souvent passé sous silence l'ambition qui les sous-tend. Lartigue lui-même s'en est régulièrement fait l'écho.

Ainsi de cet aveu si parlant lorsqu'il note en 1902, à huit ans, à la vue de ses parents : « Je sens, je ne sais trop pourquoi, que cette photo de mes parents sera la dernière. Ils ne seront plus là très longtemps pour poser. » Ainsi aussi, en 1929, dans son journal : « Je crois que j'aimerais tout dans la vie ! Que j'en arriverais presque un jour à

aimer la mort. » Puis : « Tout me passionne et m'intéresse d'elle. Alors, plus elle devient profonde, plus j'ai envie de la regarder passer. » Et jusqu'à cette très surprenante et angossante série sur les ombres réalisées en 1980, et qui confirme à quel point, sans jamais se perdre de vue, Lartigue est resté toute sa vie fidèle à lui-même : « Mon ombre est une compagne, pas une amie. Elle n'ira nulle part, elle ne me suivra pas. »

### Un modèle de liberté

Poussé par l'irrépressible besoin de « tout voir » et « tout regarder », le « roi des amateurs » durant

quatre-vingt-quatre ans, comme un rombo à une maladie, aura tout retenu sans nostalgie : la cueillette des néoplasmes comme ses derniers tableaux, l'aérohydroplane de Fabre et la découverte du glisseur à hélices de Lesepès à Chamonix, les parkings de Detroit en 1967 comme les motards sur les routes de Los Angeles en 1966. Et Bibi sur son bidet en 1924, pendant leur voyage de noces - lieu de plus intime, rien pourtant de moins indiscret, - un image d'une audace et d'une modernité surprenantes, tant par l'inattendu de la pose que par la singularité du cadrage.

Car il y a chez Jacques-Henri Lartigue une splendeur formelle, un sens inné de l'exception et de la spontanéité qui, dès 1912, lui permettait de fixer la chute d'un plongeur avant même qu'il ait touché l'eau. Lui qui n'a cessé d'expérimenter s'aimait pas revoir ses photographies et considérait la technique comme auxiliaire. Et lorsqu'on lui demandait pourquoi il n'avait pas photographié la honte, la misère ou l'injustice, il répondait : « Je prends ce qui m'émerveille. Ce qui se passe dans mon cœur ne regarde personne. »

Défiant tout académisme, glissant de l'intime à l'universel, l'œuvre de Jacques-Henri Lartigue est bien plus qu'un beau fruit du hasard, et c'est bien pourquoi on peut reprendre sur elle le jugement que lui-même portait sur son époque : « Je crois que bien souvent on juge une époque sur un échantillonage relativement restreint, toujours un peu le même, sur quoi on s'hypnotise comme on s'hypnotise sur les 30 joueurs d'un match de football en oubliant les 60 000 spectateurs qui les entourent. »

Sous ses allures de mondain, Jacques-Henri Lartigue était un modèle d'esprit, de liberté, d'indépendance. Installé à Opio, dans la région de Valbonne, depuis 1960, en compagnie de Fleurette, sa femme depuis 1942, il continuait de peindre et d'adorer les fleurs, se moquait des idéologies et détestait théoriser, ce qui pour lui revenait à une manière de tuer la vie.

Coquet et très croyant, dilettante, passionné de musique et amoureux des tableaux de Bonnard, il vivait réellement sa vie au lieu de la jouer ; ses célèbres pulls baricolés accrochés à sa silhouette factieuse de Bibi Fricotin nonagénaire et, malgré les hommages rendus, les distinctions honorifiques et la donation à l'État de son œuvre, transformée en exposition permanente, il restait dans son âme un amateur. Ce qui explique pourquoi, sans avoir vécu sa vie, chacun pouvait se reconnaître en lui.

PATRICK REGIERIS.

\* Les vues microscopiques réalisées par Jacques-Henri Lartigue entre 1902 et 1928 sont exposées au Grand Palais des Champs-Élysées, avenue Winston Churchill, Paris-8.

## Deux films avec Bette Midler au Festival de Deauville

### « Le Clochard de Beverly Hills »

### Boudu perdu

Dave Whitman (Richard Dreyfuss), qui a fait fortune dans la fabrication de chères, habite une luxueuse villa de Beverly Hills, le paradis californien. Il couche avec la bonne médecin, faute d'inspirer du désir à sa femme Barbara (Bette Midler), qui se consacre à la méditation orientale et fait psychanalyser son chien nommé Maitse. Dans cette famille plutôt simple arrive un clochard (Nick Nolte), qui, décapité d'avoir perdu son cibus bêtard Kérouac, a voulu se noyer dans la piscine.

On se demande bien pourquoi Paul Mazursky s'est fort lointainement inspiré de la pièce de René

Fauchois, *Boudu sauvé des eaux*, dont Jean Renoir avait, en 1932, tiré un film (avec Michel Simon, sorte d'anarchiste ébouriffant) cher au cœur des cinéphiles. Qu'il a trépané, il aurait pu écrire un scénario original. Ici, le clochard (ancien pianiste virtuose qui a roulé en Rolls) intervient comme le sauveur pour réapprendre à ces riches dont l'argent ne fait pas le bonheur le sens de la vraie vie, des valeurs humaines, et la vérité, tant qu'on y est.

Plutôt que de regarder vers Jean Renoir, regardons du côté des comédies « rooseveltiennes » de Frank

Après *The Rose*, Bette Midler a fait sa traversée du désert. Deux films lui permettent d'en sortir : *Le Clochard de Beverly Hills* et *Y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme ?*

Capra (du genre *Vous ne l'emporterez pas avec vous*), modèle toujours envié. Tout y invite : le sujet, le crépitement des dialogues, la mise en scène loufoque, un peu excentrique, pourtant de scènes utiles. Mais l'idéalisme d'autrefois a du mal à se moderniser. Nick Nolte joue avec Richard Dreyfuss à qui aura les meilleures scènes. Et Bette Midler, solide comme une armoire norvégienne, épatée, extravagante, à peine mal embochée, est la seule fantasiste capable de faire passer un gag aussi énorme que celui de l'orgasme libérateur explosant à travers l'espace.

JACQUES SICLIER.

### Double bang

Un album, trois films, une maison de production, un mariage, un enfant... Quand Bette Midler se remet en selle, elle n'y va pas de main morte. Son double bang de Deauville l'annonce haut et clair : *Le Clochard de Beverly Hills*, *Y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme ?* Ces deux performances ont redonné corps à sa carrière.

En 1979, *The Rose* fait l'effet d'un coup de tonnerre. Les critiques sont dithyrambiques, le public accourt, Bette Midler est nommée aux oscars. Pourtant, derrière, rien... Elle rejette, c'est dur. L'être quand on est au sommet, c'est pire. « Beaucoup ont pensé que *The Rose* était un simple coup de chance, a-t-elle récemment déclaré. Depuis, à chaque fois que j'ai tourné, j'ai eu l'impression qu'on me demandait de faire mes preuves. »

Après *The Rose*, il y a eu *Divine Madness*, un film-concert. Puis *Jessie*, de Don Siegel. Tourage ponctué de bagarres avec son metteur en scène, son partenaire et, au bout, flop total. Ensuite, le trou, l'absence, la paranoïa, l'oubli, la déprime. Le seul encouragement lui vient de Dustin Hoffman. Il a connu les mêmes difficultés. Après le succès de *Masquemad Cow-Boy*, il a chomé pendant un an. « Il paraît que dans ce métier, la persévérance importe plus que tout, même que le talent. Je me suis accrochée. »

Pour *Le Clochard de Beverly Hills*, Paul Mazursky tire Bette Midler de sa retraite forcée. Tout de suite, ils s'entendent. Après tout, avant de se lancer dans la mise en scène, Mazursky était comique de cabaret. Bette Midler se sent bien parce qu'elle ne vient pas le rôle principal, et que ses partenaires, Richard Dreyfuss et Nick Nolte, sont dans la même situation qu'elle. Ils n'ont pas tourné depuis longtemps. Avec le joyeux trio de *Y a-t-il quelqu'un*

pour tuer ma femme ? elle sait que le bon goût n'est pas de mise. Vampiroche : à la première projection, elle est choquée par la tête qu'ils lui ont faite. Et puis, en bonne comédienne, elle se rassaisit : « Quand vous avez le sentiment que personne ne veut de vous, vous vous laissez aller. Ça va. »

Elle sait de quoi elle parle : pendant sa traversée du désert, elle avait pris 15 kilos. Mais Midler étant Midler, elle a fait la chanson d'entrée de son nouvel album : *Mud Will Be Flung Tonight*. Ce soir, on dit des horreurs. Là, ça n'est plus le bazooka, c'est le minuscule. Midler-Rambo frappe tous les mutants : « We are the world, we are the children devient. We are the rich, we are the famous... »

Pour l'instant, c'est la trêve. Bette Midler n'a rien d'autre à faire qu'à grossir : elle est enceinte. Mais d'autres travaillent pour elle. Elle a fondé avec deux copines sa maison de production : « On est des rancunières. »

Premier projet : la vie d'Ina Ray Hutton, la première femme à diriger un orchestre de jazz composé uniquement de femmes. « Elle avait du cotot et de la pêche. Elle dirigeait l'orchestre, chantait, s'interrompait pour raconter des histoires. Oui, nous avons beaucoup en commun, et elle depuis longtemps envie de traiter le sujet. Cette femme a constamment été rabaissée. Elle a voulu devenir jazz-woman à une époque où on disait que les femmes ne étaient biologiquement incapables. Elle a voulu forcer le cénacle réservé aux hommes, et elle a réussi. »

Un rôle en or, en effet, pour la Midler.

HENRI BEHAR.

### « Y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme ? »

### Humour bazooka

Le joyeux trio de réalisateurs (Jim Abrahams, David et Jerry Zucker), qui a à son actif *Y a-t-il un pilote dans l'avion ?* et *Top secret* ne travaille pas dans le comique allusif mais gagne toujours en efficacité ce qu'il perd en finesse. Le nouveau film de Jim Abrahams, David et Jerry Zucker, sur un scénario vaudevillesque de Dale Launer, démarre sur les chapeaux de roue et tient la distance sans un coup de frein, sans un dérapage. Cascade de quiproquos, comme on dit. Et humour bazooka.

Sam Stone, « roi de la minijupe » (l'impayable Danny DeVito, vite dépassé par les événements qu'il croit contrôler), confie à sa maîtresse Carol sa femme Barbara, fille de milliardaire. Il traîne depuis quinze ans cette « grosse rondouillonne », sans pouvoir toucher à sa fortune. Il a décidé de la tuer pour hériter. Le crime sera parfait. Or Barbara a été enlevée, et ses ravisseurs réclament par téléphone une forte rançon. Faute de quoi, ils tueront l'épouse. Sam est ravi : pourquoi ne pas leur laisser faire le travail ? Ce plan machiavélique va échouer... plusieurs fois.

Lorsque Barbara-Bette Midler apparaît, coiffée de la perruque de Louis XIV en fin de règne, elle est ficelée dans un grand sac qui la rend aussi vénéneuse qu'une tortue de mer. Mais prisonnière, clouée à la télévision, elle se met à faire de l'aérobie et maigrit de 10 kilogrammes. Bette Midler devient alors presque belle, une gueule, une nature, comme autrefois Mlle West. Un rôle plus avantageux pour elle que dans *Le Clochard de Beverly Hills*.

J. S.

JOAN CRAWFORD · JOHN GARFIELD

## Humoresque

JEAN NEGULESCO  
OSCAR LEVANT  
CLIFFORD BRITS · JACARY GOLD  
MONTY BRUNS · RUSSELL HENRY

SORTIE LE 17 SEPTEMBRE

UN FILM DE PAUL MAZURSKY

## LE CLOCHARD DE BEVERLY HILLS

QUAND UN RONGE CHEZ LES BOULES A BITE DES MOLES

NICK NOLTE · BETTE MIDLER · RICHARD DREYFUSS

TOUCHSTONE FILMS · SILVER SCREEN PARTNERS · PAUL MAZURSKY  
NICK NOLTE · BETTE MIDLER · RICHARD DREYFUSS  
LE CLOCHARD DE BEVERLY HILLS · DOWN AND OUT IN BEVERLY HILLS  
PATO GIZMAN · RENÉ FAJMOUS · BOUDOU SAUVÉ DES EAUX  
COPRODUITS PAR PAUL MAZURSKY & LEON CAPTAINES · RÉVISÉ PAR PAUL MAZURSKY

### Biographie

© J.-H. Lartigue, coll. « Photo Poche », introductions de Jacques Damade, éd. par le CNP, 34 F.

© J.-H. Lartigue : *l'Œil de la mémoire*, éd. Carrère-Lafont, 496 p., 94 F. Deux volumes de ce journal ont déjà paru : *Mémoires sans mémoire* (1903-1921), chez Robert Laffont, et *l'Éternité* (1923-1931), chez Stock.

© Henry Chapier : *Lartigue, coll. « Les grands photographes »*, éd. Belfond.

© Lartigue, coll. « Les grands maîtres de la photo », éd. par Photo 20 F.

Le *Passé composé*, les 6 x 13 de Jacques-Henri Lartigue, coll. « Photocopies », éd. par le CNP, avec les Amis de Lartigue, 160 F.

© *Précis épistolaire*, les monographies : *Instantané de ma vie*, J.-H. Lartigue et les femmes, J.-H. Lartigue et les autos, ont été publiées aux éditions du Chêne.

© *Les Autochromes de J.-H. Lartigue* (1912-1927), éd. Henschel.

© Rectifications. — Jean-Paul Ferré a produit au théâtre Fontaine (10, rue Fontaine, Paris 9<sup>e</sup>) et non au théâtre La Bruyère, comme cela a été indiqué par erreur (*Le Monde* du 13 septembre), dans un *non-show* intitulé : *Cent ans de piano forcé*.

© La pianiste Magda Tagliaberto : dans la disparition : a été annoncée dans *Le Monde* du 12 septembre, était grand croc de l'ordre national du Mérite et allait être élevée, le 23 septembre, par le président de la République, à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

# Spectacles

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

**EMBRASSONS-NOUS** FOLLE-VILLE, Lactenaire (42-22-26-50), 19 h 30.

**SELON TOUTE RESSEMBLANCE**, dim. 15 h, Gédé Montparnasse (43-20-60-56), sam. 20 h 45 (10).

**LES LARMES AMÈRES DE PIERA VON KANT**, Grévin (42-46-84-47), sam. 20 h 30.

**LE SILENCE ÉCLATE**, La Madeleine (42-65-04-28), sam. 16 h 30, 21 h; dim. 15 h.

**LA VILLA BLEUE**, Espace Cardin (42-66-74-81), sam. 18 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

**CLÉRAMBAUD**, Comédie des Champs-Élysées (47-20-08-24), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

**LES BRUMES DE MANCHESTER**, Marigny (42-56-04-11), sam. 21 h, dim. 14 h 30 et 18 h 30.

**LOUP ENTOURÉ DE CHIENS A LA TORRE DU SOIR**, Le Guichet Montparnasse (43-27-88-61), sam. 21 h.

### Les salles subventionnées

**BEAUBOURG** (42-77-12-33), Villamontaigne; à 13 h, Musique du Mail, de J.-F. Schiano; à 15 h, Simon et Dalila, de Saint-Saëns; à 19 h, Le Métronome, de Hamlet.

### Les autres salles

**ANTOINE** (42-08-77-11), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30; à 15 h et 18 h.

**BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-24), sam. 21 h, dim. 15 h 30; les Amoureux.

**CAFÉ DE LA GARE** (42-78-52-11), sam. 20 h 15; A. Souchu.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (42-42-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30; Revue de revue à l'Élysée.

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-20-08-24), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30; Clérambaud.

**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30; Foli de comédie.

**CRYPTÉE STE-AGNÈS** (47-00-19-31), 20 h 30; Phédon.

**DAUNOU** (42-61-69-14), sam. 21 h; Au secours, elle me veut.

**EDOUARD VII** (47-43-57-49), sam. 16 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30; la Répétition.

**ESPACE CARDIN** (42-66-74-81), sam. 18 h 30 et 21 h, dim. 15 h; la Villa bleue (à partir du 12).

**ESSAJON** (42-78-46-42), sam. 17 h et 20 h 30, dim. 17 h; Am. am. citoyens.

**FONTAINE** (48-74-74-40), sam. à 17 h et 20 h 30; Vingt Ans de piano forcé.

**GAITÉ-MONTMARTRE** (42-22-16-18), sam. 20 h 45, dim. 15 h; Selon nous, ressemblance.

**GURCHET MONTMARTRE** (43-27-88-61), sam. 19 h; P. Lantier, ce vieil enfant perdu; 21 h; Loup enroulé de chiens à la tombée de la nuit.

**GRAND EDGAR** (43-20-90-09), sam. 20 h 15; La Drague; à 22 h; la Mésange nide à un par ses ocellines, nabeau.

**GRÉVIN** (42-46-84-47), sam. 20 h 30; les Larmes amères de Piera von Kant, Sam.

**HUCHETTE** (43-26-38-99), sam. 19 h 30; la Cantatrice chauve; à 20 h 30; la Legon.

**JARDINS DES AMBASSÉS** (42-62-40-93), 20 h 30; Fando et Lila.

**LA BRUYÈRE** (48-74-76-99), sam. 18 h et 21 h; le Système Ribaudier.

**LUCERNAIRE** (45-44-57-34), sam. 19 h 30; Embrassons-nous Folleville.

## Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Ide 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

### Samedi 13 - Dimanche 14 septembre

21 h 15: l'Amour goût; II: 19 h 45: Arlequin serviteur de deux maîtres; 22 h 15: Escote petit homme.

**MADELEINE** (42-43-07-90), sam. 16 h 30 et 21 h, dim. 15 h; le Silence écho.

**MARIGNY** (42-56-04-11), sam. 21 h, dim. 14 h 30 et 18 h 30; les Brumes de Manchester?

**MARIE-STUART** (45-08-17-80), sam. 18 h 30; Daï.

**MONTMARTRE** (43-22-77-74) Carte blanche à Henri Langlois; 17 h, la Jeune Fille au carton à cigarette, de B. Barner; 19 h, A propos de Nino, de J. Vigo et R. Kaufmann; l'Atlante, de J. Vigo; 21 h 15, l'Impossible Monsieur Bébé, de H. Hertz (Vost).

**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-70), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30; Mais qui est qui?

**PALAIS-ROYAL** (42-97-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30; Fanny-gauche.

**POITIÈRE** (42-61-44-16), sam. 21 h; les Aventuriers de la panche perdue.

**THÉÂTRE DE L'ÉLYSÉE** (48-74-42-52), sam. 20 h 45, dim. 15 h; l'Émaler.

**THÉÂTRE D'EDGAR** (43-22-11-02), sam. 20 h 15; les Babes cadors; sam. 22 h 45 et 23 h 30; Nous on fait ça on nous dit de faire.

**THÉÂTRE SAINT-GEORGES** (48-78-43-47), sam. 20 h 45, dim. 15 h; Faisons un rêve.

**TINTAMARRÉ** (48-87-33-82), sam. 20 h 15; A Star is Born; 21 h 30; Polvre de Covenens; 22 h 30; Mémères à suivre.

**TOURTOUR** (48-87-42-48), sam. 18 h 30; Nanou; 20 h 30; le Petit Prince; 22 h 30; la Nuit des morts de film.

**TRISTAN BERNARD** (45-22-08-40), 21 h; American Buffalo.

### LES FILMS NOUVEAUX

**A PROPOS D'HIER SOIR**, film américain d'Edward Zwick, v.a.; Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26); Hauteville, 6<sup>e</sup> (46-33-79-38); George-V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); Marignan, 8<sup>e</sup> (43-59-92-82); Paranaissiens, 14<sup>e</sup> (35-21-21); v.f.: Français, 9<sup>e</sup> (47-70-33-83); Marville, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86); Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-54-40); Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-56-86); Mistral, 14<sup>e</sup> (45-39-53-83); Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); Paranaissiens, 14<sup>e</sup> (43-35-21-21); Convention St-Charles, 15<sup>e</sup> (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

**LE COMPLEXE DU KANGOUROU**, film français de Pierre Jolivet; Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-58-18-08); UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16); UGC Boulevard, 9<sup>e</sup> (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Mistral, 14<sup>e</sup> (45-39-52-43); Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-52-37); P.M. St-Jacques, 14<sup>e</sup> (45-89-48-42); UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-93-40); Maillot, 17<sup>e</sup> (47-43-06-06); Impasse, 18<sup>e</sup> (45-22-47-94); Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).

**LA COULEUR POURPRE**, film américain de Steven Spielberg, v.a.; Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); UGC Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Bretagne, 6<sup>e</sup> (42-22-57-97); Hauteville, 6<sup>e</sup> (46-33-79-38); UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); Marignan, 8<sup>e</sup> (43-59-92-82); Pathé Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (47-30-76-23); 14 Juillet, Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Maillot, 17<sup>e</sup> (47-43-06-06); v.f.: Grand Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); St-Lazare Pasquier, 7<sup>e</sup> (43-57-35-43); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); Nation, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Mistral, 14<sup>e</sup> (45-39-52-43); Cassepopote Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

**CRITERS**, film américain de Stephen Herek, v.a.; Forum, 1<sup>er</sup> (42-97-52-74); Rex, 2<sup>e</sup> (42-96-83-93); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Convention St-Charles, 15<sup>e</sup> (45-79-33-00); UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-93-40); Images, 18<sup>e</sup> (45-72-47-94).

**OYELLIO**, film français de Franco Zeffirelli; Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); UGC Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (45-62-20-40); Bienvenue Montparnasse, 15<sup>e</sup> (45-44-25-02).

**AVANT-PREMIÈRE**  
**THERÈSE**, film français d'Alain Cavalier; Club de l'Étoile, sam 20 h et 22 h, 17<sup>e</sup> (43-80-42-05).

**MONT UN DIMANCHE DE PLUIE**, (int. - 13 ans), film français de Joël Santoni; Forum, 1<sup>er</sup> (42-97-52-74); Rex, 2<sup>e</sup> (42-96-83-93); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Convention St-Charles, 15<sup>e</sup> (45-79-33-00); UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-93-40); Images, 18<sup>e</sup> (45-72-47-94).

### Les concerts

**SAMEDI 13 SEPTEMBRE**  
La Table verte, 22 h: G. et B. Picavet (Schubert, Debussy, Schmitt).  
Eglise Saint-Merri, 21 h: M. Benet, S. Dussan (Bach, Britten, Telemann...).

**DIMANCHE 14 SEPTEMBRE**  
Eglise Saint-Merri, 16 h: A. Gazarian, R. Lavigne (Cesperi, Chopin, Debussy...).

Musée Carnavalet, 15 h 30: C. Joy (Liszt).  
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 21 h: P.-M. Fournier.

## cinéma

### La Cinémathèque

**CHAILLLOT (47-04-24-24)**  
**SAMEDI 13 SEPTEMBRE**  
Carte blanche à Henri Langlois: 17 h, la Jeune Fille au carton à cigarette, de B. Barner; 19 h, A propos de Nino, de J. Vigo et R. Kaufmann; l'Atlante, de J. Vigo; 21 h 15, l'Impossible Monsieur Bébé, de H. Hertz (Vost).

**DIMANCHE 14 SEPTEMBRE**  
Cyclo: Les grandes restaurations de la Cinémathèque française: 15 h, la Maison du mystère, de A. Volkoff; Carte blanche à

BALZAC • SAINT-GERMAIN DES PRÉS • FORUM LES HALLES  
SAINT-LAZARE PASQUIER • 7 PARNASSIENS  
IMPERIAL PATHE • GALAXIE • ROXANE Versailles

LE LION D'OR

DU FESTIVAL DE VENISE 1986

C'EST LE RAYON VERT

COMEDIES ET PROVERBES

LES FILMS DE LOSANGE **CANAL+**

LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION (C.N.C.)  
AAA CLASSIC  
FÉLICITENT ET REMERCIENT

**ERIC ROHMER**



AVANT-PREMIÈRE  
**THERÈSE**, film français d'Alain Cavalier; Club de l'Étoile, sam 20 h et 22 h, 17<sup>e</sup> (43-80-42-05).

LE RAYON VERT

VINCENT GAUTHIER / ROSETTE / CARITA  
MARIE RIVIÈRE  
PATRICIA ROMAND / LISA HEREDIA

444

"Du grand art vraiment... et une technique irréprochable".  
"Un grand moment d'émotion".  
"La couleur pourpre est un de ces grands films romanesques comme on ne croyait plus possible d'en faire".

C'est la vie.  
C'est l'amour.  
Il s'agit de nous.

UN FILM DE STEVEN SPIELBERG

**La Couleur Pourpre**

UN FILM DE STEVEN SPIELBERG



WARREN BEatty, STEVEN SPIELBERG "LA COULEUR POURPRE" (THE COLOR PURPLE) ALLEN DUNN, J. MICHAEL RIVA, MICHAEL KAHN, A.C.E., QUINCY JONES  
WHOOPI GOLDBERG, ALLEN DUNN, J. MICHAEL RIVA, MICHAEL KAHN, A.C.E., QUINCY JONES  
STEVEN SPIELBERG, KATHLEEN KENNEDY, FRANK MARSHALL, QUINCY JONES  
STEVEN SPIELBERG

سكزا من الاجل

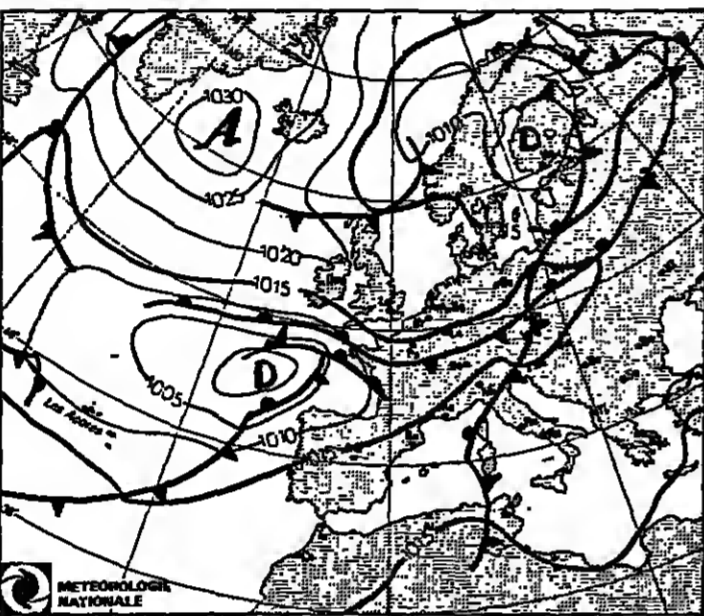
سكنا من الالهي

# Météo

Evolution probable du temps en France entre le samedi 13 septembre à 0 heure et le dimanche 14 septembre à 24 heures.

Le courant perturbé de sud-ouest continuera d'affecter notre pays, mais une hausse du champ de pression limitera à la moitié nord l'activité pluvieuse, et dans une moindre mesure l'activité magassine.

SITUATION LE 13 SEPTEMBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU

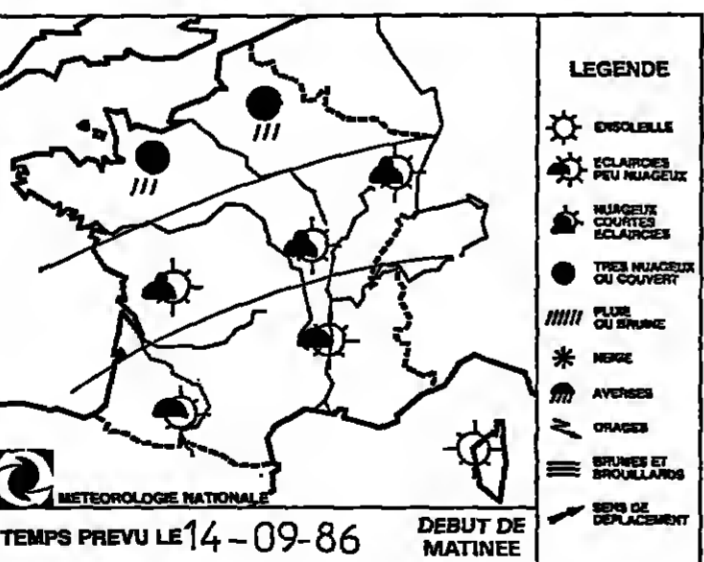
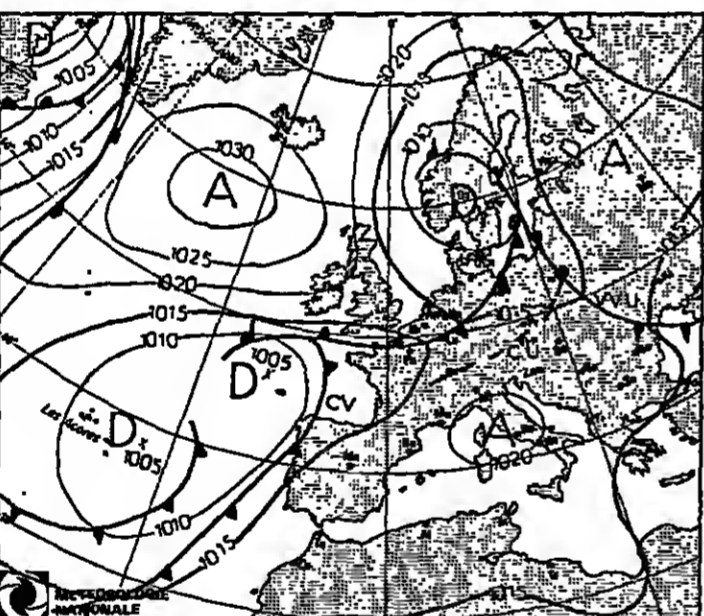


Table with columns for 'TEMPÉRATURES maximales - minimales' and 'Temps observé', listing data for France and various foreign cities.

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

# Sports

## AUTOMOBILISME

### Pirelli se retire de la formule 1

Deux ans après Michelin, la firme italienne Pirelli a annoncé, le 13 septembre à Londres, qu'elle se retirait du championnat du monde de formule 1 à la fin de la saison.

Football : championnats de France de première division, le 12 septembre 1986, dans sa quatrième journée de championnat.

Tennis : résultats nationaux. - Vainqueur de l'Espagnol Jorge Borja.

# Le Carnet du Monde

## Décès

Mme André Badaire, son épouse, Française, Laurent, Jean-Marc et Bernard, ses enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GUILLAUME, conservateur des hypothèques, endormi dans la paix et dans l'attente de la résurrection.

La messe sera célébrée en l'église Saint-Louis, rue Puy, à Vincennes (Val-de-Marne), le lundi 15 septembre 1986, à 9 heures.

Prêtres de l'apporter ni fleurs ni couronnes.

7, rue du Tabac-du-Compt, 94160 Saint-Mandé.

Le docteur Ysori Emile Randolph, secrétaire général du club d'Afrique, Et M. veuve Adeline Randolph, née Cottin, ont le grand regret de faire part du décès de leur père et époux

Léopold Pierre RANDOLPH, inspecteur principal honoraire, directeur-fondateur du collège moderne Randolph, commandeur dans l'ordre du Mérite de la République togolaise, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques de la République française,

survivent à Lomé, le 28 août 1986, dans sa quatre-vingt-septième année.

Information sur lieu au cimetière d'Aného, le samedi 13 septembre, après une messe pontificale en la cathédrale du Sacré-Coeur de Lomé (Togo).

Une messe de requiem sera célébrée en l'église Saint-Antoine-de-Padoue de Lomé (Togo), le samedi 20 septembre, à 7 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Maison mortuaire : 28, avenue du Champ-de-Couleur, BP 796 Lomé (Togo).

- Aix-en-Provence.

M. Jacques REVAULT, chevalier de la Légion d'honneur, maître de recherches honoraire au CNRS, survent le jeudi 8 septembre 1986.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

J. Les Marroussien, Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

- M. François Tern, son épouse, Mme Claire Fouyé, en religion Mère Marie Albert, M. Marguerite Fichou et ses enfants, Ses sœurs, Sœur Yvonne Tern, sa belle-sœur, Les familles Allizat, Berroche, Bijeaux, Bourrel, Carzuel, Fouyé, Furcau, Gaudouy et alliés, Guyonard, Lacassagne, Le Fric, Lindemann, Pochon, Raymond, Renaud, Rolland, Wallart, Toute la famille, ses amis et ses fil-

les, ont la douleur de faire part de la perte qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Mireille, Jeanne TERN, née Fouyé, professeur d'université et géologue, officier des Palmes académiques, décédée subitement le jeudi 11 septembre 1986, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 septembre, à 16 heures, en l'église paroissiale centrale de Saint-Cloud, et l'inhumation au cimetière de Saint-Cloud, à 16 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. François Tern, 72, rue Henri-Régnauld, 92210 Saint-Cloud.

Anniversaires - SOUVENIR André BARREY, 1985, 15 septembre 1986.

- Un battent de cœur nous sèpare de l'Eternité. (Ta compagnie.) - Il y a quarante-quatre ans, le 15 septembre 1942, Robert GOLDENBERG, si bon, si généreux, était départi à Auschwitz pour y être exterminé par la bête inhumaine dont le ventre est encore fertile. Daniel.

# Communication

### Patrice Dubamel et Jean-Luc Gallini à Radio-Monte-Carlo

M. Pierrick Borvo, directeur général de Radio-Monte-Carlo, vient de nommer Patrice Dubamel directeur général adjoint de la station et Jean-Luc Gallini directeur de l'actualité. Les deux hommes prendront leurs fonctions dès le lundi 15 septembre.

Une grève dans l'imprimerie empêchera cinq quotidiens de paraître sur Lyon. - Cinq quotidiens, le Matin, Libération-Lyon, le Quotidien de Paris, l'Humanité et les Echos, étaient absents des points de vente, ce samedi matin 13 septembre à Lyon, à la suite d'une grève à l'imprimerie de Haute-Roche, à Igny (Rhône). Menée à l'initiative du syndicat du Livre CGT, la grève a pour but d'appuyer des revendications portant sur des aménagements des horaires de travail et l'octroi d'une journée de repos supplémentaire par mois, découlant, selon le syndicat, d'une surcharge d'activité due à la confection du nouveau quotidien Libération-Lyon. Le 4 septembre dernier, une grève avait déjà empêché la parution de quatre quotidiens (le Monde du 5 septembre).

Création de RTL Plus-Allemagne Télévision. - La CLI (Compagnie luxembourgeoise de télévision) vient d'annoncer la constitution d'une nouvelle filiale baptisée RTL Plus-Allemagne Télévision. Cette société a pour vocation de se consacrer à la production et à la diffusion de programmes de télévision en allemand.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 13 septembre :

DES DÉCRETS - N° 86-1028 du 9 septembre 1986 relatif aux modalités de calcul des retenues rétroactives prévues à l'article R. 7 du code des pensions civiles et militaires de retraite et modifiant l'article D. 3 dudit code ;

N° 86-1033 du 9 septembre 1986 modifiant le décret n° 86-883 du 28 juillet 1986 concernant l'octroi d'une prime nationale unique aux producteurs qui s'engagent à abandonner définitivement la production laitière.

## FISCALITÉ

Impôt sur le revenu 1986 : paiement reporté au 18 septembre. - La date limite pour le paiement du solde de l'impôt sur le revenu de 1986, fixée au 15 septembre pour certains contribuables, est reportée au mercredi 15 septembre à minuit.

## Privatisation de TF1

### Le ministère des finances confirme l'appel d'offres aux cabinets d'audit

Le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation a confirmé et élargi, jeudi 11 septembre, l'appel d'offres pour expertiser les comptes de TF1 qu'avait lancé le ministère de la culture et de la communication le 20 août dernier.

Chronologiquement, la vente de TF1 devrait se situer après celle des trois premières entreprises mises sur le marché (Saint-Gobain, Paribas et les AGF).

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 4312 HORIZONTALLEMENT

I. Hommes de mains. Mot d'explication. - II. Personnel qualifié. Remise des prix. - III. Termes d'affection. - IV. Dans le champ ou dans le vent. Mesure étrangère. Ve de trous en tronc en volait. - V. Symbole ch 1 m 1 u.

«Cour» de palmiers. Fait le succès d'une pièce. - VI. Son maître est toujours à la maison. Cadeaux pour la naissance de premier. - VII. Région du golfe Persique. Souches d'arbres. - VIII. Comalt la portée. Réserve de pots rouges. - IX. Préposition. Rencontre d'un esprit fort avec un esprit doux. Saint normand. - X. Fait une opération de tête.

Exige une certaine maîtrise mais se passe parfois de formation. - XI. Joint le geste à la parole. Frais élevés. Pied à terre. - XII. Fauteuil souvent converti par des personnes désirant avoir une position assise. Changer de ton en tenant des propos plus graves. - XIII. Partie de campagne. Bien voir ou ne pas regarder suffisamment. Tourner à droite. - XIV. Centre de recyclage de certains déchets. Valent mille. - XV. État noir. Inversé / frappant du droit.

VERTICALEMENT 1. Tube de plongée. Mis dans un tube. - 2. Ordonnement entraînant des soins à domicile. Conjonction. - 3. Fait partie des travaux de la terre. Rivière de Suisse. Tempête à toute heure. - 4. Travail sur mesure. - 5. Merveilles de «filas». Plante des bois et des marais. - 6. En lève. Spécialité italienne. Conjonction. - 7. Extrême malheur. Moteur à ressort. - 8. Exercice de force. Enigme historique. - 9. Abréviations d'Eu. Élément d'un réseau. - 10. Cause d'étranglement. - 11. Pièce de jeu. Nappe écossaise. Gaillard d'avant. - 12. En train de se manifester. Dans l'auxiliaire. Point répété. - 13. Arrive en se dandinant ou part en courant. Plante à fourrage. A l'intérieur duquel on peut trouver de l'ambre. - 14. Conducteur de courant. Galette de blé. Côte d'un mur.

### PROBLÈME N° 4311 HORIZONTALLEMENT

1. Hammam. Oc (allusion à Jeanne d'Albret et Henri de Navarre). - II. Artoles. - III. Rosellère. - IV. Emiles. EM. - V. Marles. Ne. - VI. Tec. Eson. - VII. Cassant. - VIII. As. Eze. - IX. Espère. - X. Ou. Ouvert. - XI. Nantia. Ou.

VERTICALEMENT 1. Haron. Canon. - 2. Aromates. Na. - 3. Mesure. - 4. Moelles. Sol. - 5. Allé. Appui. - 6. Meisen. Eya. - 7. Se. Sènt. - 8. Reno. Zéro. - 9. Clément. Tu.

GUY BROUTY.



REPÈRES

Autoroutes

180 kilomètres en 1987

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'aménagement du territoire, a annoncé, le vendredi 12 septembre, à Périgueux, que le rythme de construction des autoroutes augmenterait dès 1987. Les crédits budgétaires permettront d'engager des chantiers de 180 kilomètres, alors que le rythme annuel était de 76 kilomètres en 1983, de 115 en 1985 et de 108 en 1986, et que le IX<sup>e</sup> Plan prévoyait d'engager de 100 à 160 kilomètres par an.

Changes

Dévaluation de 45 % en Indonésie

L'Indonésie a, le vendredi 12 septembre, dévalué de 45 % la roupie qui cote désormais 1,644 pour 1 dollar contre 1,134 précédemment. Selon le ministre des finances, M. Radius Prawiro, cette forte dévaluation a été rendue nécessaire par la baisse des prix du pétrole qui représente 70 % des recettes indonésiennes à l'exportation.

Les projets immobiliers de Renault

Vente de terrains à Billancourt

Renault prépare une série d'opérations immobilières dans le département des Hauts-de-Seine pour financer le transfert à Billancourt de ses services des méthodes, installés jusque-là en grande partie à Kneif.

La Régie compte d'abord vendre une partie des terrains qu'elle possède à Boulogne. Des discussions sont actuellement en cours avec la municipalité, qui, préparant une restructuration du centre ville, avec l'installation de nouveaux équipements collectifs, est évidemment intéressée, et souhaite aussi éviter une flambée des prix. Ces discussions ont lieu en fait, à la demande de la municipalité, avec la SEM 92, la société d'économie mixte du département (dont le conseil général détient 75 %), qui serait l'acquéreur des terrains.

Les surfaces que la Régie mettrait en vente ne sont pas connues officiellement : la direction de Renault précise seulement qu'elles sont inférieures aux 38 hectares annoncés le 4 septembre par l'union locale CGT, et que ni l'usine de Billancourt, sur la rive droite de la Seine (31 hectares), ni l'île Séguin (11,5 hectares) ne sont concernées, contrairement aux affirmations de la CGT. En fait, la vente pourrait porter sur une quinzaine d'hectares, en plusieurs morceaux (notamment près du siège social de Renault), sur les 80 que possède la Régie à Boulogne-Billancourt.

Congés de conversion

De même le programme de l'opération n'est pas encore fixé. La ville souhaite naturellement qu'il comporte la construction de bureaux, qui apporteraient des emplois et des recettes fiscales, de façon à compenser, autant que possible, la suppression de trois mille emplois par Renault en 1986. Mais elle veut aussi maintenir un équilibre avec les logements, et peut-être récupérer une partie des terrains pour certains équipements. De toute façon, on serait-ce qu'en raison de contraintes d'urbanisme, la totalité des surfaces ne peut être consacrée à des bureaux.

Les projets immobiliers de la Régie ne se limitent pas à Billancourt. Si seules les discussions concernant cette ville sont avancées, d'autres cessions sont déjà étudiées, semble-t-il : en particulier des terrains situés dans le bas Mondon (5,5 hectares) en face de l'île Séguin, et, évidemment, ceux qui seront libérés à Rueil par le regroupement des services des méthodes, soit 6,5 hectares.

Ces discussions ont eu quelques répercussions au cours de la réunion du conseil municipal de Boulogne du dimanche 7 septembre. M. Georges Duhamel, un des adjoints, ayant posé des questions sur cette affaire à

Consommation

Progression aux États-Unis

Les ventes de détail ont progressé de 0,8 % en août aux États-Unis, contre 0,3 % en juillet, à la suite d'une sensible hausse des achats d'automobiles (+ 3,2 % en août) encouragés par des crédits à bas taux d'intérêt. De plus, à la suite d'une poussée des prix des produits alimentaires (+ 1,3 %), les prix de gros américains ont augmenté - pour la deuxième fois seulement cette année - de 0,3 % en août (+ 1,8 % par rapport à août 1985). Ce double résultat pourrait annoncer une reprise prochaine de l'inflation, et renforcer en tout cas la prudence de la Réserve fédérale.

Désinflation

Pause en Grande-Bretagne

Après sept mois consécutifs de baisse, la désaccélération de l'inflation a marqué une pause en Grande-Bretagne. En rythme annuel, la poussée des prix à la consommation s'est maintenue à 2,4 % en août, comme en juillet, la renchérissement de l'habillement, des automobiles et des données saisonnières ayant entraîné une hausse mensuelle de 0,3 %. Toujours nettement inférieure aux salaires qui progressent à un rythme d'environ 7 % l'an, l'inflation devrait connaître une légère accélération au cours des mois à venir en raison de la dépréciation de la livre et de la récente remontée des cours du pétrole.

La loi de finances pour 1987

Des mesures importantes pour les familles

Le conseil des ministres exceptionnellement réuni lundi 15 septembre doit examiner le projet de loi de finances pour 1987. C'est le premier budget du gouvernement Chirac. M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances de

l'Assemblée nationale, a estimé, le vendredi 12 septembre à Toulouse, que « les orientations budgétaires du gouvernement tiennent largement compte des engagements de la plate-forme électorale ». Il s'est en

revanche déclaré opposé aux prélèvements sociaux « tels que les augmentations des cotisations sociales et les prélèvements sur les revenus ». Il a également estimé que les diminutions d'impôts pour les entreprises lui paraissent trop faibles.

Outre l'application de la « décade » aux couples et le doublement de la déduction pour frais de garde confirmés par M. Balladur, ministre de l'économie, le mercredi 11 septembre, au cours de l'émission télévisée « l'heure de vérité », le projet de loi de finances pour 1987 comporte trois mesures importantes pour les familles.

Le « quotient familial » (part du revenu prévu pour chaque enfant) sera porté à une part entière par enfant à partir du quatrième. Actuellement, il est normalement d'un demi-part pour le premier et le troisième enfant, d'une part pour le troisième et d'une demi-part pour les suivants. La mesure, qui coûterait 300 millions de francs à l'État, devrait bénéficier à cent mille foyers, en général aisés : sur les quatre cent mille familles comptant quatre enfants ou plus, trois cent mille ne sont pas imposables par le simple jeu du quotient familial.

Cette mesure sera compensée en partie par une autre réforme du quotient familial : le plafonnement de la demi-part supplémentaire accordée aux parents isolés pour le premier enfant. La réduction d'impôt qui en découle sera plafonnée à 3 000 F : cela correspondrait à un revenu supérieur à 10 000 F par mois, et

toucherait une grande partie des couples non mariés avec un enfant.

Les réductions d'impôt accordées pour les intérêts des emprunts pour l'acquisition d'un logement seront presque doublées. Les sommes prises en compte, actuellement limitées à 15 000 F + 2 000 F par personne à charge, seront portées à 30 000 F + 2 000 F par personne à charge pour les couples mariés qui auront souscrit un emprunt, à partir du 1<sup>er</sup> juin 1986, pour l'acquisition d'un logement en 1986. Le coût serait d'une centaine de millions de francs.

Ces mesures visent à la fois à aider les familles nombreuses, à favoriser les couples mariés et à contribuer à une relance de la construction (en accroissant les déductions pour l'achat de logements).

Le bénéfice d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux parents isolés avait été décidé à l'attention des femmes veuves, abandonnées ou divorcées devant seuls des enfants, « pour apporter une aide à des cas sociaux », selon les termes du rapport 1984 du conseil des impôts, qui en avait signalé les « effets pervers ». C'est l'une des dispositions les plus critiquées par tous

les défenseurs du mariage comme défavorable aux couples mariés, bien que ses effets soient moins importants qu'on ne l'affirme généralement (« le Monde de l'économie » du 10 juin).

Plusieurs propositions de loi ont été présentées par des parlementaires de droite comme de gauche - la dernière émanant de M. Jean Cluzel au nom du groupe sénatorial Union centriste pour y remédier. En réponse à une demande de M. Michel Debré, avocat permanent du mariage et de la natalité, M. Alain Juppé, ministre du budget, avait promis, lors de la discussion du collectif budgétaire 1986 à l'Assemblée nationale, le 26 mai, de « franchir une étape significative » dans le rétablissement de l'égalité fiscale entre couples mariés et couples non mariés lors du budget 1987.

Le système de réduction d'impôt pour les intérêts des emprunts était aussi l'un des points les plus fréquemment cités parmi les « avantages » dont peuvent bénéficier les concubins, qui peuvent actuellement déduire deux fois les intérêts versés pour l'acquisition d'un appartement.

M<sup>me</sup> Dufoux, ministre des affaires sociales du gouvernement socialiste.

GUY HERZLICH.

(1) Le plafond du quotient familial correspond en 1986 à un revenu mensuel de 44 900 F pour un couple avec trois enfants.

Yamaha conservera les marques MBK et Motobécane

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier, le constructeur de motos japonais Yamaha a acquis 66,83 % du capital du fabricant français de vélos et de cyclomoteurs MBK industrie, anciennement Motobécane, à la faveur d'une augmentation du capital passé de 50 à 100 millions de francs. Les autres actionnaires de MBK sont le groupe belge Interen (12,6 %), Picardie Investissement et la société de développement régional (10 %).

Yamaha fabrique essentiellement des motos de toutes cylindrées, tandis que MBK produit chaque année 150 000 cyclomoteurs de moins de 50 centimètres cubes et 400 000 bicyclettes. « Il est apparu indispensable d'essayer d'entraîner la chute du marché du cyclomoteur par le lancement de nouveaux produits susceptibles d'utiliser un nombre croissant d'adolescents, afin de garantir à l'avenir le succès de la moto », a déclaré M. Hisahiro Okawa, nouveau directeur général de MBK, à l'occasion d'une conférence de presse, le 12 octobre.

D'autre part, Yamaha a défini une stratégie industrielle que l'usine de Billancourt, centre de production de chacun de ses marchés principaux. La firme japonaise a donc, dans un premier temps, signé des accords de coopération avec MBK (1980), puis elle a pris

10% de son capital (1984). Le prise de contrôle du 1<sup>er</sup> juillet 1986 lui donne la base industrielle qu'elle convoitait.

Une douzaine de cadres japonais sont à pied d'œuvre dans les usines de Saint-Quentin (Aisne) et dans les services de Pentin et de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour redresser, en 1986, les comptes de MBK, qui a perdu en 1985, 35 millions de francs. Les effectifs de la société vont diminuer de 1 700 à 1 400 salariés. Le regroupement et la modernisation des ateliers sont en cours. Surtout, la rentabilité de l'outil industriel sera améliorée grâce à la fabrication par MBK de produits Yamaha pour le compte du réseau Yamaha.

On insiste beaucoup, chez MBK, sur l'identité maintenue et l'indépendance de la société par rapport à son actionnaire principal, M. Anatole Temkine, président de MBK, a répété à plusieurs reprises que son entreprise conservait son centre de recherche, ses marques (MBK, Motobécane et Solex) et son réseau de vente tant en France qu'à l'étranger. L'avenir dira si cette autonomie est vraiment souhaitée par Yamaha ou si les Japonais veulent peu à peu confiner leur filiale française dans un rôle de sous-traitant.

AL. F.

M. Fabius : les Français paieront 35 milliards de francs d'impôts de plus en 1987

M. Laurent Fabius écrit dans Solidarités modernes, bulletin de l'association du même nom, que M. Edouard Balladur « est un homme habile et techniquement compétent », mais que « la réalité du budget 1987 risque de ne guère ressembler à celle qu'il a présentée à la télévision ». Selon l'ancien premier ministre, « par l'effet combiné des nouvelles mesures fiscales et des décisions sur les cotisations sociales, les cent mille contribuables les plus fortunés (ceux dont, en général, les revenus dépassent 55 000 francs par mois) paieront l'an prochain 7 milliards de francs d'impôts de plus, cependant que le reste des Français - et surtout les classes moyennes - paieront 7 milliards de francs de prélèvement, en plus ».

M. Fabius écrit aussi que, « contrairement au discours gouvernemental, il est prévu que les dépenses augmentent l'an prochain, en réalité plus vite (3,1 %) - et non moins vite - que l'évolution annoncée des prix - et que « le déficit budgétaire, loin d'être massivement réduit, restera à peu près constant (environ 142 milliards de francs), si un neutralisme des astuces de présentation ». « Compte tenu de la croissance spontanée des recettes du budget, estime M. Fabius, les contribuables - les particuliers comme les entreprises - paieront non pas moins d'impôts, mais, au total, 35 milliards de francs d'impôts de plus que cette année ».

En août

Les prix ont augmenté de 0,1 %

Les prix ont augmenté en France de 0,1 % au mois d'août, selon les premières estimations publiées par l'INSEE, le vendredi 12 septembre. Cet excellent résultat, s'il était confirmé, porterait la hausse à 2 % sur un an. Depuis le mois de mai 1985, l'indice mensuel n'a jamais progressé de plus de 0,4 %, il a même baissé de 0,2 % en février dernier.

La décelération des prix se poursuit donc, même si certains craignent qu'une remontée des cours du pétrole n'aggrave brusquement la situation. Depuis le début de l'année, la hausse ne serait que de 1,2 %, alors qu'elle était encore de 3,9 % pour la période correspondante de 1985.

Le résultat du mois d'août est plutôt meilleur que ceux enregistrés chez les principaux partenaires européens de la France (+ 0,3 % en Grande-Bretagne, + 0,12 % en Belgique, + 0,2 % en Italie). Toutefois, en RFA, les prix ont baissé de 0,2 % le mois dernier.

Selon les chiffres de l'OCDE, la France se situait fin juin dans la bonne moyenne des pays membres de cette organisation. Avec 2,3 % d'inflation en rythme annuel, elle faisait mieux que le Royaume-Uni (+ 2,5 %) et l'Italie (+ 2,7 %), mais moins bien que la RFA (- 0,2 %), les États-Unis (+ 1,7 %) et le Japon (+ 0,5 %).

ENTREPRISES

L'Air Liquide repousse la date d'expiration de son OPA sur Big Three

Le groupe français L'Air Liquide a annoncé, le vendredi 12 septembre, à New-York, qu'il avait repoussé, du 11 au 25 septembre, la date d'expiration de son offre publique d'achat de l'ensemble du capital de Big Three Industries, une des premières entreprises de gaz industriel aux États-Unis. Cette décision a été prise à la suite de la demande, par la Commission fédérale américaine, d'informations supplémentaires sur ce projet. L'Air Liquide a indiqué qu'il n'appréhendait aucune difficulté pour financer l'achat de Big Three, une transaction qui pourrait s'élever à 1,05 milliard de dollars, au prix de 29 dollars par action. Selon un communiqué, plus de 90 % des 36,3 millions d'actions composant le capital de Big Three ont déjà été soumissionnées.

Départs chez Rhône-Poulenc...

M. Michel Vaquin, directeur général adjoint du groupe nationalisé Rhône-Poulenc, a annoncé qu'il avait démissionné. M. Vaquin était entré dans le groupe en 1982 lorsqu'il était dirigé par M. La Foch Prigent, ancien directeur de cabinet de M. Dreyfus, ministre de l'industrie de M. Pierre Mauroy. M. Jean-Pierre Halbron, entré en 1983 dans le groupe, directeur financier puis directeur général adjoint à partir de 1985, va également quitter l'entreprise. M. Jean-René Fourtout, le nouveau PDG, nommé par le gou-

vernement Chirac, a annoncé par ailleurs la création d'un comité exécutif, « organe suprême de direction » du groupe, qui comprend, outre le PDG, cinq membres, tous arrivés chez Rhône-Poulenc avant 1982.

... et chez Saclor  
M. Pierre Julien, secrétaire général de Saclor, doit quitter l'entreprise à la demande du nouveau PDG, M. Francis Mer. M. Julien était entré en 1983 chez Saclor, alors présidé par M. Dollé.

● Grève CGT le 30 septembre dans le secteur public. - Les fédérations CGT des fonctionnaires, des PTT, des services de santé, d'EDF-GDF, de la SNCF, des transports, des mines, des travailleurs de l'Etat (arsenaux), du spectacle et de la SETA, réunies le vendredi 12 septembre, ont appelé à une journée de grève, le mardi 30 septembre, « pour la défense des revendications ».

● Compagnie maritime Louis Dreyfus : fin du conflit social. - Un accord est intervenu, le vendredi 12 septembre, sur l'application du plan social sur les suppressions d'emplois liées au transfert d'une partie de la flotte de la compagnie Louis Dreyfus sous pavillon des Kerguelen : c'est la fin du mouvement de grève qui bloquait deux navires dans le port de Rouen et un autre à

Chantiers navals

M. Madelin menace

Le ministre de l'industrie a rendu public, le vendredi 12 septembre, un communiqué concernant les négociations en cours à la Normed, dans lequel il souligne que, en cas d'échec de ces négociations, « il appartiendra, fin septembre, au tribunal de commerce de Paris, sur proposition de l'administrateur judiciaire, de décider de la continuation ou non de l'activité ». M. Madelin cherche ainsi à faire pression sur les syndicats et menace : « Dans l'hypothèse d'une liquidation de l'entreprise, poursuit le communiqué de son ministre, la convention sociale de branche permettant la mise en œuvre des congés de conversion de deux ans ne serait plus applicable. L'administrateur judiciaire serait donc amené à décider de manière unilatérale d'un plan social pour l'ensemble des six mille neuf cents salariés de l'entreprise, dans les limites financières fixées par les pouvoirs publics ».

Montoir-de-Bretagne. Selon le syndicat national des marins CFDT, l'accord prévoit notamment que l'indemnité complémentaire de licenciement sera portée de 70 000 à 80 000 francs pour les marins (contre 100 000 francs pour les officiers). Les marins ont congé de conversion touchent une rémunération mensuelle d'au moins 6 000 francs

Un rapport de l'OCDE

Belgique : la croissance freinée

Le programme d'assainissement adopté par le gouvernement belge en mai dernier aboutira à une baisse de la croissance (1,25 % en 1987 contre 2 % cette année), indiquent les experts de l'OCDE dans leur dernier rapport annuel sur la Belgique. Jusqu'à la situation était allée en s'améliorant : hausse des prix à la consommation pratiquement nulle au cours du premier semestre, redressement des bénéfices des entreprises, progression du revenu réel des ménages, légère baisse du taux de chômage.

Toutefois, en dépit d'un premier plan d'assainissement en 1984, les déficits publics représentaient encore 12 % du produit national brut en 1985. Les échéances d'une dette dont l'encours est, en pourcentage du PIB (100 %), l'un des plus élevés de l'OCDE, ont conduit les autorités de Bruxelles à arrêter un nouveau plan draconien, dont les ménages feront essentiellement les frais.

La balance commerciale pourrait dégager un excédent « très substantiel » (3,25 milliards de dollars) en 1987, mais les experts de l'OCDE voient mal comment éviter une nouvelle dégradation du marché de l'emploi alors que le chômage reste élevé (12,25 % à la mi-1986). Aussi les risques inhérents à la politique déflationniste suivie par le gouvernement pour assainir les finances publiques poussent-ils l'OCDE à s'interroger sur le bien-fondé du

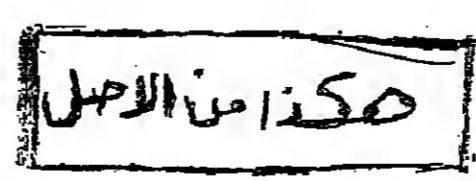
maintien d'un taux de change stable depuis 1983 mais sans réponse nette.

Luxembourg : une situation enviable

Le Luxembourg connaît, à bien des égards, l'une des situations « les plus favorables » de l'OCDE. La croissance du produit intérieur brut n'a rien d'exceptionnel (2,2 % en 1985 et sans doute 2,5 % l'an prochain), mais ce petit pays a, selon les auteurs du rapport, « particulièrement réussi » l'adaptation du secteur productif subsistant à une sidération en déclin des activités nouvelles et rentables dans la chimie, la métallurgie, le verre, et non pas uniquement, comme on pouvait s'y attendre, dans le seul secteur financier.

Le chômage a encore été réduit, touchant 1,4 % de la population active, contre 1,6 % l'an dernier, et pourrait diminuer légèrement à nouveau en 1987. La baisse des prix de l'énergie a renforcé la tendance à la désinflation, et 1986 devrait se terminer sur une inflation de 1,6 %. Quant à la balance des comptes courants, elle devrait continuer à être portée par l'importance des revenus bancaires et, son excédent pourrait dépasser 65 milliards de francs (1), soit un tiers du PIB.

(1) 1 FB = 0,16 FF.







سكزا من الاجل

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 La fin du sommet israélo-égyptien. 3 La libération de M. Daniloff. — La situation au Chili.	4 Le projet de découpage électoral. — La préparation des élections sénatoriales.	6 L'attentat du quartier de la Défense. — Le projet de réforme du CNRS. — Echecs : Karpov ne passe pas.	14 La mort de Jacques-Henri Lartigue. — Deux films avec Sette Midler au Festival de Deauville. 16 Communication.	17 La loi de finances 1987 : des mesures pour les familles. 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes et grands marchés.	Carnet ..... 15 Météorologie ..... 16 Mots croisés ..... 16 Programmes des spectacles ..... 15  CHRONOLOGIE D'AOUT En raison de l'abondance de l'actualité, la publication de la chronologie des événements du mois d'août est reportée à mardi. Le Monde date du 17 septembre.

## Dans une note aux recteurs de Paris, Nice et Poitiers M. Devaquet rappelle que les universités ne peuvent augmenter les droits d'inscription

Les voies du libéralisme sont parfois déroutantes pour les libéraux eux-mêmes. Alors que le gouvernement a adopté, en juillet dernier, un projet de réforme universitaire dont le maître mot est l'autonomie, M. Alain Devaquet, ministre de l'enseignement supérieur, vient de rappeler séchement aux universités qu'elles n'ont pas la liberté de décider elles-mêmes du montant des droits d'inscription que doivent acquitter les étudiants.

Dans une note adressée aux recteurs de Paris, Nice et Poitiers, le ministre précise que ce montant a été fixé cette année à 450 francs par un arrêté du 24 juin. Les dépassements par rapport à cette norme commune à toutes les universités françaises sont donc contraires à la réglementation et le ministre demande aux recteurs de veiller à faire rembourser aux étudiants le trop-perçu éventuel. Les trois recteurs destinataires de ce rappel à l'ordre ne sont évidemment pas choisis au hasard. L'université de Nice a en effet décidé à la majorité de son conseil d'administration — en avril dernier — de modifier la redevance étudiante à l'intérieur d'une fourchette de 400 à 800 francs (le Monde du 10 septembre).

La situation à Poitiers est plus complexe. A la demande de la faculté des sciences, mais en opposition avec la majorité du conseil d'administration de l'université qui a voté contre cette mesure le 4 septembre dernier, le président de l'université, M. Jacques Borzeix, a fixé les droits d'inscription des étudiants scientifiques entre 600 et 800 francs, ceux des autres disciplines étant régulièrement établis à 450 francs. Selon M. Borzeix, ce relèvement était destiné à renouveler des matériels scientifiques et à financer des stages de terrain pour les étudiants. Son annulation éventuelle par le recteur entraînerait évidemment la suppression de ces stages, estime le président de Poitiers qui s'ajoute, non sans amertume : « On ne peut pas jouer sur les deux tableaux : demander aux universités d'accueillir tout le monde et ne pas leur en donner les moyens. »

### Un enjeu politique

A Paris, c'est l'université de Paris-V (René-Descartes) qui semble visée par la note ministérielle. Son conseil a en effet décidé au printemps dernier de demander aux étudiants, en plus des 450 francs réglementaires, 160 francs de « droits spécifiques ». A la présidence de l'université, on a manifestement stupéfait d'être ainsi montré du doigt : les universités, estime-t-on, ont le droit de décider une augmentation de la redevance étudiante, dès lors qu'elles peuvent justifier de

### Où trouver le Gienturret ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple Au Diable des Lombards, 64, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>.

## Au comité directeur du PS M. Jean Poperen : la cohabitation ne signifie pas que la gauche laisse la droite faire sa politique

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du Parti socialiste, chargé de la coordination et des élections, a présenté au comité directeur, le samedi 13 septembre, un rapport d'activité, dans lequel il a tenu, notamment, à « souligner l'activité du premier secrétaire », M. Lionel Jospin.

M. Poperen a fait, ensuite, un « premier bilan de ce que la droite a détruit » du travail législatif qu'avait accompli la gauche. S'agissant de l'emploi, le numéro deux du PS a observé que « le gouvernement de droite, par la voix de Séguin, n'offre d'autre perspective que « d'institutionnaliser », en quelque sorte, les trois millions de chômeurs ». « Il n'y a pas de réponse facile, mais la résignation est impossible », a commenté M. Poperen.

Pour ce qui est de la sécurité, M. Poperen a relevé que, « depuis six mois, ni les multiples variantes de la délinquance, ni la violence se réclamant de motivations politiques n'ont fléchi ». Le numéro deux du PS a souligné que les socialistes ne se servent pas « des difficultés que montre le gouvernement pour instruire son procès », mais il a demandé : « N'est-il pas indigne que les hommes de droite, qui, déjà, avaient exploité sans retenue la délinquance et le terrorisme à des fins politiciennes, cherchent à échapper à leurs responsabilités en s'en prenant, à nouveau, à la gauche. »

Traitant de l'attitude des socialistes depuis les élections de mars dernier, M. Poperen a déclaré : « Nous avons respecté la période « probatoire », et, aujourd'hui, en

## Le retour en France du prêtre expulsé

### « Le régime chilien est responsable de la violence » déclare le Père Dubois

Les trois prêtres français, arrêtés le 8 septembre, puis expulsés du Chili sur ordre du gouvernement de Santiago, sont arrivés vendredi à Paris.

« Pierre, le Chili est avec toi. » Quand il n'entend ce slogan scandé par un des opposants chiliens venus l'accueillir à l'aéroport de Roissy, Pierre Dubois a essuyé une larme. M<sup>lle</sup> Danielle Mitterrand, M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, et des représentants de l'épiscopat se sont entretenus avec les trois expulsés. M. Malhuret a exprimé la « solidarité du gouvernement avec les trois prêtres et l'ensemble des victimes de la répression au Chili », sans envisager toutefois « pour le moment » de mesures de rétorsion à l'encontre du régime chilien. La Ligne des droits de l'homme, par la voix de son président M<sup>re</sup> Yves Jouffé, a regretté la « frilosité du gouvernement français qui paraît même en retrait par rapport à l'attitude du gouvernement américain » et demande des mesures d'ordre économique et diplomatique pour « sanctionner le régime Pinochet ».

Selon le Père Dubois, les forces de l'ordre qui ont investi la Victoria, le 8 septembre au matin, semblaient « persuadées que l'Eglise était engagée dans la lutte armée et que nous avions personnellement affaire avec l'attentat contre Pinochet ». L'arrestation de Pierre Dubois s'est opérée après une perquisition dans l'église de la Victoria et après que ce religieux ait refusé que le Père Jurian ait été tué par les forces de l'ordre chiliennes — soit également perquisitionnée, en l'absence de tout mandat.

Mis à part cinq coups de poing portés au visage du Père Dubois par un « officier supérieur », les trois Français n'ont pas été maltraités. Ils n'ont pas davantage été interrogés avant d'être expulsés pour « menées subversives » contre le régime militaire.

En réponse à ces accusations, le Père Dubois s'affirme « absolument opposé à la tentative d'assassinat de Pinochet. C'est d'ailleurs le régime militaire qui est responsable de cette violence ». Le religieux préfère quant à lui l'utilisation de la « non-violence active », comme les protestations, pour renverser le régime chilien.

Il reste une vingtaine de prêtres français au Chili, ainsi que des religieux et des séminaristes, notamment dans le faubourg de la Victoria. Plusieurs prêtres de nationalité française avaient déjà été expulsés du pays peu après le coup d'Etat militaire de septembre 1973. Les trois prêtres expulsés dernièrement devaient se rendre samedi 13 septembre dans le diocèse de Rodez, où exerceait le Père Jurian, pour célébrer l'anniversaire de sa mort.

## Six « casques bleus » français blessés par une bombe au sud du Liban

### L'un d'eux dans un état désespéré

Six « casques bleus » français ont été blessés, dont deux sérieusement, le samedi 13 septembre, par l'explosion d'une bombe télécommandée au passage de leur véhicule blindé sur une route du sud du Liban.

Les soldats français, du bataillon logistique de la FINUL, circulaient à bord d'un véhicule blindé sur une route menant de Barich à Arzoun (104 km au sud de Beyrouth) pour rejoindre leur position. Une bombe de 30 kg, déclenchée par télécommande, a explosé au passage du véhicule.

Quatre des victimes, légèrement blessées, ont été soignées au bataillon français. Les deux soldats sérieusement atteints, des sergents, ont été évacués par hélicoptère sur l'hôpital anglais de la FINUL à Nakoura, puis, devant la gravité de leurs blessures, ont été transportés à l'hôpital Ramban, de Haifa (Israël). « Il n'y a rien à faire pour sauver » l'un des deux soldats français, a indiqué ce samedi le docteur Guibaud, chef du département de neurologie de l'hôpital Ramban de Haifa (nord d'Israël). Le militaire français est « pratiquement cliniquement mort. (...) la blessure se situe à la face, elle est profonde et horrible et nous ne pouvons intervenir », a-t-il ajouté.

En ce qui concerne le second soldat grièvement atteint, sa blessure est également « grave, car elle a été provoquée par un éclat. A l'heure actuelle, nous procédons à un examen au scanner pour déterminer l'étendue des lésions puis nous tenterons d'opérer », a précisé le chirurgien. Ces soldats appartiennent au

## La libération des prisonniers politiques en Pologne

### M. Zbigniew Bujak est prêt à poursuivre la lutte

Varsovie (AFP). — Barbu, souffrant, apparemment en bonne condition physique, M. Zbigniew Bujak, l'ancien dirigeant de la TKK, la direction clandestine de Solidarité, encore sous le coup de la surprise après l'annulation totale des prisonniers politiques décrétée le jeudi 11 septembre par les autorités polonaises, donnait, vendredi, sa première conférence de presse non clandestine depuis le 13 décembre 1981.

A peine sorti de prison, M. Zbigniew Bujak, qui a regagné sa maison du village de Milanówek (à 30 kilomètres de Varsovie), s'est mis à la disposition de Solidarité : « Si la clandestinité me demande de la rejoindre, je le ferai. Si elle me confie une tâche au grand jour, je l'assumerai, et, si elle me dit de prendre des vacances, j'en profiterai », a-t-il déclaré à un groupe de journalistes occidentaux.

### Un geste adressé aussi à l'Eglise

Pour M. Zbigniew Bujak, le gouvernement cherche avant tout par cette amnistie (dont ont bénéficié deux cent vingt-cinq prisonniers politiques) à « affaiblir la clandestinité ». Or, poursuit-il, « les structures clandestines de Solidarité ont toujours leur raison d'être (...) l'opposition ne dispose d'aucun moyen légal d'action ; une possibilité d'ouverture comme le Fonds d'aide à l'agriculture a été torpillée par le gouvernement (le Monde du 5 septembre). Tant que ces facteurs demeureront, la clandestinité doit continuer d'être active. » M. Zbigniew Bujak a annoncé qu'il avait l'intention de se rendre à Gdansk dans les prochains jours pour s'entretenir avec M. Lech Walesa.

Commentant, vendredi, cette mesure pour l'agence PAP, le général Czeslaw Kiszcak, ministre de l'intérieur, a déclaré qu'elle constituait « un test particulier du réalisme politique et de la bonne volonté des Occidentaux ». En clair, il est temps que l'Occident en vienne à de meilleurs arrangements pour la Pologne et le manifeste par des facilités de crédit, alors que la dette s'élève à 31,3 milliards de dollars. L'adresse de l'Eglise polonaise : « Cette mesure répond aux appels publics de l'Eglise. C'est pourquoi nous nous attendons à une réaction constructive de sa part et à un soutien réel et actif [à la politique du gouvernement]. (...) La Pologne peut rester un pays sans prisonniers politiques si les Eglises abandonnent leurs activités politiques contraires à la loi. »

## Anatoli Tchcharanski a été reçu par M<sup>re</sup> Chirac, Léotard et Malhuret

A Paris depuis le début de la semaine où il assiste aux travaux du Conseil international de la conférence mondiale pour les juifs d'URSS, le mathématicien soviétique Anatoli Tchcharanski, échangé en février dernier après neuf ans de détention en URSS, a été reçu vendredi 12 septembre pendant une demi-heure par le premier ministre, M. Jacques Chirac.

M. Tchcharanski a également rencontré vendredi matin M<sup>re</sup> Léotard et Malhuret, respectivement ministre de la culture et de la communication, et secrétaire d'Etat aux droits de l'homme.

Le numéro de « Monde » daté 13 septembre 1986 a été tiré à 512 745 exemplaires.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde  
**JACQUES CHIRAC** dimanche 18 h 15 en direct sur **RTL**  
 animé par Olivier MAZEROLLE  
 avec André PASSERON et Alain VERNHOLETS (Le Monde) Paul Jacques TRUFFAUT et Gilles LECLERC (RTL)

Blanc... Enqu... sur...  
 L'Irak menace l'Iran de représailles  
 L'Irak a menacé, le vendredi 12 septembre, de rompre la trêve observée depuis plus d'un an dans la « guerre des villes », après l'explosion à Bagdad, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'un missile sol-sol lancé par Téhéran qui a fait, selon les Irakiens, vingt et un morts et quatre-vingt-un blessés parmi la population civile. Un porte-parole de l'état-major irakien a souligné que « les forces irakiennes qui se sont abstenues jusqu'à présent de bombarder des zones civiles se réservent maintenant le droit de répondre ».

Les autorités iraniennes ont expliqué, de leur côté, que le missile tiré sur Bagdad visait un « centre de renseignements militaires » et avait essentiellement pour objet de répliquer à l'utilisation de gaz toxiques par l'Irak. — (AFP, Reuters, AP.)